Les fins d'empires : la tête sans corps de Tupac Amaru

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14785 – 7 F

MARDI 11 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un nouveau geste de M. Rabin

Israël va autoriser les contacts avec l'OLP

Avant la rencontre, le 10 août aux Etats-Unis, entre M. Rabin et M. Bush, Jérusalem a annoncé un prochain amendement à la loi interdisant tout contact avec l'OLP.

La loi qui interdit tout contact avec l'OLP est une loi *« stupide »*, selon le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yossi Beilin, et sa modification projetée a déjà été saluée par le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, comme un pas positif mais insuffisant.

Ce changement risque d'entraîner des heurts avec la droite israélienne, au moment où le gouvernement de M. Rabin doit déjà affronter la colère des colons après ses récentes décisions visant à geler les implantations dans les territoires occupés. Des manifestations à ce sujet ont eu lieu, dimanche 9 août, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Lire nos informations page 5

La vérité en face

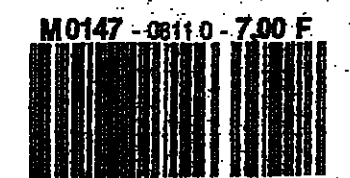
L'ÉCRIVAIN israélien David Grossman reprochait naguère à ses compatriotes leur aveuglement politique, à force de trop «voir les Arabes à l'envers». Voilà un grief que M. Itzhak Rabin pourrait bientôt *ne plus encourir*. Homme pressé, le premier ministre de l'État juif a pour principal mérite de vouloir regarder la réalité en face. Son intention, confirmée dimanche 9 août, de rendre caduque dès l'automne la loi interdisant tout contact avec l'OLP illustre avec quelque éclat le pragmatisme lucide qui, rompant avec l'immobilisme têtu du Likoud, règne *désormais* à Jérusalem.

Certes, cette décision relève avant tout du bon sens. Tenue aujourd'hui pour «stupide» par l'équipe travailliste, la «loi sur les rencontres» était devenue obsolète, au point que M. Itzhak Shamir lui-même avait dû renoncer, en fin de règne, à l'appliquer. Dès lors, Israël avait tout intérêt à renier un texte qui ternissait inutilement son image. Nul ne doute que la nouvelle Knesset répondra, *sur ce point*, aux vœux du pouvoir, lors de sa rentrée d'octobre.

ON aurait pourtant tort de minimiser la portée symbolique de ce geste aux yeux d'une bonne partie des Israéliens. N'ont-ils pas, pendant de longues années, entendu la majorité de leur classe politique excommunier l'OLP, au nom de la lutte légitime contre le terrorisme, que la *centrale palestinienne pratiquait*, inspirait ou justifiait? Ne leur a-t-on pas *répété* à satiété que l'Etat juif ne négocierait jamais – au grand jamais! – avec l'organisation de M. Arafat?

L'OLP ou comment s'en débarrasser : à ce jeu, Israël a, en fin de compte, perdu. Mais au bénéfice de la plus grande victoire sur lui-même, celle qui permet peu à peu de «surmonter sa peur». En confirmant sa mue historique, à la fin de 1988 – adoption de la résolution 242 comme base du processus de paix, reconnaissance implicite de l'Etat juif, renonciation solennelle au terrorisme, – l'OLP a, pour sa part, amplement contribué à l'évolution des esprits chez l'adversaire.

RENDUE publique à la veille de la rencontre entre M. Rabin et M. Bush, l'initiative de Jérusalem participe aussi de l'entreprise de «reconquête des cœurs» menée par les travaillistes auprès du grand allié américain. L'amendement de la «loi anti-OLP» est l'une des «mesures de confiance» souhaitées de longue date par les Etats-Unis, qui se sont déjà félicités du gel des implantations juives dans les territoires occupés et de la réouverture du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est. M. Rabin aura vraiment fait tout son possible pour obtenir la garantie bancaire américaine à l'emprunt de 10 milliards de dollars dont il a tant besoin. Tout cela ne signifie pas qu'un dialogue direct entre Israël et l'OLP soit concevable dans l'immédiat. Loin de là. Mais en transgressant un nouveau tabou M. Rabin reconnaît tranquillement une vieille loi géopolitique : on ne choisit pas son ennemi, et c'est avec lui qu'il faudra, le jour venu, faire la paix.



M 0147 - 0811 0 - 7,00 F

Battu aux élections après treize ans de pouvoir

Le président du Congo reconnaît sa défaite

Le président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, s'est «incliné», samedi 8 août, devant le choix des électeurs. Arrivé en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle, il a reconnu sa défaite, après avoir, pendant treize ans, dirigé son pays d'une main de fer. Il est le quatrième chef d'Etat africain à s'effacer à la suite d'élections, après ceux du Cap Vert, du Bénin et de la Zambie.



Lire page 5 l'article de CATHERINE SIMON.

Les Occidentaux, l'ONU et les secours aux civils de Bosnie

Les responsables serbes de Bosnie ont invité la Croix-Rouge à visiter les camps de détention situés dans cette République. Ils n'ont toutefois pas fourni de liste de ces camps. Des centaines de prisonniers auraient été transférés vers d'autres régions. Le CICR doit engager des pourparlers pour fixer les modalités de ces inspections. A New-York, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne étaient sur le point, lundi 10 août, au Conseil de sécurité des Nations unies, de parvenir à un accord sur un projet de résolution autorisant l'usage de la force pour assurer la protection des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine.

Alors que Sarajevo connaissait une certaine accalmie, lundi matin, de violents affrontements se poursuivaient entre forces serbes et musulmanes à Goradze. La veille, ces combats avaient fait dans cette ville assiégée depuis quatre mois plusieurs morts et près de vingt blessés.

Lire page 3 l'article d'AFSANÉ BASSIR POUR et DOMINIQUE DHOMBRES

La presse algérienne sous surveillance

Le gouvernement algérien a interdit, samedi 8 août, trois journaux, *le Matin*, *la Nation* et *El Djezair El Youm*. Ils sont accusés soit d'avoir diffusé de fausses nouvelles, soit d'avoir adopté un ton *« malveillant »*, portant ainsi atteinte *aux « intérêts supérieurs du pays »*. D'autres publications pourraient être prochainement les victimes de mesures analogues.

Cette décision intervient après celle du Haut Comité d'Etat, annoncée le même jour dans un communiqué, de *« mettre en place une stratégie complète et coordonnée visant à s'attaquer aux maux qui rongent notre société »*. *« Des actions*, poursuit la direction collégiale algérienne, *seront engagées dans les semaines qui viennent pour que soient promulguées des dispositions législatives appropriées, notamment dans les secteurs de la justice, de l'information et de la sécurité publique, afin que prévalent l'autorité et la crédibilité de l'Etat au service du citoyen. »*

Lire page 20 l'article de GEORGES MARION

L'ÉCONOMIE

- L'internationalisation forcée des banques allemandes : les établissements de crédit d'outre-Rhin préparent activement l'Europe du grand marché.
- Les performances d'Investcorp : la banque arabe a construit sa réussite dans l'euphorie des années 80.
- Rapprochement tacite entre Taïwan et la Chine : les échanges – indirects – ne cessent de s'accroître entre les deux pays.

Pages 14 et 15

Barcelone médaille d'or

La capitale catalane a vibré pour un grand spectacle olympique sans émotions fortes

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« Vous ne serez plus là, et nous non plus, avant que les Jeux n'accueillent une équipe pareille. » Avec un brin de vanité qu'autorise son rang de plus grande star du basket-ball américain et donc mondial, Michael Jordan a dressé à sa manière son bilan olympique à l'issue de la finale gagnée (117-85) par les Etats-Unis contre la Croatie. Attendue comme l'attraction des XXII[es] Jeux olympiques d'été, l'« équipe de rêve » a tenu ses promesses sportives.

La plus fabuleuse sélection des meilleurs joueurs de la National Basket-Ball Association (NBA) a fait honneur à sa réputation en remportant tous ses matches avec un écart moyen de...40 points. Réunis sur la plus haute marche du podium le plus riche en dollars de l'histoire de l'olympisme, les basketteurs américains ont affirmé avoir vécu à Barcelone une parenthèse inoubliable dans leur carrière professionnelle.

« Nous sommes habitués à entendre l'hymne national américain avant les matches de la NBA, mais l'émotion n'est pas comparable avec celle que j'ai ressentie ici, où nous avons joué pour les Etats-Unis. Mon corps tremblait sur le podium », affirmait Earvin « Magic » Johnson, le très charismatique capitaine de cette sélection.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite page 8 et les articles de nos autres envoyés spéciaux MICHEL BOLE-RICHARD, JÉRÔME FENOGLIO, CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHIEU pages 7 à 10

L'ÉTÉ FESTIVAL

Balthus chez Courbet

ORNANS (Doubs)

de notre envoyé spécial

Balthus chez Courbet, dans sa maison devenue musée, ses portraits à quelques pas de l'*Autoportrait à Sainte-Pélagie* de 1872, ses paysages de falaises et de champs à proximité des paysages d'Ornans et du Léman, ses nus aux murs du peintre de la *Femme aux bas blancs* et de la *Femme au perroquet* : ce serait peu dire que la rencontre a du sens. Elle tient de l'action de grâce, de l'hommage, de la déclaration d'amour et de la querelle de famille. Balthus vénère Courbet. Balthus se mesure à Courbet.

Sur sa préférence, il s'est expliqué. Il affirmait dans *le Monde* daté 4-5 août 1991 : *« Il n'existe aucune différence entre la peinture d'Extrême-Orient et celle des Siennois du point de vue de leur philosophie. En Occident, la rupture intervient plus tard, à la Renaissance, quand la perspective introduit une conception plus « réaliste », comme on dit, de la représentation. Cette conception n'est pas la mienne. Ce n'était pas non plus celle de Courbet, du reste. On le dit réaliste, c'est absurde. Des peintres occidentaux, Courbet est, avec les Siennois et Breughel, des très rares qui rejoignent les Chinois. Tous ont en commun la même conception (...) qui ne tend pas à la représentation des choses mais à l'identification ».*

Par ce mot, il entend la capacité de pénétrer comme à l'intérieur de l'objet et d'en fixer non point les contours et les surfaces mais la substance, les qualités essentielles, la structure interne et la densité. La peinture telle qu'il la conçoit et l'admire en Courbet n'est pas affaire de figuration mais de compréhension, d'intelligence et non de description.

L'exposition d'Ornans se veut la démonstration de ce principe, appuyée par l'exemple et le voisinage d'un garant décisif. Autant dire qu'elle échappe aux catégories ordinaires, ayant été réunie avec l'assentiment et, peut-on croire, sous l'autorité de l'artiste. Ni rétrospective, ni simple rassemblement de tableaux, elle tient du manifeste – absolument inactuel – et du soliloque à voix haute.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 11

Lire également

- Jazz à Uzeste et Marciac
- Le contrat bien rempli de Paris Quartier d'été

page 11

Le Maroc à portée d'Europe

L'économie du royaume est en convalescence après dix années d'« ajustement structurel ».

Lire page 13 l'article d'ÉRIC FOTTORINO

La mort du chef spirituel des chiites

L'ayatollah Khoï a été inhumé discrètement en Irak.

Lire page 5 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

Un point de vue de M. Patrick Devedjian

Le député RPR des Hauts-de-Seine défend les hommes politiques.

Lire page 6

Tina Brown de « Vanity Fair » au « New Yorker »

L'itinéraire de la nouvelle directrice du magazine élitiste américain.

Lire page 12 l'article de SERGE MARTI

Le sommaire complet se trouve page 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

LES FINS D'EMPIRES

En mai 1572, le dernier Inca, Tupac Amaru, est décapité sur la place de Cuzco. Son peuple a résisté aux Espagnols pendant quarante ans. Aujourd'hui, dans les bidonvilles de Lima, on recueille les derniers échos de l'étrange espoir millénariste que cette exécution a fait lever : l'oppression cessera quand le corps de l'Inca martyr aura repoussé.



Le supplice de Tupac Amaru. Extrait de la Cronica e buen gobierno *de Juanan Poma de Ayala (fin du XVIe siècle).*

19. – La tête sans corps de Tupac Amaru

Par CARMEN BERNAND

A travers la forêt tropicale, l'Inca Tupac Amaru et sa famille, accompagnés des derniers fidèles, essayaient de rejoindre la contrée des *Manaris, à l'est des crêtes enneigées* de la cordillère. Ils avaient laissé derrière eux des terrains brûlés, pour affamer les Espagnols que le vice-roi avait envoyés à leurs trousses; dans le sol humide, ils avaient piqué des roseaux effilés comme des lames pour transpercer les pieds des fantassins lancés à leur poursuite. L'heure était grave, mais l'Inca traînait, car sa jeune épouse était enceinte et avait du mal à avancer. Pour la soulager, il lui prit son balluchon, bagage dérisoire où elle avait *rassemblé ses affaires les plus* précieuses. Dans la hâte du départ, ils avaient laissé leurs derniers biens dans la cité de pierre, espérant sans doute pouvoir y revenir un jour. Un petit groupe les devança, transportant sur une plate-forme l'image en or du Soleil. L'astre était le Père des Incas et la sphère en or, à laquelle le prince était très attaché, contenait les cendres des cœurs de ses ancêtres. Cet objet vénérable était le dernier lien qui le rattachait aux siens.

Les dernières lunes qui avaient précédé sa fuite en cette année de 1572 avaient été chargées *d'augures sinistres. Une épidémie avait ravagé* la région de Vilcabamba et décimé une population déjà réduite à quelques centaines d'individus. Les ponts naguère si bien gardés qui les protégeaient des incursions espagnoles avaient été désertés par les sentinelles, ouvrant aux étrangers les portes de ce refuge jusque-là inexpugnable.

Tupac Amaru n'était pas né lorsque Pizarro et ses hommes capturèrent à Cajamarca l'Inca Atahualpa, en 1532.

*Il avait suffi d'une journée pour que le des*tin d'un empire basculât. Cette conquête si rapide avait été facilitée par les dissensions qui opposaient les deux fils de Huayna Capac, prétendants au trône de l'Empire des Quatre Quartiers. L'un résidait à Cuzco, la capitale, et s'appelait Huascar. L'autre, Atahualpa, était par sa mère originaire de Quito, située dans les marches septentrionales. Au terme d'un combat sans merci, Huascar périt assassiné sur ordre de son frère et Atahualpa fut *exécuté par les Espagnols,* après leur avoir donné des trésors exorbitants pour payer sa rançon. Avant de subir la peine capitale du garrot, l'Inca se convertit au christianisme pour échapper au bûcher. Car, depuis des temps immémoriaux, les Incas embaumaient les cadavres des princes; ces momies étaient liées à la fécondité de la terre et à la prospérité, et un culte compliqué était célébré en leur honneur. L'anéantissement du corps représentait en effet *le pire des châtiments.* Atahualpa, du reste, avait confié à ses proches qu'il reviendrait un jour, car son père le Soleil lui redonnerait la vie. On l'enterra dans l'église de Cajamarca et, peu de temps après, son corps fut exhumé et transporté secrètement à Quito. Personne ne connaissait le lieu de sa sépulture.

Après l'exécution d'Atahualpa en 1533, les Espagnols cherchèrent à introniser un souverain qui leur serait favorable, car ils ne pouvaient pas *poursuivre la conquête du Pérou sans la bienveil*lance des princes. Ils se tournèrent alors vers les parents proches du défunt Huascar, et l'un de ses frères, Manco, fut couronné Inca à Cuzco sous l'égide de Pizarro. Cette alliance fut de courte durée. Manco essaya de prendre ses distances et *les frères Pizarro le firent prisonnier, lui récla*mant une rançon, comme ils l'avaient fait naguère avec Atahualpa. L'Inca subit de la part de ses geôliers les pires humiliations; il réussit toutefois à déjouer leur vigilance et prit la fuite vers l'orient. Il installa sa cour à Vilcabamba, petite cité en bordure de la cordillère, et, de là, il harcela sans fléchir les Espagnols, pillant leurs domaines, capturant leurs animaux, tuant leurs marchands et leurs soldats et s'emparant de leurs armes à feu. Pour contrer la *guérilla, les Espa*gnols remplacèrent Manco par un de ses frères, Paullu, qui devint alors le nouvel Inca de Cuzco. C'est ainsi que pendant plusieurs années la noblesse inca et leurs sujets furent divisés à nouveau : les uns reconnaissaient l'autorité de Paullu et par conséquent celle de ses alliés, les Espagnols; les autres, moins nombreux, essayaient de rejoindre Manco dans son refuge de la forêt. Les luttes entre les factions espa*gnoles, les problèmes soulevés* par les métis, qui demandaient une place dans la nouvelle société, retardèrent la solution de cette division.

Atahualpa préféra mourir garrotté plutôt que sur le bûcher car les Incas, qui embaumaient *les cadavres des princes,* conféraient à ces *momies* un rôle dans la fécondité de la terre et la prospérité du pays.

Tupac Amaru était né à Vilcabamba et avait grandi avec ses frères dans les confins du monde connu. Après avoir gouverné sur un immense territoire allant des frontières septentrionales de Quito jusqu'au Chili, les Incas s'étaient repliés dans cette lointaine province tropicale, si différente quant au climat et à la végétation des hauts plateaux et des cordillères de leurs ancêtres. Les *habitants de Cuzco redoutaient la chaleur* des terres basses et, malgré des incursions militaires dans la forêt, ils n'avaient jamais réussi à dominer les peuples qui l'habitaient. Quelques citadelles érigées en bordure des montagnes attestaient la présence inca sur ces terres. Vilcabamba était l'une d'elles. Là, au milieu des arbres et des oiseaux aux *mille* cris, *les Incas* avaient *bâti* leurs demeures de pierre, modestes témoignages de leur ancien faste.

Vilcabamba avait vivoté pendant plus de trois décennies; pour nourrir l'Inca et sa famille, des laboureurs quittaient les domaines des Espagnols et de nombreux métis faisaient la navette entre la capitale de la forêt et Cuzco. Mais dans cet habitat qui n'était pas vraiment le leur les Incas rebelles souffraient de l'isolement auquel la *guérilla les avait conduits; ils* ne pouvaient guère compter sur l'appui des autochtones, qui se méfiaient toujours des montagnards. Dans les derniers temps, beaucoup de tributaires s'étaient enfuis. Et la faim puis la maladie s'étaient installées à Vilcabamba.

Tupac Amaru était un enfant lorsque son père Manco fut assassiné au cours d'une rixe par deux métis fuyards qu'il avait protégés. Un des fils de l'Inca, appelé Sayri Tupac, lui succéda. Cédant aux promesses des Espagnols et de ses *propres parents, qui avaient rejoint le camp* des étrangers et jouissaient de privilèges à Cuzco, Sayri Tupac abandonna la cité de la forêt et s'installa avec son épouse, qui était aussi sa sœur, dans la vallée de Yucay, près de l'ancienne capitale de l'Empire. A Vilcabamba, Titu Cussi, un enfant bâtard de Manco, prit le pouvoir, et Tupac Amaru, plus jeune que son frère, se chargea du culte de la momie paternelle.

Titu Cussi essaya de louvoyer avec habileté. *Il fit croire aux Espagnols* qu'il se rendrait comme son frère Sayri Tupac, sans cesser pour autant de poursuivre la guerre de harcèlement contre les caravanes et les émissaires des envahisseurs. Poussé par des métis de Cuzco, il envisagea même de diriger un vaste soulèvement pour chasser les Espagnols du Pérou. Afin de cacher son jeu, et sans doute aussi pour mettre de son côté le Dieu tutélaire de ses ennemis, Titu Cussi accepta le baptême, invitant dans son refuge *tropical* deux frères augustins réputés pour leur piété. Les missionnaires avaient reçu de l'Inca un accueil mitigé : le souverain les logea en dehors de la cité et leur envoya une dizaine de jeunes filles aux seins nus, que les prêtres repoussèrent avec horreur.

Les *missionnaires résistè*rent avec opiniâtreté. L'un d'eux, Diego Ortiz, osa prêcher la monogamie à l'Inca et à ses proches, ce qui le rendit très vite odieux. Titu Cussi ne désarmait pas et continuait à célébrer, à la barbe des prêtres, les *banquets et les rites traditionnels. Un soir qu'il* avait bu immodérément, il se sentit mal et envoya chercher Diego Ortiz. Quand celui-ci arriva au chevet du souverain, il était trop tard : l'Inca gisait, terrassé par une apoplexie. Sommé par la famille de le ressusciter, suivant l'exemple du Christ, le missionnaire balbutia des explications qui *semblèrent à ses hôtes une dérobade.* A l'aube, et malgré les prières du religieux, le corps de Titu Cussi ne revivait toujours pas.

Alors Tupac Amaru, élu par ses pairs dans la charge d'Inca, donna l'ordre de massacrer celui qu'il considérait comme un imposteur. La foule déchaînée s'empara de Diego Ortiz et le traîna dans la boue et dans les ronces, comme on avait l'habitude de le faire avec les divinités des peuples vaincus. Le supplice du prêtre dura plusieurs *jours; les Incas eurent le loisir de lui faire subir* les différentes étapes de la passion du Christ, qu'il leur avait appris dans ses prêches. Son cadavre fut enterré, la tête en bas, pour qu'il ne puisse pas s'envoler vers le ciel et rejoindre son dieu.

Au bout de quelque temps les langues se délièrent et la nouvelle du martyre de Diego Ortiz parvint jusqu'aux oreilles du vice-roi, qui se trouvait à Cuzco. Don Francisco de Toledo était un homme expéditif : l'enclave inca de Vil*cabamba devait* être nettoyée à tout prix. Pour ce faire, il leva une armée sous les ordres de Hurtado de Mendoza Arbieto (l'un des capitaines qui le secondaient s'appelait Martin Garcia de Loyola, arrière-neveu d'Ignace, le fondateur de la Compagnie de Jésus). Parmi les membres de l'expédition il y avait de nombreux Indiens et des métis, ceux-là *mêmes qui, jadis, étaient allés* rendre visite à Titu Cussi. Les Espagnols foncèrent sur Vilcabamba sans rencontrer de grande résistance, car la plupart des indigènes avaient pris la fuite; ils se séparèrent en plusieurs colonnes et, à pied, pénétrèrent dans la forêt pour capturer le dernier Inca. Ils ne tardèrent pas à intercepter le cortège qui transportait l'image du *Soleil*, mais ils eurent beau ratisser les pentes boisées, Tupac Amaru demeurait introuvable.

L'Inca et les *siens étaient arrivés* au bord d'un large fleuve; de l'autre côté se trouvait le pays des Manaris, et la voie du salut. Sur le point d'accoucher, sa femme était devenue craintive. L'immensité de la forêt, la largeur du fleuve, la fragilité du radeau qui devait les transporter sur l'autre rive, l'effrayaient, et ses réticences retardaient l'embarquement. *Ils ignoraient que*, non loin de là, Garcia de Loyola avait rencontré des pêcheurs, ces mêmes gens qu'ils avaient croisés quelques heures auparavant et qu'ils croyaient leurs amis. Le capitaine avait remis au chef de ces sauvages des tissus et des plumes et, en échange, il avait appris l'endroit où Tupac Amaru ait arrêté. Pour gagner sa confiance, on dépêcha deux métis apparentés à l'Inca par leurs mères; ceux-ci arrivèrent au rivage avant que Tupac Amaru et sa suite ne se fussent embarqués. *« N'aie pas peur »*, lui dirent-ils, *« ton neveu a été pris par les Espagnols et il est bien traité à Vilcabamba. »*

Le vice-roi Francisco de Toledo était décidé à éliminer les prétendants légitimes au trône : il condamna les parents du dernier Inca à l'exil et maria la nièce de Tupac Amaru à un capitaine espagnol.

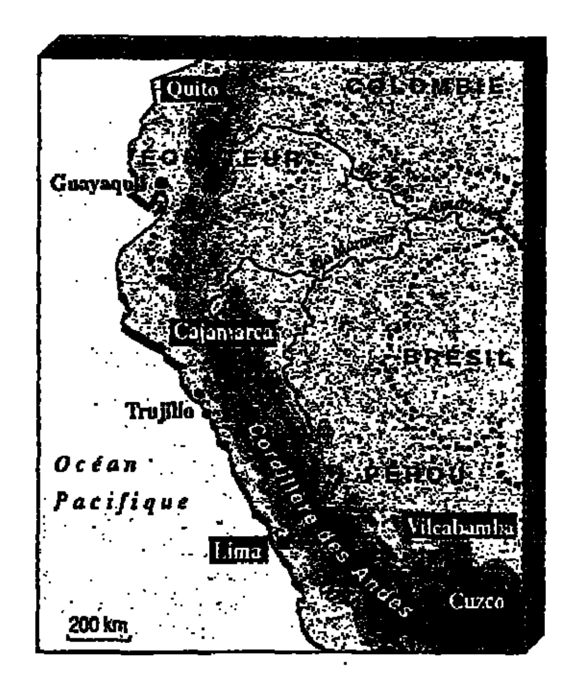
L'Inca se laissa capturer sans offrir de résistance. *D'ailleurs*, que pouvait-il faire d'autre? Garcia de Loyola conduisit ses prisonniers à Vilcabamba et attendit les ordres du vice-roi avant *de les ramener à Cuzco, enchaînés. La colonne* entra dans l'ancienne capitale de l'Empire des Quatre Quartiers avec son précieux butin, sous les applaudissements de la foule en liesse. Lorsqu'ils passèrent devant la fenêtre du vice-roi, Tupac Amaru et son neveu Quispe Tito – un des fils de Titu Cussi – refusèrent de se découvrir. Martin de Loyola, indigné par ce comportement, frappa l'Inca. Avec dédain, le souverain enchaîné répondit qu'il ne s'abaisserait que devant le roi lui-même.

Les prisonniers furent enfermés dans la maison de don Carlos, un des cousins de Tupac *Amaru, rallié à la cause des Espagnols.* Dans l'espoir d'obtenir la clémence du vice-roi, il avait embrassé la veille le christianisme, mais Toledo resta intraitable, malgré de nombreuses interventions en faveur du prince déchu. Condamné à la peine capitale, Tupac Amaru fut promené dans les rues de la ville, monté sur un mulet, les mains attachées et la corde au cou, tout habillé de noir. A l'entrée de la place, un groupe de femmes de tous âges éclata en sanglots; de la foule rassem*blée pour assister au supplice* s'éleva une immense clameur. D'un geste solennel, l'Inca imposa le silence et tendit avec courage sa tête au bourreau.

Après la décapitation du dernier Inca, ses parents furent condamnés à l'exil. Le vice-roi Toledo était décidé à éliminer tous les prétendants légitimes au trône de l'Inca : il maria donc le capitaine Loyola avec la nièce de Tupac Amaru, inaugurant une alliance renouvelée à la *génération suivante entre les jésuites et la maison* royale inca.

Mais, pendant toute la période coloniale, jusqu'au début du dix-neuvième siècle, des individus se proclamant les héritiers des Incas et essayant de rallier à leur cause les Indiens et les métis surgirent dans toute la région andine. Messies, illuminés ou imposteurs, aucun d'eux n'atteignit la gloire de Tupac Amaru II, descendant véritable de l'Inca décapité, qui prit la tête d'une *rébellion qui menaça sérieusement la couronne* d'Espagne, à la fin du dix-huitième siècle. Tupac Amaru II fut supplicié à son tour, et sa fin s'inscrivit dans le destin tragique des Incas.

Le rêve et l'utopie se substituèrent alors à la révolte. La légende du retour de l'Inca, qui avait sans doute germé à la mort d'Atahualpa, fut renforcée par les exécutions successives des deux Tupac Amaru, à deux siècles d'intervalle. Nous ignorons les voies qu'emprunta cet espoir millénariste, dont les derniers échos ont été recueillis de nos jours dans les banlieues populaires des villes péruviennes. Ces récits évoquent la tête enterrée d'Inkarri, qui, telle une pousse végétale, croît de jour en jour. Quand le corps de l'Inca sera reconstitué, disent-ils, l'oppression cessera et les dominés d'aujourd'hui seront les maîtres de demain.



POUR EN SAVOIR PLUS

■ *Identidad y Utopia en los Andes*, d'Alberto Flores Galindo, Lima, Instituto de Apoyo Agrario, 1987.
■ *Récit de la découverte et de la conquête des royaumes du Pérou*, de Pedro Pizarro, Editions du Félin, 1992.
■ *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole (1530-1570)*, de Nathan Wachtel, Gallimard, 1971.
■ *Histoire du Nouveau Monde*, tome I, *De la découverte à la conquête*, de Carmen Bernand et Serge Gruzinski, Fayard, 1991.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Les Cosaques sur les Champs-Elysées », par Jean Tulard

La situation en Bosnie-Herzégovine

«Il n'est pas question d'aller faire la guerre» dans l'ex-Yougoslavie, *«parce qu'on ne réglera pas ce conflit à coups de canon»*, a estimé, dimanche 9 août, Mme Elisabeth Guigou, le ministre français des affaires européennes. Evoquant les discussions qui se déroulent au Conseil de sécurité de l'ONU, elle a précisé qu'il était uniquement question d'*«un accompagnement par des moyens militaires de l'action humanitaire, y compris vers les camps»* de détention serbes en Bosnie.

Par contre, à Bonn, le chancelier Helmut Kohl a haussé le ton. Il s'est prononcé, dimanche, pour un blocus total de la Serbie et du Monténégro, estimant que *«des sanctions beaucoup plus fortes doivent être appliquées»*. S'élevant contre le *«génocide»*, s'indignant des *«horribles images des camps de concentration»*, le chancelier a estimé que la communauté internationale devait *«réagir avec la plus grande dureté et sévérité»* et *«dénoncer les coupables»*. Cherchant visiblement à contre-attaquer alors que l'opposition social-démocrate vient de porter plainte devant un tribunal constitutionnel contre l'envoi d'un navire allemand dans l'Adriatique pour surveiller l'embargo, M. Kohl s'est prononcé – tout en excluant la participation de soldats allemands – en faveur d'une protection militaire des convois humanitaires, comme le propose le président américain, M. George Bush. Ce dernier tente de montrer à son opinion publique qu'il fait quelque chose, même s'il veut éviter de se retrouver *«empêtré»* dans ce qui pourrait alors devenir, selon le secrétaire d'Etat adjoint, *«un nouveau Vietnam»*.

Après avoir affirmé, dimanche, qu'il n'y avait *«pas de camps»* en Yougoslavie, que son pays était *«victime d'un campagne de propagande»*, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, devait partir, lundi 9 août, pour une visite surprise en Albanie, la première d'un premier ministre yougoslave depuis la dégradation des relations entre Tirana et Belgrade. Malgré le grave différend sur le Kosovo, la province du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais de souche, la visite s'inscrit dans le cadre de la *«mission de paix et de bon voisinage»* du chef du gouvernement serbe.

Alors que les leaders serbes semblaient faire assaut de gestes de *«bonne volonté»*, le ministre des affaires étrangères de la «République serbe de Bosnie-Herégovine» (autoproclamée), M. Alesh Buha, a menacé, samedi, d'envoyer des *«kamikazes»* contre les centrales nucléaires en Europe, en cas d'intervention militaire occidentale. Le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Sildajic, a, lui, dénoncé, dimanche, l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne, *«les deux pays européens qui sont responsables de la non-intervention de l'Europe»* et qui, selon lui, *«ont agi d'une telle façon qu'ils ont aidé l'agresseur»* serbe. Aux Nations unies, une résolution devrait être adoptée, peut-être avant le mercredi 12 août, sur la protection des convois acheminant vivres et médicaments aux populations civiles et aux camps de prisonniers.

La résolution, bien que n'excluant pas l'usage de la force, s'appliquerait uniquement aux convois humanitaires, comme Paris le demande avec insistance. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Les Occidentaux proposent d'autoriser l'usage de la force pour protéger les convois humanitaires

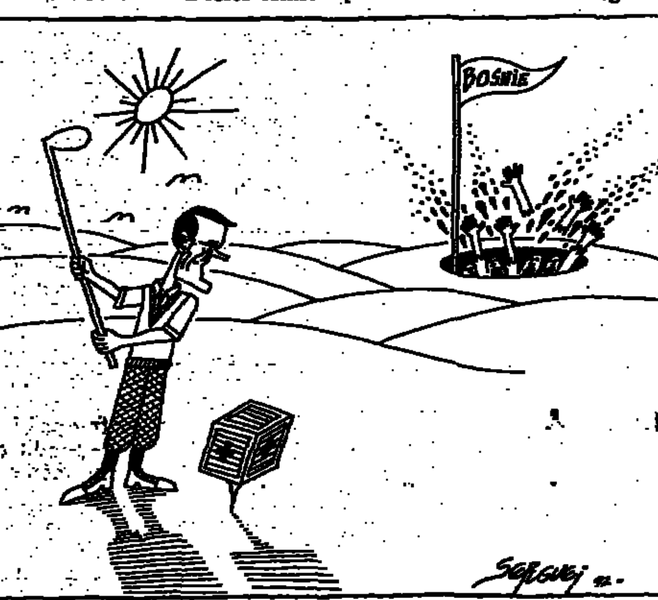
NEW-YORK (Nations unies)

de nos envoyés spéciaux

M. George Bush avait donné pour consigne, pendant le week-end, qu'on ne le montre pas adonné à l'une des occupations – la pêche ou le golf – dont il est friand lorsqu'il séjourne dans sa résidence d'été de Kennebunkport, dans le Maine. Le président ne souhaitait pas que de telles images soient diffusées après celles de détenus bosniaques émaciés dans les camps de détention serbes ou de cadavres ensanglantés de tout jeunes enfants. Il entendait montrer que, même à Kennebunkport, il continuait à s'occuper des Balkans. M. Bush a ainsi convoqué, samedi, une conférence de presse, près de son lieu de villégiature, pour dire qu'il était satisfait du progrès des conversations menées aux Nations unies à propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie.

Un projet de résolution autorisant l'utilisation de la force pour la protection des convois humanitaires en Bosnie a en effet été mis au point par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui *devaient présenter* leur texte, lundi matin 10 août, aux deux autres membres permanents du Conseil, la Chine et la Russie. Le projet sera ensuite distribué parmi les membres non permanents et les auteurs de la résolution espèrent que celle-ci sera adoptée mercredi.

Le texte en préparation se limite, semble-t-il, au plan strictement humanitaire. Il condamne les attaques serbes contre la population civile et autorise *«tous les moyens nécessaires»* pour protéger les convois humanitaires acheminant des vivres en Bosnie-Herzégovine. Le projet reste vague sur les moyens d'utilisation de la force. Un paragraphe fait allusion à des *«arrangements régionaux»*. Le rôle que joueraient l'OTAN et l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dans une éventuelle opération militaire en Bosnie y est donc indirectement mais implicitement évoqué. Le débat qui a eu lieu, vendredi et samedi, entre les représentants européens et américains concernait la question de savoir si la communauté internationale avait l'intention d'attaquer les Serbes pour protéger les civils. Dans le premier texte, présenté vendredi par les Etats-Unis, Washington avait proposé l'utilisation de la force contre



les positions serbes. La France avait alors insisté pour que la résolution ait seulement un caractère humanitaire.

Le point de vue de Paris semble l'avoir emporté. La position de la Grande-Bretagne reste vague *(voir l'article de notre correspondant à Londres)*. A la demande de Paris, la résolution mentionne spécifiquement la protection de l'aide humanitaire prévue pour les détenus dans les camps serbes situés en Bosnie-Herzégovine. Un deuxième projet de texte, exigeant l'accès immédiat de la Croix-Rouge à ces camps, devait être présenté. Un point qui reste encore à régler concerne le rôle que jouerait l'ONU dans une opération militaire en Bosnie. Selon un diplomate américain, le secrétaire général est prêt à se *«laver les mains»* des conflits dans l'ex-Yougoslavie et à retirer les «casques bleus» présents en Bosnie-Herzégovine avant toute opération militaire car ils seraient alors en danger.

Les Occidentaux souhaitent au contraire que la force militaire occidentale soit utilisée pour soutenir l'action de la FORPRONU et non pas pour la remplacer. Les représentants des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne devaient aborder la question, lundi, avec M. Boutros-Ghali.

Le projet occidental soumis au Conseil de sécurité devrait donc être d'une portée assez limitée. Mais le candidat démocrate à la Maison Blanche a de nouveau déclaré, dimanche, qu'il fallait *«maintenir la possibilité d'un recours à la force pour prouver* [aux Serbes, NDLR] *que nous sommes sérieux»*. M. Bill Clinton a cependant ajouté qu'il ne lui appartenait pas de proposer des mesures détaillées.

Mme Margaret Thatcher, l'ancien premier ministre britannique, n'a pas de telles hésitations. *«Il s'agit d'une affaire de morale. Nous assistons à des scènes qui rappellent les pires actions de Hitler et de Staline»*, a-t-elle déclaré lors d'un entretien télévisé. A ses yeux, envoyer de l'aide humanitaire ne suffit pas ; il faudrait que les forces de l'OTAN bombardent les voies d'approvisionnement et les cibles militaires serbes en Bosnie. *«Je ne comprends pas pourquoi on attend davantage»*, a-t-elle ajouté.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie (au temps où elle était encore une fédération), a évoqué dimanche, sur la chaîne de télévision CBS, l'envoi de troupes américaines au sol. *«Je peux l'envisager, mais je ne veux en aucun cas donner l'impression que nous nous y préparons. Si nous ne procédons pas avec prudence, nous nous retrouverons pris au piège de ce que je n'hésite pas à comparer à un nouveau Vietnam ou un nouveau Liban»*, a affirmé M. Eagleburger. Le dilemme de M. Bush est le suivant. Il souhaite – et il s'y sent d'ailleurs obligé par son opinion publique – «faire quelque chose». Mais il craint d'enliser son pays dans un processus dont il n'arriverait plus à sortir.

AFSANÉ BASSIR POUR et DOMINIQUE DHOMBRES

Londres durcit sa position

La Grande-Bretagne, qui assure la présidence tournante de la Communauté européenne, a durci, dimanche 9 août, sa position à l'égard de la Serbie et du Monténégro en évoquant la possibilité d'un recours à la force en Bosnie-Herzégovine pour assurer la protection des convois humanitaires.

LONDRES

de notre correspondant

Dans un entretien accordé dimanche 9 août à la radio BBC, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a espéré *qu'«une résolution du Conseil de sécurité, dans les prochains jours, mettrait l'accent sur l'escorte et la protection de l'aide humanitaire»*. *«Nous agirons avec les agences de l'ONU et les organisations humanitaires qui se trouvent déjà sur le terrain, avec l'usage de la force si nécessaire»*, a-t-il ajouté, précisant qu'une intervention armée pouvait *«seulement être justifiée si une formule de recours à la force peut être trouvée afin de mettre fin à la souffrance»*.

Le chef de la diplomatie britannique a réaffirmé la position de Londres selon laquelle il n'est pas question d'engager une action armée pour séparer les combattants. Réticent, depuis le début des combats en Bosnie, à l'idée d'une intervention militaire, le gouvernement britannique est peu enclin à dépêcher des soldats dans la région, évoquant notamment son expérience du conflit irlandais. Aux yeux du premier ministre, M. John Major, une telle intervention nécessiterait, pour être efficace, l'envoi d'au moins cent mille hommes et de près d'un millier d'avions.

Le Foreign Office n'a cessé jusqu'à présent de privilégier la solution diplomatique, comme en témoigne son soutien enthousiaste aux efforts de lord Carrington, l'émissaire de la CEE, lui-même ancien secrétaire au Foreign Office, et la convocation du 26 au 28 août d'une conférence internationale à Londres sur l'ex-Yougoslavie, co-présidée par MM. Major et Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies. Le refus d'accueillir en masse les ressortissants de l'ex-Yougoslavie fuyant les zones de combats découle de la même prudence.

La révulsion de l'opinion publique devant les images de la chaîne de télévision *ITN* sur les camps de détention en Bosnie, diffusées le 6 août, les révélations du *Guardian* sur le processus de *«purification ethnique»* mis en œuvre par les Serbes, les manchettes de la presse populaire comparant les camps d'Omarska et de Trnopolje aux camps d'extermination nazis, ont eu raison, semble-t-il, de cette attitude pusillanime. L'appel à l'action n'est pas seulement venu de l'opposition travailliste et centriste – le chef du Parti libéral-démocrate, M. Paddy Ashdown, visitait dimanche une prison serbe près de Sarajevo – mais des rangs mêmes du Parti conservateur au pouvoir. Les appels multiples de lady Thatcher en faveur de la livraison d'armes et d'un soutien militaire à la Bosnie, ses accusations implicites selon lesquelles en refusant la force, M. Major encourage l'agresseur, ont placé Downing Street sur la défensive. Déjà confronté à la grogne de l'opinion devant une récession économique qui ne cesse de se prolonger et au renforcement du camp des «eurosceptiques» dans son propre parti depuis le «non» danois, le premier ministre a pris la mesure des risques de fronde au sein de la majorité dans cette affaire.

En attendant la mise au point de la résolution du Conseil de sécurité sur l'usage de la force en Bosnie, les préparatifs de la conférence de Londres vont bon train. Celle-ci, a toutefois averti M. Hurd dimanche dans le *Mail on Sunday*, n'est pas destinée à *«conclure un accord rapide ; elle vise à intensifier le processus en cours de négociations et de pressions politiques en y faisant participer la communauté internationale»*.

Parallèlement, au cours de cette semaine, le ministre adjoint au Foreign Office, M. Douglas Hogg, doit se rendre notamment à Bruxelles, Bucarest puis à Belgrade, Zagreb et, s'il le peut, à Sarajevo, *(Intérim.)*

La Croix-Rouge doit visiter «dès que possible» les camps de détention

le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) *doit visiter «dès que possible»* les camps de détention serbes, a indiqué, dimanche 9 août, M. Pierre Gauthier, l'un de ses porte-parole. Acceptant ainsi une «invitation» lancée samedi par M. Radovan Karadzic, le dirigeant de la «République serbe de Bosnie-Herzégovine» (autoproclamée), le CICR a cependant refusé que les camps soient placés sous son contrôle, car *«il n'est pas un gardien de prison»*, a expliqué le porte-parole de l'organisation à Genève. Il a rappelé que la mission de l'organisation humanitaire était de recenser et d'enregistrer tous les prisonniers détenus dans des camps, de leur rendre des visites régulières et de vérifier que les normes humanitaires y sont respectées.

Le leader des Serbes de Bosnie a également annoncé avoir ordonné la libération de tous les détenus malades et âgés de plus de soixante ans et il a proposé un échange «immédiat» de tous les prisonniers. Mais, selon des journalistes qui ont visité des camps contrôlés par les Serbes, des centaines de détenus ont été transférés ces derniers jours, en toute hâte, dans des endroits moins connus, avant les inspections dont le CICR tente de fixer les modalités.

Par ailleurs, M. Bernard Kouchner, ministre français de la santé et de l'action humanitaire, a été invité par les autorités serbes et bosniaques à visiter des camps que l'adversaire aura choisis, a annoncé, dimanche 9 août à Sarajevo, son émissaire. Une délégation britannique menée par le député libéral-démocrate Paddy Ashdown a quitté Londres, samedi, pour la Bosnie afin de visiter des camps, sur proposition de M. Radovan Karadzic.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le président de la Yougoslavie (Serbie-Monténégro), M. Dobrica Cosic, a affirmé, lundi 10 août, ignorer l'existence de camps de détention abritant des Musulmans de Bosnie-Herzégovine : *«Je ne sais rien de tels camps de concentration,* dit-il ; *s'ils existent réellement je le condamne naturellement en tant qu'homme civilisé. Mais j'ai entendu qu'il existe aussi de tels camps pour les Serbes»*. *«C'est un mensonge de toujours accuser les Serbes. D'horribles exactions sont perpétrées par toutes les parties en présence»*, ajoute M. Cosic, qui est considéré comme l'un des inspirateurs de la politique nationaliste du président Slobodan Milosevic.

Violents affrontements à Gorazde

Durant le week-end, les combats se sont poursuivis au nord, à l'est et au sud de la Bosnie. Sarajevo, assiégée par les Serbes depuis cinq mois, a en revanche connu une relative accalmie. Le général Philippe Morillon, commandant adjoint de la force de protection de l'ONU, avait déclaré, samedi, avoir obtenu *«des engagements très concrets»* des deux camps pour permettre le passage de l'aide humanitaire, et le pont aérien mis en place pour ravitailler la population assiégée se poursuivait, lundi, en dépit de bombardements sporadiques sur la capitale bosniaque. Par contre, à l'est de la Bosnie, à Gorazde – la dernière grande ville tenue par les Bosniaques dans cette région, – de violents combats (*«les plus violents depuis le début du conflit»*, selon l'agence Tanjug) ont opposé les Serbes qui assiègent la ville depuis quatre mois aux forces bosniaques qui auraient tenté, sans succès, de briser leur encerclement. Les Serbes ont menacé dimanche de lancer un assaut final.

Depuis ses positions au nord de la Bosnie, l'ex-armée fédérale, contrôlée par les Serbes, a bombardé au missile sol-sol, samedi et dimanche, la ville croate de Slavonski Brod (200 km à l'est de Zagreb) et la région voisine de Bosanski-Brod (Bosnie), tuant au moins deux personnes.

De leur côté, après des violents combats contre les Serbes, les forces croates ont affirmé s'être emparées, dimanche, de la ville stratégique de Trebinje, au sud-sud-est de la Bosnie, en Herzégovine. L'armée serbe a démenti la chute «totale» de cette ville, située à 30 kilomètres de Dubrovnik. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Les réactions en France

M. Stasi (CDS) estime que la France doit «donner l'exemple»

M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, écrit, dans *le Journal du dimanche* du 9 août, que *«la révélation de l'existence de camps de déportation évoquant de sinistres souvenirs et le choc qu'elle a produit dans l'opinion semblent avoir fait comprendre aux instances internationales et aux gouvernements intéressés qu'il était temps de mettre fin à cette surenchère de la défausse et la lâcheté à laquelle ils se livraient avec une scandaleuse indifférence»*.

«Rappeler l'ONU à ses devoirs»

Appelant la communauté internationale à *«intervenir, vite et fort, pour mettre fin aux crimes contre l'humanité qui sont chaque jour commis sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie»*, il conclut : *«La France, parce qu'elle est le pays des droits de l'homme et des peuples, mais aussi parce qu'elle a longtemps manifesté un coupable aveuglement sur la lourde responsabilité des dirigeants serbes, a une mission particulière dans ce drame. Il lui appartient de prendre des initiatives, d'entraîner ses partenaires de la Communauté, de rappeler l'ONU à ses devoirs et, s'il le faut, de donner l'exemple. Et si le gouvernement a besoin du soutien de la représentation nationale, que le président convoque sans tarder le Parlement. Comme ils le firent avec courage lors de la guerre du Golfe, les parlementaires sauront assumer leurs responsabilités.»*

M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, député européen, affirme que *«l'Europe est passée de l'indifférence à la non-assistance à peuples en danger et maintenant à la complicité du mal»*. Il souhaite *«que les chefs d'Etat européens se réunissent immédiatement et décident une intervention massive pour faire taire les armes»*. Considérant que la question posée par le référendum du 20 septembre est *«actuellement caduque devant ce génocide et notre indifférence»*, il estime que *«la dignité devrait inspirer un report pur et simple de cette consultation au bénéfice d'une journée de deuil et de respect pour les victimes»*. Dans le cas contraire, il annonce qu'il rayera le «oui» et inscrira sur son bulletin «Sarajevo», invitant *«tous les Français indignés à faire de même ou à s'abstenir»*.

M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, demande une réunion exceptionnelle de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et l'audition de M. Roland Dumas *«afin d'informer le pays des décisions que compte prendre le gouvernement pour faire cesser cette tragédie et participer à la campagne humanitaire en faveur des centaines de milliers de réfugiés de Croatie»*.

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, estime que *«l'Europe doit définir une position politique commune (...) comme si le traité de Maastricht était en vigueur»*.

Il affirme que cette position *«doit être soutenue par la présence d'une force aéronavale capable de réprimer les bombardements de populations civiles»*.

□ **Le CRIF dénonce l'existence des camps.** – De retour de l'ex-Yougoslavie, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France et du Congrès juif européen, *«dénonce avec force l'existence de camps de détention et les violences qui y sont exercées (de même que dans les régions conquises)»*. Il juge *«intolérable l'aspect de purification ethnique et les discriminations confessionnelles et en appelle à toutes les nations démocratiques et aux Nations unies, pour la pleine et concrète ingérence, lorsque sont bafoués les principes élémentaires des droits de l'homme»*.

□ **CROATIE : le commandant du HOS tué par des policiers.** – Blaz Kraljevic, commandant en chef des Forces croates de défense (HOS), bras armé du Parti croate du droit (ultranationaliste), a été tué, dimanche 9 août, à Mostar, en Bosnie-Herzégovine, par des policiers du Conseil de défense croate de Bosnie-Herzégovine. Ces derniers ont tiré sur le véhicule qu'il occupait et qui avait refusé de s'arrêter à un point de contrôle. – *(AFP.)*

EUROPE

Les combats dans le Caucase

L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan d'agression sur son territoire

Le président arménien, M. Levon Ter Petrossian, a accusé, dimanche 9 août, l'Azerbaïdjan d'avoir déclenché une *« guerre non déclarée »* contre l'Arménie en s'emparant du village d'Artsvachen, petite enclave arménienne située dans l'ouest de la République azerbaïdjanaise.

M. Ter Petrossian a demandé l'aide d'autres Etats de la CEI avec lesquels l'Arménie a signé en mai un traité de sécurité collective prévoyant une assistance mutuelle en cas d'agression. Les six Etats signataires de ce traité sont, outre l'Arménie, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan.

Selon des sources arméniennes et azerbaïdjanaises concordantes, les troupes de Bakou ont pris dimanche Artsvachen, village de deux mille sept cents habitants, dans la région de Krasnoselsk, au nord-est de l'Arménie. Le ministère de la défense à Bakou a indiqué que l'armée nationale azerbaïdjanaise avait *« libéré »* la zone d'Artsvachen, tuant quelque trois cents *« brigands »* arméniens. Erevan pour sa part fait état de quatre morts et vingt-neuf disparus.

Dans le conflit qui oppose depuis quatre ans Bakou à Erevan sur le Haut-Karabakh (enclave majoritairement peuplée d'Arméniens en territoire azerbaïdjanais), au prix de plus de deux mille morts, l'Arménie éprouve des difficultés à consolider ses succès militaires du printemps dernier. Les troupes azerbaïdjanaises, refoulées du Haut-Karabakh en mai, y ont depuis repris pied. Selon les médias azéris, les forces de Bakou ont resserré leur emprise sur la ville de Madakert à la fin de la semaine dernière et lancé dimanche une offensive contre les positions arméniennes dans le couloir de Latchine qui permet à l'Arménie d'approvisionner le Haut-Karabakh. – *(Reuter, AFP, UPI.)*

□ **ROUMANIE : prochaine visite de l'ex-roi Michel.** – L'ex-roi Michel devrait se rendre cette semaine en Roumanie, à l'invitation du clergé de Timisoara et du maire de Brasov, a indiqué, samedi 8 août, le bureau de presse du roi. Cette visite coïncidera avec le début de la campagne pour les élections législatives et présidentielle du 27 septembre. L'ancien souverain s'était déjà rendu en Roumanie en avril dernier. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **BULGARIE : inculpation du chef du syndicat Podkrepa.** – M. Konstantin Trentchev, président du syndicat anticommuniste bulgare Podkrepa, a été inculpé vendredi 7 août d'*« incitation à la destruction de propriété publique »*, de même que trente-sept autres personnes, dans le cadre de l'enquête sur la mise à sac du siège du Parti communiste à Sofia, le 26 août 1990. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : deux foyers de demandeurs d'asile saccagés dans l'ex-RDA.** – Une cinquantaine de personnes ont attaqué, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, un foyer de demandeurs d'asile à Dergentin (Land de Brandebourg), tandis que dix autres saccageaient un centre d'accueil à Pretzsch (Saxe-Anhalt). Les demandeurs d'asile ont réussi à prendre la fuite et aucun n'a été blessé, selon la police. Les deux foyers ont été démolis et onze personnes ont été blessées au cours d'échauffourées entre vandales et forces de l'ordre. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

MEXIQUE

Le parti au pouvoir affirme avoir remporté les élections dans cinq Etats

Bien que les résultats officiels des élections organisées, dimanche 2 août, dans six Etats – Aguascalientes, Basse-Californie, Durango, Oaxaca, Veracruz et Zacatecas – ne soient pas encore tous connus, la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), affirme avoir remporté les cinq postes de gouverneur en jeu. En Basse-Californie, dirigée par le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) depuis 1989, le PRI aurait perdu trois des quatre grandes villes. Le PAN et le PRD (Parti révolutionnaire démocratique, gauche), qui appuyaient un candidat commun dans l'Etat de Durango, au nord du pays, ont dénoncé les *« multiples irrégularités »* et lancé une campagne de *« résistance civique »*.

Simultanément, la tension monte dans le Michoacan, où le PRD refuse de reconnaître la victoire du PRI aux élections du 12 juillet dernier.

« Diodoro » ou les promesses d'une nouvelle génération

OAXACA

de notre envoyé spécial

M. Diodoro Carrasco, le candidat du PRI dans l'Etat méridional d'Oaxaca, l'avait promis à ses partisans au cours de ses tournées dans les montagnes de la Sierra Madre et dans les petits villages de pêcheurs de la côte pacifique : *« Nous gagnerons les élections et je serai votre prochain gouverneur, mais nous respecterons les votes obtenus par l'opposition. »* Malgré les protestations du candidat du PRD, M. Raul Castellanos – un rituel dû aux pratiques électorales frauduleuses de la formation au pouvoir, – il ne fait à peu près aucun doute que « Diodoro » a obtenu la majorité des suffrages lors du scrutin du 2 août.

« Nous avons fait beaucoup de concessions à l'opposition pour lui permettre de participer à toutes les étapes du processus électoral, dit-il. *En invitant les formations d'opposition à participer à l'élaboration des listes électorales, nous voulions lever les soupçons sur la transparence du scrutin et désamorcer les protestations des candidats vaincus. »*

Il est vrai que « Diodoro », comme le désignent ses compatriotes, ne prenait pas de risques excessifs en *« accordant »* à l'opposition le respect des droits que lui reconnaît la Constitution. Le PRI n'a jamais été vraiment menacé dans cet Etat de trois millions d'habitants où il a établi depuis longtemps des mécanismes de contrôle sur les seize groupes indigènes (Zapotèques, Mixtèques, Mazatèques...), qui représentent plus de 50 % de la population et détiennent, avec le Chiapas voisin, le plus fort taux d'analphabétisme du pays (plus de 30 %).

L'an dernier, M. Carrasco avait été élu sénateur avec 71 % des suffrages, contre moins de 9 % pour son adversaire du PRD. Mais, deux ans plus tôt, lors des élections municipales, le PRD l'avait emporté dans dix-huit communes, y compris la deuxième ville de l'Etat, Juchitan. De nouvelles élections municipales auront lieu en novembre, et les dirigeants locaux du PRI savent qu'Oaxaca n'est plus un bastion imprenable. D'où les précautions prises par la direction nationale de la formation au pouvoir depuis 1929 pour ne rien laisser au hasard : ici, comme dans les sept autres Etats où se sont déroulées des élections le 12 juillet et le 2 août, toutes les ressources du gouvernement ont été mises au service du candidat officiel.

Libéralisme social

Selon des estimations faites par le PRD, les candidats du PRI dans le Michoacan et le Chihuahua avaient dépensé plus de 50 millions de dollars. *« C'est l'équivalent de ce que George Bush est autorisé à dépenser pour toute sa campagne électorale »*, fait remarquer la revue indépendante *Proceso*.

Dans l'Etat d'Oaxaca, où les enjeux étaient bien moindres, le PRI a néanmoins reçu accès à 12 millions de dollars, selon un reponsable du parti officiel. Cela s'est traduit notamment par des milliers d'affiches en plastique avec le portrait de « Diodoro » tendues sur des cordes au-dessus des rues du centre colonial de la ville d'Oaxaca, classé « patrimoine de l'humanité » par l'UNESCO. La fabrication du matériel de propagande et les gadgets de toutes sortes avec le nom du candidat (parapluies, casquettes, chemisettes et même des montres japonaises) constituent autant de contrats juteux pour les amis du parti au pouvoir, généreusement récompensés de leur loyauté.

Une grande partie des fonds a servi à organiser les meetings du candidat, en particulier le dernier sur la place de la cathédrale d'Oaxaca. Conformément à une pratique dénoncée depuis plusieurs années par l'opposition, des milliers de personnes avaient été transportées en autobus depuis leurs villages d'origine pour écouter les discours de « Diodoro » et du président national du PRI, M. Genaro Borrego.

Ce fut un spectacle très coloré, du fait de la présence des femmes des divers groupes indigènes de la région auxquelles M. Borrego, considéré par la plupart des participants comme le porte-parole du président Carlos Salinas, a tenu un discours quelque peu surréaliste dans les circonstances, s'exprimant dans une langue que beaucoup de participants ne comprenaient pas : *« La démagogie n'est plus à la mode dans les campagnes électorales. (...) Nous avons entendu la voix du peuple car c'est la seule qui compte. (...) Avec Diodoro, c'est le peuple qui sera au pouvoir »*, a-t-il expliqué à un public pas très au fait de la définition du *« libéralisme social »*, la nouvelle idéologie du PRI.

A trente-huit ans, M. Diodoro Carrasco se considère comme un représentant de *« cette nouvelle génération d'hommes politiques qui veulent moderniser le pays tout en respectant les structures traditionnelles de la société »*. Cet économiste, qui était jusqu'alors ministre du plan dans le gouvernement local, définit le *« libéralisme social comme la recherche simultanée du progrès économique et de la justice sociale »*. Dans un véritable serment d'allégeance, il évoque *« la grande identité de vues avec le président Salinas et son projet politique »*, n'hésitant pas à défendre le principe du *dedazo* (la désignation du futur chef de l'Etat par son prédécesseur) alors que cette tradition quasi monarchique est largement remise en question, y compris dans certains secteurs du PRI.

« Tous les candidats salinistes sont jeunes et n'ont pas été déformés par les vieilles pratiques du PRI », affirme un collaborateur du futur gouverneur, M. Gerardo Cajiga, qui s'est fait connaître à la suite de la publication d'un article très critique sur sa propre formation. Il avait révélé les manipulations du recensement effectué en 1990 pour réduire artificiellement – sur ordre du gouvernement selon lui – la population des Etats qui avaient voté en faveur de l'opposition à l'élection présidentielle de 1988 (le PRD n'a jamais accepté de reconnaître la victoire de M. Salinas).

Le district fédéral – la zone où se trouve la capitale ne fait pas partie des trente et un Etats de la fédération – où le PRI a enregistré son plus mauvais score avec 25 % à peine des suffrages, est le plus durement châtié puisque c'est la seule région du pays qui enregistre une baisse démographique (– 6,7 %). *« En revanche*, constate M. Cajiga, *les Etats favorables au PRI ont vu leur population croître dans des proportions tout à fait anormales. »*

Il cite notamment les cas d'Oaxaca et du Chiapas, où le PRI avait obtenu respectivement 63 % et 88 % des suffrages. Dans le premier cas, la population aurait augmenté de 27,5 % depuis le recensement précédent en 1980 et de 53,7 % pour le Chiapas. *« Cela*, dit-il, *ne peut pas être le résultat de la croissance naturelle de la population, et moins encore de l'activité économique qui n'a pas progressé dans cet Etat, au contraire. »*

M. Cajiga, qui reste malgré tout un fervent militant du PRI, estime que la manipulation du recensement – *« Comment expliquer que la population du pays soit passée de 86 millions d'habitants en 1980 à 82 millions en 1990 ? »* – obéit aussi à d'autres considérations, car elle permet d'augmenter artificiellement *« le revenu par habitant de 5 % à 10 % pour faire croire au FMI et aux investisseurs étrangers que l'économie nationale est en pleine récupération »*.

Mais l'objectif principal est électoral, et vise à mettre en place une stratégie pour ne pas perdre le pouvoir à l'élection présidentielle de 1994. *« Le régime se prépare à récupérer le terrain perdu*, dit-il, *et il ne néglige aucun détail. Les modifications démographiques au niveau des Etats vont permettre d'augmenter les ressources destinées aux régions favorables au PRI et de réduire le nombre de circonscriptions dans celles qui votent pour l'opposition. »*

BERTRAND DE LA GRANGE

ASIE

JAPON : prélude au départ d'unités pour le Cambodge

La loi sur l'envoi de soldats à l'étranger est entrée en vigueur

L'entrée en vigueur, lundi 10 août, de la loi sur l'envoi de soldats japonais à l'étranger *dans le cadre de missions pacifiques des Nations unies* a donné lieu, en présence du premier ministre, M. Miyazawa, à l'inauguration du commandement qui aura la responsabilité de ces forces. Leur première grande mission sera effectuée au Cambodge. Mais, en vertu de cette même loi, des observateurs civils japonais participeront néanmoins dès septembre à la surveillance des élections en Angola.

TOKYO

de notre correspondant

Au Cambodge, il a été décidé que le Japon enverrait en octobre une unité du génie composée de six cents hommes. Elle aura été précédée sur le terrain d'une mission de dix militaires affectés à des opérations de surveillance du cessez-le-feu. Au printemps, soixante-quinze civils et une cinquantaine de fonctionnaires japonais seront d'autre part chargés de surveiller les élections.

Désireux que cette première mission des forces d'autodéfense (nom de l'armée nippone) se déroule sans incident afin d'éviter de ranimer la controverse suscitée par l'adoption de cette loi, les autorités japonaises ont insisté auprès de l'ONU pour que leurs troupes soient employées à des opérations ne présentant pas de risques. L'unité du génie sera affectée à la réparation de routes et de ponts, notamment la route n° 2 qui relie Phnom-Penh à la frontière vietnamienne, et la n° 3 qui dessert le port de Kompong-Som. Il s'agit de régions qui ne sont pas contrôlées par les Khmers rouges, et les tâches sont *« comparativement sans danger »*, a estimé M. Akashi, chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC). Les militaires nippons ne seront armés que de pistolets.

Sans enthousiasme

Selon la loi laborieusement votée en juin, le gouvernement doit faire adopter un nouveau texte pour employer les forces d'autodéfense à d'autres tâches, telles que le déminage et le désarmement. L'opinion reste partagée entre son attachement à la Constitution pacifique et une prise de conscience de la nécessité d'une participation plus grande du Japon au maintien de la sécurité mondiale.

Mais l'évidente manipulation à laquelle s'est livré le gouvernement afin de disposer d'un texte suffisamment ambigu pour ne pas être réellement contraignant a créé un malaise. Le gouvernement paraît d'autant plus prudent dans l'organisation de cette première mission qu'il est conscient que si quelque chose tourne mal il aura par la suite de grandes difficultés à recruter des volontaires. Or, les militaires japonais ne semblent déjà guère enthousiastes. Selon le quotidien *Yomiuri*, se fondant sur des enquêtes parmi les soldats de la division du Japon central, qui doivent composer la première unité déployée au Cambodge, beaucoup sont réticents à partir en raison de l'opposition de leur famille. Jusqu'à présent, en outre, ils n'ont reçu aucun entraînement spécial, à l'exception de la dizaine d'entre eux chargés de surveiller les accords de cessez-le-feu et qui ont été envoyés en Suède.

Le Japon, qui assume la plus grande part financière de l'opération de l'ONU au Cambodge (300 millions de dollars sur 800), cherche actuellement, par un effort diplomatique concerté avec la Chine et la Thaïlande, à minimiser les risques de sabotage des accords de paix par les Khmers rouges. Le directeur général des affaires asiatiques du ministère des affaires étrangères est parti, lundi, pour Bangkok. Il devrait rencontrer le chef khmer Khieu Sampan. Sa visite fait suite à celle, la semaine dernière, du vice-ministre des affaires étrangères chinois.

PHILIPPE PONS

□ **AFGHANISTAN : poursuite des combats à Kaboul.** – Les tirs d'artillerie se sont intensifiés, au cours du week-end, autour de Kaboul, où les affrontements entre factions rivales ont fait une cinquantaine de morts. Le gouvernement – dont le premier ministre s'est rendu en visite au Pakistan – s'efforce d'obtenir un cessez-le-feu entre moudjahidins. Des milliers de Kaboulis ont fui la capitale pour échapper aux combats. Les bombardements de l'aéroport par les fondamentalistes islamiques du Hezb de M. Gulbuddin Hekmatyar ont par ailleurs empêché, samedi, le président Rabbani de se rendre en Iran. – *(AFP, Reuter, AP.)*

□ **INDE : des militants sikhs massacrent vingt-cinq parents de policiers.** – Des militants sikhs ont assassiné, lundi 10 août à l'aube, vingt-cinq parents de policiers au Pendjab au cours d'attaques destinées à venger la mort de plusieurs dirigeants séparatistes tués récemment par les forces de sécurité, a-t-on annoncé de source officielle. Des sikhs ont tué quatorze membres des familles de deux policiers dans le district de Sangrur. Ils ont ensuite tué six proches d'un autre policier. Quatre autres membres de la famille d'un agent ainsi qu'un retraité de l'armée travaillant pour la police ont également été tués dans le district d'Amritsar. – *(AFP.)*

□ **SRI-LANKA : massacre de civils tamouls.** – Vingt et un civils tamouls ont été tués et une dizaine blessés, dimanche 9 août, dans un village isolé du district de Batticaloa, à l'est de l'île. Le massacre, dont on ignore les auteurs, pourrait avoir été perpétré en représailles à la mort, la veille, de dix militaires tués par l'explosion d'une mine dans la région de Jaffna. Cet attentat avait entre autres causé la mort de trois hauts responsables militaires, dont le général Denzil Kobbekaduwa, chargé de la lutte anti-guérilla dans le nord du pays. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

□ **Le chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge en visite à Hanoï.** – Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), M. Yasushi Akashi, est arrivé à Hanoï, samedi 8 août. Tout en se déclarant *« satisfait de la coopération vietnamienne »*, il a souhaité que Hanoï apporte un meilleur soutien logistique à l'APRONUC et se montre *« plus ouvert »* à son égard. M. Akashi a par ailleurs affirmé que les « casques bleus » rentreraient bientôt dans les zones khmères rouges, même sans leur accord : *« Nous en avons le droit et nous le ferons dans un proche avenir. »* – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

DJIBOUTI

Dix morts dans des combats contre les rebelles

Plusieurs sources concordantes ont fait état, dimanche 9 août, d'accrochages entre les forces gouvernementales et les maquisards afars du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), qui ont fait au moins dix morts et une quarantaine de blessés, jeudi et vendredi, près de Garabaousse, à l'ouest de la République de Djibouti.

Cette violation du cessez-le-feu est intervenue à la veille d'une réunion extraordinaire du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti unique), au cours de laquelle le président Hassan Gouled Aptidon a appelé les Djiboutiens à se mobiliser en faveur du référendum du 4 septembre, en précisant que les électeurs seraient interrogés sur deux questions portant, l'une sur la nouvelle Constitution, et la seconde sur la création de quatre partis politiques.

Dimanche, le FRUD a libéré treize militaires de l'armée nationale djiboutienne, détenus depuis neuf mois dans le nord du pays. – *(AFP.)*

□ **Un Mirage s'abîme en mer au large de Djibouti.** – Un Mirage F1-C de l'armée de l'air française stationné à Djibouti s'est abîmé en mer, samedi 8 août, à la suite d'ennuis mécaniques. Selon le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), le pilote, qui a pu actionner son siège éjectable, est sorti indemne de l'accident. Le 1er juin dernier, un Mirage F1 de reconnaissance s'était écrasé dans le nord de l'Irak, également sans faire de victimes.

PÉROU

Le Sentier lumineux incendie un village et massacre une vingtaine de personnes

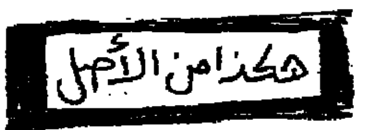
Menant apparemment une opération de représailles contre le village des Andes où la première milice paysanne anti-subversion avait été formée en 1988, quelque 200 rebelles du Sentier lumineux ont, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 août, tué une vingtaine de personnes et en ont blessé une vingtaine d'autres avant d'incendier leurs maisons, à Pichijuilica près d'Ayacucho. L'un des survivants a raconté que les guérilleros, armés de fusils et de grenades, ont déclenché *« un enfer de balles et de feu »* en pleine nuit. Selon l'armée, la guérilla voulait punir la milice – mal équipée et peu préparée – pour avoir participé au récent défilé de la fête nationale à Lima. Par ailleurs, cinq soldats ont été tués et sept autres blessés dimanche par l'explosion d'une grenade anti-char tirée contre leur camion, en plein cœur de Lima. – *(AFP, Reuter.)*

TOGO

Mise à sac du service des listes électorales

Une trentaine d'hommes armés ont saccagé, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, à Lomé, les locaux de l'organisme chargé du traitement informatique des listes électorales, en vue du référendum constitutionnel prévu pour le 23 août, a indiqué une source gouvernementale.

Habillés en civil et équipés d'armes automatiques, les agresseurs ont brisé les terminaux d'ordinateurs, incendié le bureau du responsable du Centre national d'études et de traitement informatique (CNETI), et emporté de nombreux documents. Le secrétaire d'Etat chargé des consultations électorales, M. Georges Kwawu Aïdam, a déclaré ne pas être en mesure d'évaluer si ces destructions mettaient en cause l'organisation du référendum à la date prévue. Depuis plusieurs semaines, ce référendum fait l'objet d'une âpre polémique entre le gouvernement du premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, et les partisans du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

ISRAËL

La loi interdisant tout contact avec l'OLP va être révisée

Dans la série de mesures décidées pour accélérer le processus de paix, le gouvernement israélien se prépare à assouplir une loi de 1986 interdisant tout contact avec l'OLP, considérée comme une organisation terroriste.

« Le ministère de la justice rédige actuellement des amendements à la loi antiterroriste qui rendront possible une rencontre avec des membres de l'OLP, à condition évidemment qu'elle ne menace pas la sécurité de l'Etat », a déclaré dimanche un porte-parole du ministère de la justice. *« Tout le monde considère que c'est une loi stupide parce qu'on ne peut même pas rencontrer une personne liée à l'OLP, fût-elle professeur d'université à Washington »*, a affirmé le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yossi Beilin.

Avant sa nomination, M. Beilin et un député travailliste, Mme Yaël Dayan, avaient déposé une proposition de loi visant à condamner *« toute rencontre avec une organisation ennemie, uniquement si elle porte atteinte à la sécurité de l'Etat »*. Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le ministre, M. Shimon Peres, soutiendra le projet de loi que déposera en novembre au Parlement le ministre de la justice et qui prévoit un assouplissement de la loi de 1986.

Ce texte interdit aux citoyens ou résidents tout contact en Israël, ou à l'étranger, avec toute personne remplissant une fonction à la direction, ou dans une instance de la centrale palestinienne. Les contrevenants sont passibles de peines allant d'un à trois ans de prison. Les territoires occupés sont régis par la législation militaire, qui interdit également tout contact avec des organisations « terroristes ».

« C'est un pas dans la bonne direction et la reconnaissance par le gouvernement israélien d'une réalité politique qui est évidente pour tout le monde », a déclaré à l'agence Reuter à Tunis le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat ajoutant aussitôt : *« Cette mesure se réduira à un acte de propagande aux objectifs évidents si le gouvernement israélien et M. Rabin manquent du courage nécessaire pour prendre la décision de négocier directement avec l'OLP »*. – *(Reuter, AFP.)*

Les colons défient le gouvernement

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les colons ont tenu parole. Ils avaient mis en garde le premier ministre, M. Itzhak Rabin, contre sa politique de gel de la construction (*le Monde* du 18 juillet). Peu après son départ pour les Etats-Unis, ils ont lancé un défi au gouvernement, à deux reprises au cours de la même journée.

Une première opération « coup de poing » a donné lieu au spectacle, inhabituel depuis plusieurs années, d'affrontements entre colons et militaires. Dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, une patrouille découvre qu'à la faveur de l'obscurité trois colons, truelles en main, sont en train de poser des parpaings. Hormis ces trois hommes, le chantier est désert. La construction de quinze villas au pied de Kyriat-Arba, colonie israélienne voisine d'Hébron, a brusquement été interrompue sur ordre du ministre du logement. Les trois colons sont sommés de cesser leurs travaux. Quatre murs ont déjà été érigés. Plus tard dans la matinée, ils sont des centaines, avec femmes et enfants, accourus d'autres colonies en renfort. Un mât est dressé et un drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David flotte sur le chantier. Sur une pancarte, cet avertissement : *« Notre patrie n'est pas à vendre. »*

L'armée intervient en force. Trois habitants de Kyriat-Arba sont blessés. Une dizaine d'autres sont mis sous les verrous. Des pneus sont incendiés, l'atmosphère est survoltée. Les colons sont épuisés par le jeûne qu'ils observent à l'occasion du 9 du mois d'av. Cette date commémore la destruction du Temple de Salomon en 586 avant J.C. par les Babyloniens et celui d'Hérode en 70 après J.C. par les légions romaines. *« Ni les Babyloniens ni les Romains ne nous ont brisés. Itzhak Rabin non plus ne pourra le faire. Si cette maison est démolie, nous recommencerons ailleurs, des centaines de fois s'il le faut »*, affirme M. Noam Arnon, porte-parole du « Bloc de la foi » (Gouch Emounim). Un compromis est finalement trouvé : les colons évacueront les lieux, à condition que la maison ne soit pas démolie avant quinze jours, délai obtenu dans l'espoir d'arracher aux autorités un permis de construire.

Quelques heures plus tard, la deuxième opération, minutieusement orchestrée, est déclenchée à Jérusalem. Des centaines de colons se précipitent dans les ruelles désertes et obscures de la vieille ville. Sept maisons arabes sont réquisitionnées et treize familles juives s'y installent sur-le-champ. Elles viennent grossir les rangs des quarante autres qui vivent déjà dans ce quartier. Une nouvelle organisation, le « Forum de Jérusalem », regroupant quatre formations chargées de « judaïser » la partie orientale de Jérusalem, s'est chargée d'acheter ces vieilles bâtisses à leurs propriétaires palestiniens. Les contrats sont parfaitement légaux.

« Tout a été fait dans les règles, confirme un conseiller municipal de Jérusalem, à l'origine de ce « Forum ». *Nous ne faisons que racheter ce qui appartenait à des juifs avant la création d'Israël. »* Le ministre de la police, M. Moshe Shahal, qui avait décidé de faire évacuer deux autres maisons de ce quartier, ne cache pas son irritation. *« Cette opération ne contribue pas à renforcer Jérusalem. Il ne s'agit que d'une manifestation politique »*, affirme-t-il. Mécontent lui aussi, M. Shimon Pérès, chef de la diplomatie israélienne, en est réduit à informer M. Rabin, qui devait rencontrer lundi le président Bush aux Etats-Unis. – *(Intérim.)*

IRAK : la mort de l'ayatollah Khoï

Le chef spirituel des chiites a été discrètement inhumé

L'Irak et l'Iran ont décrété un deuil de trois jours à la suite du décès, samedi 8 août, de l'ayatollah Aboul Qassem Khoï, considéré comme la plus haute autorité spirituelle chiite dans le monde. Sa mort n'a été annoncée par les autorités irakiennes qu'après son inhumation, dimanche, dans la ville sainte de Nadjaf, dans le sud du pays, ce qui a suscité l'indignation des siens.

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

C'est presque à la sauvette, par crainte d'éventuelles manifestations, que semble avoir été enterré le « grand ayatollah » (Ayatollah Al-Ozma) Aboul Qassem Khoï, qui était âgé de quatre-vingt-treize ans. Selon l'agence de presse irakienne INA, l'ayatollah Khoï a été inhumé dans le cimetière de la mosquée al-Khadra, qui, à Nadjaf, fait partie du mausolée d'Ali, premier imam chiite. Récemment opéré à Bagdad pour l'implantation d'un stimulateur cardiaque, le dignitaire chiite avait regagné son domicile de Koufa le 28 juillet dernier, apparemment en *« bonne santé »*. Selon ses proches, il vivait en résidence surveillée depuis un an et demi. Un de ses petits-fils, interrogé à Londres, a qualifié cette mort de *« très mystérieuse et suspecte »* et accusé le gouvernement de Bagdad d'avoir *« empêché des funérailles religieuses normales et le rassemblement de ses fidèles »*.

Selon des sources sur place, des éléments des forces spéciales irakiennes ont été déployés dans et autour de Nadjaf, ville sainte du chiisme, où un couvre-feu partiel a été imposé. Depuis la révolte chiite de mars 1991, dont la sauvage répression a entraîné la mort ou la disparition de plusieurs dizaines de milliers de personnes, l'armée irakienne est très vigilante dans cette région troublée et deux divisions stationnent en permanence autour de Nadjaf et Kerbala, deuxième ville sainte, qui abrite le mausolée de l'imam Hussein, fils d'Ali.

Né en 1899 à Khoï dans la province de l'Azerbaïdjan-occidental (nord-ouest de l'Iran), dans une famille de « Sayed », descendants du Prophète, l'ayatollah Khoï avait commencé ses études coraniques à Qom, au sud de Téhéran, puis était venu à la grande école théologique de Nadjaf au début des années 50. Il fut un professeur éminent de cette école, la plus réputée du chiisme et parmi ses élèves figurent Mohammed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah libanais, et Mohammed Baker el-Sadr, assassiné par le régime du président Saddam Hussein en avril 1980. L'ayatollah Khoï était devenu la plus haute autorité spirituelle chiite en 1970, à la mort de l'ayatollah Mohsen al-Hakim.

Il avait adopté une attitude de retrait par rapport à la politique, estimant que les ulémas chiites ne devaient pas intervenir dans les affaires de l'Etat, mais n'en avait pas moins apporté son soutien à la révolution islamique iranienne de l'imam Khomeiny, qu'il avait connu à Nadjaf, lors de l'exil de ce dernier. Au moment de la révolte chiite dans le sud de l'Irak, en mars 1991, après la guerre du Golfe, les autorités de Bagdad l'avaient fait venir à la télévision où – contraint selon toute vraisemblance – il avait loué Dieu d'*« avoir permis au président Saddam Hussein de mettre fin à la discorde »*. Le ministère de l'information avait ensuite emmené, à Koufa, des journalistes pour le rencontrer; ceux-ci avaient pu constater qu'il était sous haute surveillance : des hommes de la sécurité se trouvaient à l'intérieur et autour de sa maison. Alors qu'il se plaignait, en arabe, que quelques-uns des membres de sa famille et disciples (dont la libération lui avait été promise par le président irakien) fussent toujours en prison, un officier avait demandé au guide du ministère de ne pas traduire.

En juillet 1991, il avait reçu le prince Saddrudin Agha Khan, en mission pour l'ONU en Irak. Le prince, qui est ismaélien, un des courants du chiisme, avait précisé qu'il avait demandé cette visite *« personnelle »* depuis quatre mois et que l'ayatollah *« était en bonne santé »* mais qu'il s'inquiétait *« pour certains membres de sa famille dont il était sans nouvelles et pour sa communauté »*.

Le problème de la succession

En Iran, plusieurs cérémonies religieuses sont prévues, et le guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, le président Rafsandjani, ainsi que les deux « grands ayatollahs » Araki et Golpaïgani, ont adressé des messages de condoléances à la communauté chiite. L'Iran souhaite d'autre part envoyer une délégation en Irak pour célébrer la mémoire du défunt. Au Liban, Cheikh Fadlallah, « guide » de la communauté chiite, a aussi appelé à un deuil de trois jours.

Pour succéder au disparu, il convient de choisir le dignitaire le plus compétent en théologie islamique et ce pourrait être le grand ayatollah Abdol-Aala Sabzévari (originaire de la ville de Sabzévar dans le Khorassan, au nord-est de l'Iran) qui vit à Nadjaf. Au regard des chiites irakiens, qui représentent 60 % de la population du pays, il est essentiel que cette succession reste l'apanage de l'Irak. Selon des sources irakiennes, l'ayatollah Sabzévari aurait été « caché » par ses disciples qui craignaient qu'il ne soit prématurément arrêté, le président Saddam Hussein ne pouvant voir que d'un œil favorable le transfert de la plus haute autorité chiite d'Irak en Iran. Le ministère irakien des affaires religieuses a déjà déclaré qu'il *« était trop tôt pour parler de la succession de l'ayatollah Khoï »*, en ajoutant : *« Nul doute que cette affaire sera suivie avec une extrême attention à Téhéran. »*

FRANÇOISE CHIPAUX

Inspection de l'ONU sans encombre

Une mission de vingt-deux experts en armements des Nations unies a affirmé avoir eu la voie libre pour se rendre où elle le voulait dimanche 9 août en Irak. Le chef de la mission, M. Nikita Smidovitch, a refusé de dire si l'équipe avait défié les autorités irakiennes en inspectant un ministère. *« Nous sommes allés où nous voulions aller »*, s'est-il borné à déclarer à la presse à son retour à l'hôtel. Alors qu'on lui demandait si l'équipe avait pu inspecter tout ce qu'elle souhaitait, il a répondu *« oui »*, sans préciser si le site visité avait trait à l'armement chimique, nucléaire, balistique ou biologique. Bagdad avait prévenu jeudi qu'il n'autoriserait pas l'inspection d'un quelconque ministère, considérant que ce serait une atteinte à sa « souveraineté ». – *(AFP.)*

□ **KOWEIT : *décès accidentel de deux soldats américains.*** – Deux « marines » américains participant aux manœuvres communes américano-koweïtiennes, commencées la semaine dernière à Koweït, ont été tués, dimanche 9 août, dans un accident d'hélicoptère au cours d'un vol de routine, a annoncé le commandement des forces navales américaines. Ce premier accident mortel depuis le début des manœuvres a eu lieu non loin de de la frontière avec l'Irak. – *(AFP.)*

□ **Assassinat à Bonn d'un opposant iranien.** – Un artiste iranien, M. Feridun Faruchsad, quarante-huit ans, a été assassiné d'un coup de couteau la semaine dernière à son domicile de Bonn, a indiqué dimanche 9 août la police allemande. Chanteur, acteur et poète, il s'était exilé en 1979, après la révolution islamique, et jouait un rôle actif parmi les groupes militant contre le régime islamique. – *(AFP.)*

AFRIQUE

CONGO : battu à l'élection présidentielle après treize ans de pouvoir

Le président Denis Sassou Nguesso « s'incline » devant le verdict des urnes

Le président Denis Sassou Nguesso a accueilli *« avec sérénité »* les résultats, diffusés samedi 8 août, du premier tour de l'élection présidentielle du 2 août, selon son porte-parole. Arrivé en troisième position, avec 16,87 % des suffrages, derrière MM. Pascal Lissouba (35,89 %) et Bernard Kolelas (20,32 %), *« le président Sassou Nguesso s'incline devant le choix des Congolais »*, a précisé son porte-parole. Le premier ministre de transition, M. André Milongo, n'a pour sa part obtenu que 10,18 % des suffrages. MM. Lissouba et Kolelas disputeront le second tour de l'élection présidentielle le 16 août.

BRAZZAVILLE

de notre envoyée spéciale

Le surnom de *« Papa bonheur »* dont ses supporters électoraux avaient cru bon de l'affubler n'aura pas porté chance au général Denis Sassou Nguesso. Pas plus que celui d'*« Ochombe »* (*« le plus fort, le plus valeureux »*), dont l'avaient honoré certains des membres de l'ethnie M'boshy, à laquelle appartient le président sortant.

La Conférence nationale souveraine, réunie à Brazzaville du 25 février au 10 juin 1991, avait déjà sérieusement réduit les prérogatives de l'ex-numéro un congolais. Depuis, malgré tous ses efforts pour remonter la pente, M. Sassou Nguesso n'était plus qu'un colosse en sursis. Un des tout derniers porte-drapeau d'un régime marxisant – dont il n'avait fait qu'hériter, – son nom ira rejoindre celui des ex-« camarades présidents » que furent, par exemple, le Béninois Mathieu Kérékou ou l'Ethiopien Menguistu.

Comme ses deux prédécesseurs, le commandant Marien Ngouabi et le colonel Yhombi Opango, M. Sassou Nguesso est à la fois un « homme du Nord » et un militaire de carrière. Né en 1943 à Edou, dans le district d'Oyo (région de la Cuvette), le jeune Sassou interrompra ses études à dix-huit ans pour rejoindre les rangs de l'armée nationale. Après être passé par l'Ecole interarmes des officiers de réserve à Cherchell, en Algérie, le sous-lieutenant Sassou Nguesso vient en France, à l'Ecole d'application de l'infanterie de Saint-Maixent. De retour au pays, le fringant officier se mêle très vite aux joutes politiques qui marquent les premières années de l'indépendance.

Bien que les biographies officielles soulignent son rôle *« actif »* dans le *« soulèvement populaire »* d'août 1963 (qui conduira au renversement du premier président, l'abbé Fulbert Youlou), c'est surtout à partir de 1968 que le capitaine Sassou Nguesso commence à être connu. Comme la plupart des jeunes loups de sa génération, il revêt les habits du *« socialisme scientifique »* sans rechigner. Mais il reste d'abord et avant tout un *« militaire dans l'âme »*.

Membre du Conseil national de la révolution (CNR) institué après la mise à l'écart du président Massemba-Debat, il fait partie des fondateurs du Parti congolais du travail (PCT) créé en décembre 1969 : le Congo, qui vit sous la férule du parti unique depuis 1964, « en reprend » pour plus de vingt-cinq ans. Ce n'est qu'en septembre 1990 que la toute-puissance du PCT sera remise en cause.

Des talents d'organisateur

D'un abord à la fois gauche et hautain, le futur chef de l'Etat se montrera toujours piètre orateur. Mais ses talents d'organisateur pallient largement son manque de charisme. Pendant les quelque treize ans de son « règne », le PCT, qu'il tient d'une main de fer, réussit à tisser un réseau national extrêmement performant. Toute voix dissonante est systématiquement étouffée. Le professeur Jean-Pierre Thystère-Tchicaya (qui vient d'obtenir 5,78 % des suffrages), ancien membre du bureau politique du PCT, actuel chef de file du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), en fera l'expérience en 1984. Accusé d'avoir organisé des attentats à l'explosif, le brillant universitaire passera deux pénibles années en prison (1). Quant aux rivaux potentiels du président, cela fait belle lurette qu'ils ont été éliminés, tel l'ancien président Yhombi Opango, brutalement écarté du pouvoir, en 1979, par son ministre de la défense... le colonel Sassou Nguesso.

Méthodes expéditives

Le nouveau maître du Congo, parvenu à ses fins sans provoquer le moindre bain de sang, s'était montré dès le départ un adepte des méthodes expéditives. Non content de prendre la place du président Opango, il enverra ce dernier croupir en prison pour dix ans.

Mais ce que l'on reprochera le plus au président Sassou Nguesso, lors de la Conférence nationale, demeure sans conteste l'assassinat de Marien Nguabi, disparu en 1977 dans des circonstances à ce jour non élucidées. *« Cette affaire, c'est sa croix. Et il la portera toute sa vie, quand bien même on ne disposerait d'aucune preuve contre lui »*, résume un journaliste de Brazzaville.

L'autoritarisme musclé qui aura prévalu durant l'« ère Sassou » n'explique pas à lui seul la longévité politique du président sortant. La découverte d'importantes ressources pétrolières au large de Pointe-Noire y aura largement contribué. L'exploitation de ces gisements par la société Elf-Congo (filiale d'Elf-Aquitaine), avec laquelle le numéro un congolais saura nouer d'excellentes relations, assure au pays une rente inespérée. Mais l'euphorie ne durera pas.

L'effondrement des cours du pétrole, au milieu des années 80, aura-t-il marqué le début de la fin pour le régime du président Sassou ? Les difficultés économiques s'aggravent. Le « vent d'Est » qui commence à ébranler le « grand frère soviétique » provoque les premières bourrasques politiques au Congo. Le chef de l'Etat se retrouve de plus en plus isolé, malgré l'appui sans faille du président Omar Bongo, puissant voisin gabonais – et gendre du président Sassou.

Tandis que les Etats occidentaux, notamment la France, se mettent à lui chipoter leur soutien, la fronde contestataire s'étend, de Pointe-Noire à Brazzaville. La grève générale déclenchée en 1990 par la puissante Confédération syndicale du Congo (CSC, syndicat unique) constitue un premier coup de semonce sévère. En décidant, non sans courage, de se lancer lui-même dans la compétition électorale, le président Sassou avait pris volontairement un risque. Celui de devoir aujourd'hui quitter le devant de la scène. Dans le respect des urnes, comme l'ont fait avant lui MM. Mathieu Kérékou, Aristides Pereira (Cap-Vert) et Kenneth Kaunda (Zambie).

CATHERINE SIMON

(1) *Itinéraire d'un Africain vers la démocratie*, de Jean-Pierre Thystère-Tchicaya. Editions du Tricorne, Genève, 1992.

Surenchère entre M. Clinton et M. Bush à propos de l'aide à la Somalie

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, M. Bill Clinton, a exhorté le président George Bush à « prendre les devants pour galvaniser les Nations unies et trouver des moyens de mettre un terme à la tragique guerre civile qui est la principale cause de la crise en Somalie ».

M. Clinton a fait cette déclaration après une conférence de presse de M. Bush, au cours de laquelle le président avait estimé la situation trop complexe en Somalie – et en Yougoslavie – pour être résolue facilement par la diplomatie ou la force.

Le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a indiqué que les Etats-Unis ont fourni plus de 60 millions de dollars d'aide humanitaire à la Somalie. – *(AFP, AP.)*

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

La victoire du «non» paraît «de moins en moins probable»

affirme M. André Billardon (PS)

M. André Billardon, député (PS) de Saône-et-Loire et directeur de campagne du Parti socialiste pour le référendum du 20 septembre, affirme, lundi 10 août, dans un entretien au *Figaro*, qu'une victoire du «non» lui paraît *«de moins en moins probable»*. Selon lui, *«il y a en gros, aujourd'hui, une stabilité des intentions de vote»*, car *«le camp des «non» n'est pas parvenu à développer une dynamique»* et ses porte-parole *«n'ont en commun que l'exploitation d'une addition de peurs»*. Pour M. Billardon, *«alors que la construction européenne est le parcours d'un long chemin ascendant, le rejet du traité d'Union européenne fonctionnerait comme un précipice placé sous les pas des Européens»*.

Interrogé sur les propos de M. Georges Frêche, député (PS) de l'Hérault et maire de Montpellier, qui conseillait au PS de se montrer discret pendant la campagne (*le Monde* du 4 août), M. Billardon estime qu'*«il serait inopportun de suivre un tel conseil»*, car *«un grand parti en France, un parti de gouvernement se doit d'être clair, dynamique sur la question européenne»*. Il ajoute : *«L'idée qu'une formation politique puisse rester discrète dans ce débat est surréaliste. C'est précisément cette idée qui est en train de perdre Jacques Chirac.»* Enfin, M. Billardon estime qu'au cas où les Verts rejoindraient le camp des «oui», il *«ne serait pas judicieux»* de tenir des meetings communs avec eux, d'abord parce qu'*«il est préférable que chaque formation mène une campagne autonome»*, ensuite parce qu'il vaut mieux réserver *«la cohabitation des tréteaux pour mars 1993»*. *«Je souhaite ardemment la recherche de convergences entre le PS et les Verts dans la perspective des prochaines législatives*, affirme M. Billardon, *je ne veux pas d'interférences dans cette recherche.»*

M. Le Gallou (FN) dénonce «l'esprit niveleur du jacobinisme»

M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front national, s'inquiète, dans un article publié par le quotidien *Présent* (daté 8-9 août), qu'un électeur du Front national sur cinq se dise prêt, selon les sondages, à *«se dissocier de leur mouvement sur l'affaire européenne»* en votant «oui» au référendum. Il ajoute qu'il connaît *«des amis qui, par sentiment européen, sont eux-mêmes troublés»*. *«Qu'il me soit permis de dire à mes amis tentés de voter «oui» par sentiment européen*, écrit-il, *que ce qu'on leur propose avec Maastricht, ce n'est pas la défense de l'identité européenne, c'est un jacobinisme à l'échelle d'un continent ; non seulement un jacobinisme qui vise à niveler toutes les différences intérieures à l'Europe, mais aussi les différences entre l'Europe et le reste du monde»*.

Selon M. Le Gallou, à la lecture du traité de Maastricht, *«l'esprit niveleur du jacobinisme y apparaît ligne après ligne»*, notamment à travers la répétition du mot de «coordination» derrière lequel *«il y a une directive communautaire en préparation, c'est-à-dire une réglementation administrative supplémentaire»*.

Le dirigeant du Front national dénonce également comme une tentative de *«normalisation idéologique»* un article (138 A) indiquant que *«les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteurs d'intégration au sein de l'Union»* et *«contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union»*. Pour M. Le Gallou, ce texte signifie que *«les partis politiques ne sont reconnus dans le traité de Maastricht que dans la mesure où ils vont dans le sens de l'idéologie bruxelloise en agissant pour «l'intégration de l'Europe» ou «la formation d'une conscience européenne»*. Les rédacteurs du traité, conclut l'auteur de l'article, *«révèlent ainsi leur vrai visage, celui du totalitarisme»*.

Mme Guigou n'est pas «inquiète» sur l'issue de la consultation

Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, a déclaré, dimanche 9 août, au Forum RMC - *l'Express*, n'être pas *«inquiète»* du résultat du référendum. *«Je ne le suis pas*, a-t-elle dit, *parce que je pense que les Français sont des gens de bon sens, qu'ils sont responsables et qu'ils comprennent tout à fait l'extrême importance de ce choix pour l'avenir, et pour des dizaines d'années.»* Estimant que *«le clan des «non» a dit tout ce qu'il avait à dire»*, elle a souligné que la campagne pour le «oui» ne doit pas rester *«le monopole des politiques»*. Elle s'est réjouie que *«des intellectuels, des chefs d'entreprise, des gens de toute sorte»* y participent. A propos du volet social de l'Europe, Mme Guigou a affirmé qu'il est *«hors de question de niveler vers le bas les avantages sociaux»*. Le ministre délégué aux affaires européennes a conclu : *«Qui voudrait refuser que nous puissions parler d'égal à égal avec les Etats-Unis, avec le Japon? Ce traité nous en donne les moyens. Qui voudrait refuser, qu'enfin, on ait une Europe plus proche, plus humaine, qui s'occupe d'environnement, qui s'occupe de santé, qui s'occupe de culture, sans vouloir détruire nos identités nationales, au contraire, en voulant les exalter? Si on ne veut pas de tout ça, alors on peut voter «non», mais on prend une responsabilité formidable.»*

□ **M. Zeller (UDC) demande une réforme du mode de désignation des députés européens.** – Dans une lettre à M. Adrien Zeller, député UDC du Bas-Rhin, qui demande une réforme du mode de désignation des députés européens, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, déclare, le 3 août, qu'en vertu du traité de Maastricht, le Parlement européen doit émettre un avis conforme avant l'adoption d'une procédure uniforme dans tous les Etats membres, et qu'il lui paraît donc *«préférable d'attendre le résultats de ces délibérations pour procéder, en une seule fois, à tous les aménagements du mode de désignation des députés européens»*.

Les relations entre la gauche et les écologistes

M. Lalonde souhaite construire «la majorité de Maastricht»

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, ancien ministre de l'environnement, affirme, dans un entretien au *Journal du Dimanche* du 9 août, que *«c'est autour de l'Europe qu'il faut faire de la politique»*. *«La majorité que je souhaite pour la France*, dit-il, *c'est la majorité de Maastricht. Les clivages, les frontières des partis, l'Europe les fait voler en éclats comme l'écologie le fait aussi.»*

M. Lalonde précise qu'il a *«le cœur à gauche»* mais qu'il ne votera pas au second tour de l'élection présidentielle pour un socialiste *«si c'est pour remettre les mêmes»*. Il ajoute : *«L'avenir est au «ticket». Or le PS a toujours été l'adversaire de la majorité présidentielle car il a refusé un partenariat avec d'autres forces. Pour qu'il y ait ouverture, mieux vaut que le premier ministre ne soit pas socialiste. (...) Il faut que les alliances nouvelles s'esquissent maintenant. Je souhaiterais que la Génération Ecologie s'allie à la Génération Europe pour créer une génération Fraternité. (...) Une force nouvelle doit émerger qui sera la relève des socialistes mais aussi celle du libéralisme social.»*

Tout en se disant prêt à accepter les circonscriptions que le PS pourrait lui proposer, M. Lalonde indique que son mouvement sera présent au second tour des élections législatives. *«Il y aura des triangulaires partout*, affirme-t-il. *(...) Dans certains départements, nous dépassons largement le PS, dans d'autres l'UDF. Et cela sera possible seulement si les Verts et nous sommes capables de surmonter nos rivalités.»*

Mme Blandin ne veut pas être «le gadget vert d'une région rouge ou rose»

Mme Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, explique dans un entretien à l'hebdomadaire *la Vie* (daté 6-12 août) que *«prôner l'écologie, c'est demander plus de justice pour tout le monde, plus de place, de l'eau potable et des paysages préservés pour tout le monde, c'est refuser une société duale, où certains vivent dans des jardins d'Eden tandis que d'autres s'aigrissent dans des courées»*. Reconnaissant qu'elle *«manque d'expérience»*, elle ajoute : *«Je pourrais m'inspirer de celle des autres élus. Mais leur savoir-faire est-il vraiment utile quand il aboutit à l'accroissement du chômage et à la dégradation de l'environnement? Moi, hier encore, je n'étais qu'une simple citoyenne. Du coup, les élus, à mon égard, sont ou sceptiques, ou ricaneurs, ou paternalistes, ou bienveillants. Seulement, moi, je connais le prix du pain, je n'ai pas pris l'habitude d'avaler des couleuvres et, quand je parle aux gens sur le terrain, ils me comprennent.»*

Mme Blandin affirme, d'autre part, que, si le PS et le PC ont aidé à son élection, elle n'a pas *«pour autant l'intention d'être le gadget vert d'une région rouge ou rose»*. Enfin, elle exprime le souhait *«que les Verts soient plus rassembleurs»*. *«Celui qui nous a fait du mal*, conclut-elle, *c'est Brice Lalonde, qui, en créant le mouvement concurrent, Génération Ecologie, a lancé : «Vert sectaire». Il a le sens de la rime. On aurait dû avoir la présence d'esprit de rétorquer :* «Génération compromission».

□ **Le vote par procuration des retraités en vacances.** – A la suite de notre article indiquant que cinq propositions de loi visant à élargir aux retraités en vacances la possibilité du vote par procuration avaient été déposées depuis le début de la législature (*le Monde* du 5 août), le groupe UDC de l'Assemblée nationale nous prie de préciser qu'il a déposé, lui aussi, le 5 octobre 1988, une proposition de loi allant dans le même sens, dont le premier signataire est M. Claude Birraux (Haute-Savoie).

POINT DE VUE

Plaidoyer pour les élus du peuple

par Patrick Devedjian

ON pourrait dire que ça n'a jamais été pire : «Faire de la politique» est aujourd'hui, pour l'opinion, synonyme de corruption (*les affaires, les pots-de-vin*, l'enrichissement injustifié), d'incapacité (le chômage, le logement, la pollution), voire de mort (le procès de la transfusion sanguine, l'assassinat des juges italiens par la Mafia).

La démocratie est-elle coutumière de ces périodes de dégoût et de rejet, du scandale de Panama à la chute de la IVe République, en passant par l'affaire Stavisky? Faut-il *même accepter cette suspicion permanente* des citoyens à l'égard de leurs élus comme la contrepartie du contrôle populaire sur le gouvernement, qui empêcherait une dérive *naturelle vers l'oligarchie* et l'élitisme?

Ces analyses ne font pas oublier que le rejet de la démocratie peut aussi conduire à la dictature ou à la guerre, qu'il se trouve toujours des démagogues habiles pour l'utiliser et que la civilisation est un long travail patient dans lequel rien n'est jamais définitivement acquis. Face à tant de dénigrement, les hommes politiques feraient bien de dire et de redire les *joies et les grandeurs de leur rôle*, peut-être même son utilité...

Qui connaît la fonction, le travail et le savoir-faire des politiques? Ils sont souvent réduits à quelques signes de reconnaissance (écharpe, cocarde, voiture officielle), à quelques interventions *publiques* symboliques (mariages, cérémonies aux monu*ments aux morts, séances* du *mer*credi à l'Assemblée nationale) ou à être un recours éventuel en cas d'ennui (service militaire, demande d'emploi, interventions diverses *auprès d'organismes administratifs* revêches).

Or que *demande* le peuple à ses élus? D'être honnêtes, proches de leurs préoccupations, compétents et efficaces. Mais il ne faut pas oublier, en arrière-plan, la fonction symbolique de *l'homme politique : à une* époque où la religion est revendiquée comme du domaine privé, où la fonction guerrière est heureusement exceptionnelle, où l'économie *relève d'abord de stratégies libérales* individuelles, il ne reste guère que l'homme politique pour être le dépositaire, le médiateur, parfois le bouc émissaire de nos désirs et de nos *frustrations collectives*.

Il faut que la justice passe

Je ne m'appesantirai pas sur l'honnêteté : je crois qu'il n'y a, pour le moment, rien à faire pour convaincre les Français sur ce point. On aura beau leur expliquer qu'il n'y a *pas plus* d'hommes politiques malhonnêtes que dans toute autre catégorie sociale, que le financement des campagnes électorales n'étant pas prévu par la loi, il fallait bien, à *moins d'être soi-même* millionnaire, trouver de «généreux donateurs» et qu'on a pu le faire sans être soi-même *malhonnête*, il faut d'abord que la justice passe : c'est l'impunité apparente des hommes politiques qui scandalise nos concitoyens et, *plus profondément*, la *traditionnelle* répulsion-séduction de la *société* française à l'égard de l'argent, qui s'exprime naturellement à l'égard des gens les plus «représentatifs» que sont les politiques.

Les hommes politiques sont-ils proches des *préoccupations* des gens? Ils ne vivent peut-être pas la *vie quotidienne de la majorité des* Français (on peut en dire autant de beaucoup de catégories professionnelles...), *mais* ils reçoivent et écoutent certainement plus de personnes *de toutes sortes que quiconque. Ces* permanences répétées, dont on dit avec une certaine commisération qu'elles font de nos élus des assistantes sociales (comme si ce n'était pas un métier utile et digne!), leur font rencontrer la vie quotidienne de *leurs concitoyens*, leurs désirs et leurs soucis, et les empêchent de vivre dans un monde à part.

Ni prêtre ni démiurge

Les hommes politiques sont-ils compétents? Ne se contentent-ils pas soit de faire du clientélisme, soit de se laisser guider par leur administration ou leurs conseillers? C'est vrai, et c'est heureux : il n'y a pas d'école pour faire de la politique. La plupart du temps, nos hommes politiques ont une profession au départ, qui, quelle qu'elle soit, leur a déjà ouvert l'esprit. *L'action* politique exige l'initiative, elle apprend à écouter les uns et les autres, à s'intéresser aux dossiers les plus divers et à s'y intéresser de tous les côtés, ce qui n'est pas toujours le cas des fonctionnaires et des experts, *souvent prisonniers d'une compétence* étroite. On l'a vu malheureusement dans le procès du sang contaminé, où la décision politique a cruellement manqué et où aucun expert ne s'est *cru le droit d'outrepasser* son rôle. On l'a vu aussi avec l'application de la réforme du permis à points, pour laquelle le gouvernement avait exigé le vote bloqué au Parlement et *refusé d'écouter* les observations des députés favorables à la réforme!

Aujourd'hui, chacun reconnaît que la gestion des élus locaux, concernant les écoles, collèges et lycées, *l'action sociale, et même les* permis de construire, est meilleure que celle de l'Etat, qui souffre de centralisme et souvent de pauvreté (voir la justice et la *sécurité*!)

Enfin, les hommes politiques sont-ils efficaces? Pour certains, c'est l'essentiel : «Qu'«ils» fassent comme «ils» veulent, l'important, *c'est que ça fonctionne*, que ma ville soit bien gérée, que je ne paye pas trop d'impôts, que mes enfants aient du travail, que nous vivions en sécurité.» Nous touchons là au cœur du concept de la démocratie et de la République. Faudrait-il souhaiter cette *obligation de résultats* et rendre nos élus à la fois responsables de l'état du monde et totalement libres de leurs moyens? Certainement pas.

Dans un monde si complexe, si difficile et apparemment si déterminé, c'est déjà un pari de *reconnaître une part de liberté à l'ac*tion politique, de revendiquer qu'il y ait des solutions différentes, que certaines soient meilleures que d'autres et qu'il est donc légitime d'être dans l'opposition ou dans *la majorité* selon le cas, d'accepter l'alternance, *la droite et la gauche, la démocratie*. Mais accepter que l'action politique ne suffise pas à faire le bonheur de l'humanité, qu'elle ne résoudra pas miraculeusement le chômage, la faim *dans le monde, l'hostilité entre les* peuples ou les individus, c'est aussi refuser toute forme de totalitarisme, reconnaître que l'autre garde toujours sa part de vérité et situer son *action dans le temps qui passe*. C'est limiter la fonction de l'homme politique, ni prêtre ni démiurge, mais simple représentant de ses concitoyens pour gérer au mieux, avec *intelligence, volonté et cœur*, l'espace restreint qui lui a été confié pendant une période déterminée.

Ce ne sont pas les cocardes, écharpes et autres insignes de leur représentation qui font courir nos hommes politiques, c'est cette possibilité *d'améliorer, si peu soit-il*, la vie des autres. C'est prétentieux, cela s'appelle le pouvoir, mais cela rend nos hommes politiques heureux, et non pour de médiocres raisons. *La politique*, il faut la faire en chantant ou rester cultiver son jardin.

▸ **Patrick Devedjian est député RPR des Hauts-de-Seine et maire d'Antony.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant, directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile «Les rédacteurs du *Monde*»,
«Association Hubert-Beuve-Méry»
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du «Monde»
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du *Monde* au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S.A.
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. – Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP — 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □

Nom : ____ Prénom : ____

Adresse : ____

Code postal : ____

Localité : ____ Pays : ____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES XXIIes JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

Images

Une profusion d'images a été déversée sur le monde pendant la quinzaine olympique de Barcelone. *Lors de la cérémonie* de clôture, près d'un tiers des habitants de la planète ont choisi de rester devant des écrans de télévision pour regarder le spectacle. La splendeur des derniers feux d'artifice aura momentanément ébloui. Et puis la mémoire collective va faire son tri, impitoyable. Que *restera-t-il des Jeux après les* Jeux? Pas forcément le souvenir des héros du stade, *dont* les noms gonflent la liste des palmarès.

De la rénovation des antiques Jeux d'Olympie à Athènes en 1896, on a retenu le *réveil* du nationalisme grec qui allait contribuer au déclenchement, *en 1897, d'une guerre avec la* Turquie pour la libération de la Crète. Vingt-quatre ans plus tard, à Anvers, aux lendemains de la « Grande Guerre », celui qui allait devenir le général McArthur révélait un trait du caractère qui en fera, un quart de siècle après, le héros de la guerre du Pacifique : il a enfoncé avec un camion *les grilles du* stade d'entraînement que les officiels néerlandais entendaient interdire aux athlètes dont il avait la responsabilité.

A Berlin en 1936, la fureur de Hitler provoquée par les triomphes du Noir américain Jesse Owens éclaireront sur la nature profonde du régime nazi. En 1968, à Mexico, le poing ganté de noir brandi sur le podium du 200 mètres par les *héritiers de Jesse Owens,* Tommie Smith et John Carlos, annonçait la désagrégation du *melting pot américain.* Quatre ans après, c'était un commando de terroristes qui ensanglantait les Jeux de Munich pour soutenir la cause palestinienne.

En 1976, la quasi-totalité des Africains renonçaient à la gloire des stades pour protester contre la situation réservée par le pouvoir *blanc à leurs frères* d'Afrique du Sud. Et lorsque les troupes soviétiques envahirent Kaboul, le président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, n'eut rien d'autre à proposer que le boycottage des Jeux de Moscou... Moment privilégié de sport, la grande confrontation quadriennale de la jeunesse du monde, voulue par Pierre de Coubertin, a un effet de loupe sur les vicissitudes de l'Histoire.

Quelle a donc été l'image des Jeux de Barcelone? Les pessimistes retiendront le visage de cire d'une fillette chinoise embrigadée dans un combat qui la *dépasse* pour la gloire d'un régime qui ne veut pas *désarmer. Cet éveil de la Chine* au sport de haute compétition suscite en effet un certain malaise. Les méthodes employées et les visées affichées semblaient avoir été jetées aux poubelles de l'Histoire. D'autres regretteront que la participation aux compétitions de Serbes, de Croates et de Bosniaques n'ait en rien ralenti la folie meurtrière sur le territoire de l'ancienne Fédération yougoslave.

Pour les optimistes, ces Jeux auront laissé percer une note d'espoir. La grande – sinon la *seule* – émotion a été *provoquée* par deux petits bouts de femmes, l'Ethiopienne Derartu Tulu et la Sud-Africaine Elana Meyer, enlacées, drapées dans leurs drapeaux, pour un tour d'honneur triomphal après leur formidable bataille dans le 10 000 mètres. L'Afrique noire et l'Afrique blanche réunies dans un double symbole d'espoir pour le continent noir : la libération de la femme, la fin de l'apartheid. L'image des Jeux 1992...

A. G.

L'Espagne moissonne vingt-deux médailles, dont treize en or

Conquistadors

Pays hôte, l'Espagne a remporté *vingt-deux médailles, une* moisson plus de cinq fois supérieure à celle de Séoul en 1988 et faite d'or pour plus de la moitié. A l'origine de ce succès, un plan de sélection draconien lancé en 1987. L'aide d'une *nation en liesse et la présence* paternelle du roi Juan Carlos ont fait le reste.

La chaleur est épouvantable, ce samedi soir 8 août. Dans le stade olympique de Montjuich transformé en cocotte-minute, l'excitation des soixante-dix mille spectateurs est de plus en plus convulsive. La vague de drapeaux espagnols roule à en donner le mal de mer. Soudain, sur la piste, un *homme s'extirpe du peloton et,* porté par cette houle sang et or, termine sa course dans un sprint fulgurant. Vainqueur stupéfait du *1 500 mètres,* Fermin Cacho apporte à l'Espagne la première médaille d'or de son histoire en athlétisme.

*Les athlètes sont des conquista*dors. Sur les vingt-deux médailles remportées à Barcelone (contre quatre à Séoul en 1988), treize sont *« fondues » dans l'or, sept sont en* argent et deux en bronze. Treize médailles d'or en quinze jours, quand le pays n'en avait glané que quatre en un siècle...

La fièvre du pays d'accueil n'explique pas tout. L'Espagne a semé les germes de sa moisson future *il y a cinq ans. Un an après la* désignation de Barcelone comme ville olympique, les instances nationales du sport lancent une impressionnante machine de guerre. Nom de code : plan ADO (Association du sport olympique). Objectif : trouver dans le pays les meilleurs athlètes, les entourer des meilleurs spécialistes et les faire courir sur le meilleur matériel.

Grâce à la chasse menée par des *fédérations sportives régionales* très efficaces, dans un pays partagé en régions autonomes, les autorités ratissent large. Tous les ans, huit cents bourses sont octroyées, plus ou moins importantes selon les performances : de 50 000 F à *350 000 F* pour les cracks du « super-groupe ». A la fin de l'année, ceux qui n'ont pas atteint les chronos draconiens sont rejetés et *remplacés. Après cinq ans de sélec*tion, deux cent soixante-douze athlètes seront déclarés dignes de porter les couleurs du pays aux Jeux.

L'Espagne est sévère, mais généreuse si le poulain le mérite. Le décathlonien Antonio Penalver, *future médaille d'argent, refuse de* s'exiler à Madrid pour préparer les Jeux. On lui ouvre un centre ultra-sophistiqué dans sa ville de Murcie. Grâce à des accords de collaboration, avec les pays de l'Est surtout, les meilleurs espoirs profitent des conseils de techniciens étrangers. Les Bulgares veillent à la préparation des gymnastes ou des coureurs, les Cubains prodiguent leurs avis en boxe, en base-ball ou en volley-ball. Les skippers travaillent avec des Français et des Belges; le cycliste Jose Manuel Moreno s'entraîne avec un Russe; les tireurs à l'arc avec un *Ukrainien, etc.*

Gagner coûte cher

Le budget du plan ADO s'élève à près de 900 millions de francs, financé par l'Etat et vingt-trois entreprises privées qui ne se sont pas fait prier pour participer à l'aventure olympique. Gagner coûte cher. Les voiles des bateaux sont taillées dans les matières les plus légères et le vélo du futur champion olympique Jose Moreno est moulé dans des matériaux com*posites futuristes. Il faudra en* revanche patienter pour « rentabiliser » Fino B'92, acquis pour 4 millions de francs : le cheval, monté *par Luis Astolfi*, a échoué à la dernière place de l'épreuve de saut d'obstacles. Les primes de médailles sont allèchantes : 400 000 F pour l'or, 200 000 F pour l'argent et 125 000 F pour le bronze. Enfin, les budgets publics des organismes chargés du sport ont été doublés en quatre ans.

« Les Jeux olympiques ont donné un élan définitif au sport dans le pays » : Javier Gomez Navarro, secrétaire d'Etat du sport espagnol, est satisfait. Mais il a fallu compter aussi avec les impondérables : des tiraillements entre autorités régionales et tutelle nationale, également tentées par une exploitation politique de la victoire olympique, ou des déceptions sportives comme la sortie prématurée des handballeurs en phase qualificative ou la déconfiture des quatre cyclistes distancés dans le 100 kilomètres contre la montre. Sans compter ces favoris qui ont failli dans leur mission de chercheurs d'or, comme Arantxa Sanchez, qui restera longtemps coupable de n'avoir rapporté que l'argent et le bronze du tournoi de tennis. *« Nous avions secrètement projeté de ne gagner que de l'or »*, sourit Carlos Ferrer Salat, président du Comité olympique espagnol.

Pendant quinze jours, le roi, la reine, le prince et l'infante ont multiplié leurs apparitions sur tous *les lieux de la compétition.* Juan Carlos a assisté à la victoire surprise de l'équipe féminine de hockey sur gazon. Il venait à peine de pénétrer dans la *loge officielle* du Nou Camp, samedi 8, quand l'Espagne est devenue championne olympique de football, battant en finale du tournoi la *Pologne*, grâce à un but marqué cinquante secondes avant la fin de la rencontre. Il était là, aussi, quand Fermin Cacho a franchi la *ligne*, poussé par une force que certains ont juré divine.

BÉNÉDICTE MATHIEU

La cérémonie de clôture

Enfer et rumba !

Il restait encore quelques flaques d'eau sur la piste du stade olympique. Pas celles de l'orage du matin dont les organisateurs ont cru qu'il allait perturber définitivement *le ciel* et gâcher *la* soirée, mais des restes oubliés de la sueur des marathoniens emportés sous des flots régénérateurs. Le Coréen Hwang Young-cho venait à peine d'inscrire son nom au bas du registre prestigieux des coureurs au long cours que déjà la fête se préparait. Il faut bien tourner la page, passer le relais au suivant sans faire grise mine.

C'est sans doute pour cela que des amuseurs supposés drôles ont amorcé le pro*gramme par de mièvres facé*ties. Heureusement, les 65 000 spectateurs ont pu se divertir sur écran géant grâce aux morceaux choisis de ces olympiades pauvres en records. Trois nouveaux records du monde athlétiques seulement pour une fête en vingt-huit dimensions, toutes catégories, pour 815 médailles emportées au creux d'espoirs déçus ou de surprises ravies.

Alors que le Zeppelin blanc, compagnon indéfectible du *stade olympique,* continue de veiller sur son protégé, les cent soixante-douze drapeaux des nations participantes sont venus faire leurs adieux à leur père respecté, le fanion immortel de l'olympisme. Placido Domingo a accompagné la descente du mât de ce rassembleur de 15 000 athlètes avant que seize enfants le fassent disparaître dans les coulisses des exploits étalonnés. La flamme à son tour s'est consumée lentement avant de s'engloutir sous les accents lyriques d'une *soprano* barcelonaise au doux nom de Victoria de Los Angeles. Cette mort temporaire a jeté pour se venger le signal à un déluge de feu. Une maestria incendiaire qui a plongé la colline Montjuich au centre de l'enfer.

Le stade s'est soudain peuplé *de créatures d'épouvante* éructant flammes et étincelles. Une pelouse transformée en un capharnaüm démoniaque tandis *que le ciel explosait sous des* gerbes volcaniques d'étoiles. Le déluge apaisé, Cobi, la mascotte des jeux, s'est envolé, au plus profond de la nuit, dans un vaisseau argenté lancé à la poursuite de ballons bariolés.

10 tonnes de poudre

Les 10 tonnes de poudre de feux d'artifice brûlées par cet allumeur de rêve nommé Christophe Berthonneau, les athlètes et la foule se sont retrouvés sur le stade pour danser la rumba. Les dieux et leurs admirateurs confondus dans une masse unique, vibrante, éclatante de joie, fut une rencontre inattendue. Les appels des organisateurs *pour empêcher* cette communion fraternelle se sont heurtés à un élan incontenable.

Les guitares muettes, il a bien fallu rompre la magie et quitter les hauteurs de Montjuich. La police s'est évertuée à canaliser *difficilement* le trop-plein d'enthousiasme tandis qu'un haut-parleur demandait sans relâche : *« Pour votre sécurité, évitez les concentrations. »* Pour la prochaine, rendez-vous à Atlanta en 1996.

M. B.-R.

Un entretien avec le maire de Barcelone, M. José Maragall

« Une bonne affaire du point de vue économique »

Maire de Barcelone et président du Comité d'organisation des XXIIes Jeux olympiques, M. José Maragall a fait pour **le Monde** ***le bilan de la quinzaine écoulée et tracé les perspectives qui en découlent pour la capitale catalane.***

« Est-ce que les dieux ont été avec Barcelone? Les deux principales menaces qui pesaient sur ces Jeux – le mauvais temps et un acte terroriste – ne se sont pas concrétisées. Sauf un peu de pluie, le dernier jour...

– Il y avait beaucoup d'écueils, de problèmes potentiels qui ne se sont pas présentés. Ces Jeux ont vraiment été très protégés par les dieux grecs et, s'ils se réveillent aujourd'hui *(allusion à l'orage)*, c'est pour dire adieu aux olympiades.

– Etes-vous un homme heureux et satisfait du déroulement des Jeux?

– Finalement, tout s'est passé comme prévu bien que j'aie toujours eu dans un coin de la tête la crainte que ce moment n'arrive jamais. Et puis, maintenant il est là. Alors, je dirai même que tout s'est passé un peu mieux que prévu.

– Pourquoi un peu mieux?

– Parce que, en plus de ce que nous avions préparé, il y avait des choses que je ne pouvais pas programmer, par exemple les résultats sportifs, lesquels se sont en fin de compte ajoutés à une organisation qui a fonctionné sans heurt et ont aidé celle-ci en la favorisant sur le plan moral.

– Y a-t-il des choses qui ont mal fonctionné, que vous déplorez?

– *Il y en a mais je ne peux pas* vous le dire. On fera des analyses dans le détail parce que tout n'a pas marché exactement comme prévu. Mais ce sont des aspects mineurs.

– Dans quel domaine?

– Dans beaucoup de domaines. La logistique est tellement complexe quand vous avez 15 000 personnes à rassembler, à transporter et à faire se produire d'une façon ou d'une autre dans soixante-neuf installations sportives et dans seize villes, avec une flotte de six cents autobus et deux mille voitures, et tout le monde doit être là au moment voulu. En plus, tout est contrôlé par un système informatique qui vous permet de les suivre partout sur le terrain. Tout cela n'est pas facile. C'est comme une guerre. C'est ce qui ressemble le plus à une guerre pacifique parce que vous devez mobiliser une armée de 40 000 volontaires et 40 000 membres des forces de sécurité en plus des 15 000 athlètes et techniciens. Il faut être maître de la situation. C'est une sorte de guerre pacifique très excitante. Il y a des postes de commandement, des services secrets. Il y a tout ce qu'il y a dans une guerre.

– Barcelone est-elle restée Barcelone pendant les Jeux?

– Elle était elle-même. On a préparé cela depuis une soixantaine d'années. La ville s'est investie dans les Jeux à 100 %.

La sécurité n'a pas été oppressive

– Les exigences de sécurité, la présence policière importante, les restrictions à la circulation n'ont-elles pas empêché la vie normale, et les Barcelonais n'ont-ils pas, plus que d'habitude, quitté leur ville?

– Pas du tout. Beaucoup sont partis parce qu'ils avaient décidé de le faire. On avait choisi le mois *d'août parce que la ville, à cette* époque, est à moitié vide. Or, elle ne l'a pas été. Barcelone a été plus active que jamais, mais les quelques départs ont facilité les choses. La sécurité n'a été oppressive à aucun moment. La présence policière a été presque normale et elle est passée assez inaperçue.

– Vous avez tout de même déploré le fait qu'on ait mis les athlètes et les journalistes derrière des grillages, dans des sortes de camps retranchés?

– Je n'ai pas déploré cela. Ce que j'ai dit et ce que je continue de dire, c'est que *j'espère* que dans le futur les éléments très simples que nous utilisons actuellement comme par exemple cette sorte de grillage à poules sera remplacé par des techniques plus sophistiquées qui fassent disparaître ces barrières matérielles qui ne sont pas belles.

– Est-ce que la fréquentation des Jeux par le public a été à la hauteur de vos espérances?

– Oui, d'après ce que j'ai vu, c'était exactement comme prévu puisque les installations sportives étaient situées dans des endroits où l'on pratiquait déjà ces sports en compétition comme à Badalona le basket, et à Granollers le handball. C'est pour cela que les gens sont venus. Les sites qui n'ont pas eu l'affluence que certains espéraient, c'est essentiellement le football.

– Les Barcelonais ont-ils participé de façon importante aux Jeux?

– Ils ont *beaucoup participé.* Ce sont les Barcelonais mais aussi la population des environs qui est venue par exemple uniquement pour voir les sites. Le week-end dernier, il y a eu un million de personnes à Montjuïch parce qu'elles voulaient simplement vivre cette ambiance.

– Sur le plan politique, les Jeux ont permis une sorte de consensus entre l'Espagne et la Catalogne. Les indépendantistes ne se sont pas manifestés. Qu'en pensez-vous?

– Les séparatistes ont fait une trêve des manifestations de rue ou autres. Ce n'était pas inconstitutionnel, mais ils ont jugé que ce ne serait pas apprécié par la population en raison de la popularité des Jeux. *Ils ont été intelligents.* Par contre, les nationalistes modérés ont hésité dès le début et ensuite se sont rendu compte qu'il ne fallait pas miser trop sur une publicité partisane.

L'arrogance des sponsors

– On a pu voir dans le stade olympique, lors de la victoire de Firmin Cacho, et pendant la finale de football, des drapeaux espagnols. C'est un fait nouveau ici. Qu'est-ce cela signifie?

– C'est effectivement un fait nouveau à Barcelone. On n'avait jamais vu de drapeau espagnol dans les spectacles sportifs ou dans la rue, c'était le monopole des bâtiments officiels. Or, le drapeau espagnol a respecté le drapeau catalan, l'hymne espagnol a respecté l'hymne catalan et les autorités espagnoles ont respecté les symboles catalans. Je pense que, pour la première fois dans ce siècle, il y a eu un véritable mariage des deux. Le symbole le plus net est Firmin Cacho, le vainqueur du 1 500 mètres, qui a fait le tour du stade avec dans la main gauche le drapeau espagnol et dans la droite le drapeau catalan. C'est un peu l'image de ces Jeux.

– Si vous deviez recommencer à préparer les Jeux, que changeriez-vous au vu de leur déroulement?

– Je serais beaucoup plus attentif face à l'arrogance des sponsors. Sans leur apport, il n'y aurait pas de Jeux olympiques mais je pense que la société civile va leur demander de plus en plus certaines restrictions de leur présence publique. Il leur faudra payer la même somme ou un peu plus pour obtenir moins de surface publicitaire, moins d'images. L'esprit olympique oblige à ne pas avoir de publicité dans le stade, ce qui est très agréable, mais il faudra que dans la rue cela devienne la même chose.

– Va-t-il y avoir une période d'austérité après les jeux?

– Oui il y aura une période d'austérité. Nous allons nous passer des investissements publics comme ceux que nous avons réalisés au cours des dernières années mais nous n'allons pas augmenter *la pression fiscale sur le citoyen de* Barcelone au cours des prochaines années. C'est une promesse que nous tiendrons. Nous ferons appel aux investissements privés pour rentabiliser l'espace que nous avons publiquement préparé pour cela. Nous avons basé la croissance économique de la ville sur des investissements privés dans un cadre que nous avons fixé. Ce qui signifie pour les dépenses ordinaires une certaine austérité mais aussi *une amélioration de la qua*lité de la vie par la mise en valeur de ces réalisations. La pression fiscale restera de 2,1 % sur le revenu local. Les Jeux sont une bonne affaire du point de vue économique, une très belle affaire puisque le comité organisateur aura un bilan équilibré et en plus il ajoute un surplus au capital social de la ville et de la région d'une façon importante : 350 millions de dollars.

– Quelle utilisation aurez-vous de tous les sites et de tous les sous-sites olympiques?

– On a beaucoup plus adapté *que créé. Barcelone a préparé les* Jeux depuis 1920. Le stade olympique était là mais il était vétuste. Il a fallu le refaire pour un coût de 8 milliards de pesetas. *Pour ce qui* est du neuf, le palais San-Jordi par exemple a coûté la même somme, ce qui est moins de la moitié, ou peut-être un peu plus, que le Palais omnisports de Bercy à Paris pour la même capacité. La piscine Picornell était là pour les championnats d'Europe en 1972. La piscine de saut et de water-polo avait été construite en 1929 pour les Jeux de 1936.

– Quel est le montant de la dette de la ville et comment pensez-vous pouvoir la payer?

– Depuis 1991, on a planifié les quatre années à venir de façon à diminuer la dette à partir de l'année prochaine et on va le faire avec les ressources normales, les revenus provenant de la croissance due aux Jeux et les revenus des Jeux eux-mêmes. Ce qui coûte cher, ce ne sont pas les JO, puisque je vous ai dit que c'est une belle affaire, mais les dépenses de « capitalité » parce que Barcelone est la capitale d'un Etat qui n'existe pas. Il nous a fallu payer de la poche du *citoyen de la ville* quatre hôpitaux, quarante écoles, un conservatoire de musique, un orchestre, trois palais, vingt-quatre musées. Ce qui *fait que c'est une ville qui paie une* part de ce qui doit normalement revenir à la charge de l'Etat. Cela ne peut pas continuer. La dette est de 250 milliards de pesetas.

« Une ville merveilleuse »

– Que va-t-il vous rester comme image des Jeux?

– Des choses très simples. Le soir de l'inauguration je suis allé dîner tard dans un quartier populaire près de la mer. A la fin du repas, les gens qui étaient là ont applaudi pour me dire qu'ils étaient heureux. C'est ce sentiment de joie qui me restera.

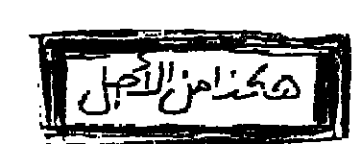
– Vous êtes effectivement un homme heureux?

– Je le suis car je suis le maire d'une ville merveilleuse. Ce qui est une chance à laquelle je ne croyais pas, que je n'avais jamais imaginée. Cette ville est devenue la capitale du monde pendant seize jours et elle a très bien tenu son rôle. Alors, il vous reste à imaginer ce que j'éprouve.

– Et après, Barcelone sera la capitale de quoi?

– De l'Europe. Enfin, dans un certain sens, puisqu'il y a déjà Bruxelles. Mais nous serons en tête d'un groupe de villes d'Europe qui veulent démontrer au monde que les grandes villes ont un futur. Chaque ville a ses propres Jeux olympiques pour mobiliser ses énergies et la décennie qui vient de s'ouvrir sera la décennie des villes qui essaieront de résoudre les problèmes de qualité de vie et d'humanité qui les angoissent. »

Propos recueillis par
MICHEL BOLE-RICHARD



ATHLÉTISME : *deux records du monde pour les relais américains*

Les fruits de la discorde

Le Sud-Coréen Young Cho-hwang a gagné le marathon, dimanche 9 août. La veille, la dernière grande soirée d'athlétisme avait été marquée par les deux records du monde établis par les relais américains du 4×100 mètres, en 37 s 40 (ancien record : 37 s 50) et du 4×400 mètres, en 2 min 55 s 74 (ancien record : 2 min 56 s 16). ***Carl Lewis a ainsi remporté*** **sa huitième médaille d'or en trois Jeux. L'Espagnol Firmin Cacho, l'Allemand Dieter Baumann et le Tchécoslovaque Jan** ***Zelesny ont remporté respectivement*** **le 1 500, le 5 000 mètres et le javelot. Chez les femmes, l'Algérienne Hassiba Boulmerka (1 500 mètres)** ***et l'Allemande Heike Henkel*** **(saut en hauteur) ont confirmé leurs titres de championnes du monde. Les sprinteuses américaines ont remporté le 4×100** ***mètres,*** **tandis que celles de** ***la*** **CEI s'imposaient dans le 4×400 mètres.**

Il hurle. Dans son dos, Dennis Mitchell vient de lui passer le relais en lui criant *« cours pour le record du monde ».* Alors Carl Lewis hurle à son tour, trois *« yes »* qui lui déchirent le visage, d'ordinaire si impassible. Il hurle sa joie d'être le dernier rouage d'une mécanique parfaite, l'ultime projectile de la catapulte américaine. Il hurle aussi pour expulser sa frustration d'avoir été privé si longtemps de cette ligne droite dont il demeure le roi. En moins de dix secondes, il se confond avec tous les Carl Lewis de légende, le triomphateur de Los Angeles, le battu de Rome et de Séoul, le recordman du monde de Tokyo. En quelques foulées rageuses, il est plus que jamais le meilleur athlète du monde, qui aura réussi à prendre ses Jeux en marche et à leur laisser sa marque.

Alors, une fois la ligne traversée, il hurle à nouveau et jette son témoin dans la foule. Comme pour se débarrasser de la preuve qu'il n'était pas seul, comme si, pris par son rêve de puissance, il rechignait un instant à couper sa gloire en quatre. Mais Carl Lewis sait que sa huitième médaille d'or sera collective. Il n'est que le dernier des relayeurs américains qui viennent de s'installer un peu plus confortablement sur ce trône, d'où quatre Français, il n'y a pas si longtemps, avaient réussi à les faire tomber. Carl Lewis se retourne vers les autres qui accourent, le visage enfin souriant de Dennis Mitchell, médaille de bronze du 100 mètres, la tête d'ahuri de Mike Marsh, champion olympique du 200 mètres, et les yeux illuminés de Leroy Burrell, en partie vengé de son échec du *100 mètres. Les trois hommes enserrent* le maître, le fondent dans leur masse. Le relais américain n'est plus *qu'une mêlée noire,* luisante de jubilation.

Une heure plus tard, la scène s'est *reproduite, identique. Quatre autres* coureurs ont imposé à la foule une nouvelle corvée de drapeaux, la deuxième indigestion d'affilée de bannières étoilées. Ils venaient de boucler leurs quatre tours de piste avec 10 mètres d'avance sur leurs poursuivants en retranchant une demi-seconde à leur record du monde. Comme leurs prédécesseurs, ils se sont mêlés dans un enchevêtrement de bras.

Difficile, à voir les deux images superposées, d'imaginer que ces huit hommes ne passent pas leurs journées à huiler leurs passages de témoins et leurs nuits à parler de tactique. Pourtant ces relais ont accouché de leur harmonie dans la discorde. *La* limpidité de leurs courses est issue de la brouille. Chacun de ces quatuors compte son *mouton noir, un homme que les* trois autres ont rêvé d'expulser de leur accord parfait.

Une ambition commune

Dans le 4×100 mètres, c'est Dennis Mitchell. Le fils de militaire, qui *s'entraîne en Floride, est le seul des* quatre qui n'appartienne pas au Santa-Monica Track Club. Or, aux Etats-Unis, ce club, emmené par Carl Lewis, fait figure d'Etat à part dans le royaume des sprinters. Longtemps ses membres ont rêvé de se confondre avec l'équipe américaine. Ils ont donc cherché à déstabiliser Mitchell, à coups de déclarations fracassantes. Mais, à force de bonnes performances, le vainqueur des sélections américaines (les *trials*) est rapidement devenu inévitable. Entre l'homme seul et le clan, la haine s'est alors exacerbée sur le terrain des meetings, le sprinter concevant une grande frustration de la force de frappe financière du Santa-Monica TC, qui tire profit du nombre pour se vendre sous forme de plateau de stars, beaucoup plus cher qu'un coureur isolé.

A Narbonne, base de préparation américaine à ces Jeux, ils auront passé leur temps à s'éviter, alors qu'ils étaient censés s'entraîner ensemble. *« Je ne peux pas les obliger à se parler »,* soupirait alors Mel Rosen, le responsable des relais au sein de la fédération américaine. Chargé de gérer cette discorde au quotidien, il se désespérait d'autant plus qu'il lui fallait effacer l'humiliation de Séoul, et ce bâton perdu en demi-finale qui avait coûté une place assurée sur le podium. Tout aurait pu s'envenimer lorsque Carl Lewis, exclu du 100 mètres après sa sixième place aux sélections américaines, a fait connaître, peu avant *les Jeux, son intention de participer* au relais.

On ne refuse rien à sa majesté : restait *donc à lui trouver une place.* C'est l'infortuné Mark Witherspoon, lui aussi membre du Santa-Monica, *qui s'est chargé de régler le cas de* conscience de Mel Rosen en se blessant opportunément dans le 100 *mètres.* La *formation définitive* n'avait alors plus qu'à se roder. Les quatre hommes l'ont visiblement fait du bout des doigts, puisque, en demi-finale, Mitchell et Lewis ont bien failli se télescoper. Jusqu'à cette concorde miraculeuse de la finale, née, pour une fois, d'une ambition commune.

L'intrus du 4×400 mètres ne doit, lui aussi, sa place qu'à une blessure. Michael Johnson aurait dû devenir l'une des stars de ces Jeux, si une étrange défaillance, justifiée par une intoxication alimentaire, ne l'avait écarté de la finale du 200 mètres. Lui aussi a été confronté à un tir de barrage de deux membres de son relais, également du Santa-Monica TC. Steve Lewis et Danny Everett ne voulaient pas le voir courir à leurs côtés, sous le très légaliste prétexte que Johnson n'avait pas disputé le 400 mètres des sélections américaines, une distance sur *laquelle il est pourtant l'un des meilleurs* mondiaux. Or, depuis une année, la rigoureuse règle de sélec*tion des relais s'est assouplie* : aux quatre premiers des *trials,* peuvent s'ajouter deux autres jokers, et les responsables de la fédération américaine comptaient bien imposer Johnson, de gré ou de force. La blessure de Danny Everett aura finalement évacué le différend. Et Michael Johnson a pu oublier sa déconvenue du 200 mètres avec un record du monde et une médaille d'or. Comme à Carl Lewis, le relais lui aura servi de session de rattrapage du talent gâché.

Ce bel ensemble n'a toutefois duré que le temps de déclarations lénifiantes et de congratulations devant la presse. Samedi soir, après leur course, Lewis, Burrell et Marsh vadrouillaient dans les tribunes, comme des gamins ravis, à la recherche de places pour suivre leurs compatriotes. Mitchell était déjà loin, l'harmonie déjà défunte. Ils étaient redevenus rivaux pour une année au moins. Jusqu'à la prochaine réconciliation, d'un peu plus de trente-sept secondes.

JÉRÔME FENOGLIO

HANDBALL : la France troisième

Une victoire musclée

Le tournoi olympique de hand**ball a été remporté par la CEI devant la Suède (22-20). La France a pris la troisième place en s'imposant face à l'Islande** ***(24-20).***

Ils venaient pour participer, pour démontrer que leur sélection olympique n'était pas un coup du sort. De Barcelone, les handballeurs français rapportent le bronze. Ils voulaient prouver qu'ils n'étaient pas de fragiles petits poucets. Les voici auréolés d'une solide réputation de bagarreurs dont il faudra se méfier au niveau international. La bande entraînée par Daniel Costantini l'a une dernière fois montré, samedi 8 août, en remportant, dans un match pour la troisième place du tournoi, une victoire musclée (24-20) face aux Islandais, les invités-surprises qui remplaçaient les Yougoslaves bannis par l'embargo.

Sur le terrain transformé en cour de récréation, les deux bandes rivales se sont livrées à une bagarre hachée par des penalties et des expulsions. Hargneux et fébriles, les Islandais ont rapidement plié devant les Bleus plus agressifs que combatifs. Quand la sonnerie de la fin du match a retenti, les joueurs français, redevenus des enfants sages, se sont jetés dans les bras de leur entraîneur, ravis d'avoir offert la victoire à celui qui les avait sortis de l'ombre pour les conduire, en sept ans, dans l'élite des douze premières équipes mondiales.

Et maintenant ? Dans six mois aura lieu en Suède le prochain mondial de handball. Alors, il ne s'agira plus de se battre pour se maintenir, mais pour gagner d'autres médailles. Les Français rêvent de voir leur prouesses davantage diffusées à la télévision à des heures de grande audience. Ils n'en finissent pas de remercier ces Jeux, qui ont contribué à rendre leur sport plus populaire, à condition de faire le spectacle. Venus montrer leur force, Denis Lathoud, Frédéric Volle et les autres ont encore à confirmer l'étendue de leur talent.

B. M.

OBLIQUES

Pour maman

La dernière histoire, et l'une des plus surréalistes, des Jeux olympiques 1992 a été racontée avec le plus grand calme par un jeune homme de vingt-deux ans appelé Young Cho-hwang après qu'un officiel coréen l'eut rassuré sur les objectifs de la conférence de presse et que la traductrice lui eût fait et refait signe que son tour était venu de parler. En fond sonore, montaient les clameurs du stade où se déroulait la dernière autoglorification de l'olympisme de *« l'ère moderne »* : la cérémonie *de* clôture.

Lorsqu'il s'est élancé, Young Cho-hwang a parlé en toute franchise. Et il a raconté l'une de ces histoires qui, venues d'autres mondes, renvoient la pyrotechnique, les dragons de plastique et la larme à l'œil de rigueur au rang des émotions artificielles. A voir les sacs à provision faisant office de sacs de sport pour quelques-uns des cent onze autres concurrents du marathon, le récit du jeune Coréen ne devait pas être unique en ce registre, dimanche, à l'heure où les ordinateurs du COOB finissaient les bilans. En neuf jours d'athlétisme, il se sera distribué 800 km de papier photocopié, soit 1 875 tours de stade, a calculé fièrement l'ordinateur.

« Pas si difficile que cela »

Le jeune Coréen a raconté qu'il avait essayé d'appeler sa maman juste avant la course mais qu'il n'avait trouvé que sa sœur à la maison. Sa mère était *au temple. Elle priait.* Et elle priait *« pour la médaille ».* Young Cho-hwang a eu l'air de penser que toutes les mères ressemblent à la sienne. *« Nous avons tous un grand merci à dire à nos mères respectives qui nous aident par leurs prières. »* Avant le départ, il reçut aussi la visite d'un vieux maître, Kee Chung-sohn, médaille d'or du marathon *de 1936. Coréen mais vainqueur* sous la bannière de la puissance occupante, le Japon. Young Cho-hwang ne savait pas encore que son dauphin sur le podium 1992 serait, selon l'un de ces retours d'histoire dont les dieux du stade ont le secret, un jeune Japonais, Koichi Morishita.

Le champion olympique a dit que sa course avait été très classique jusqu'au trente-cinquième kilomètre et que, en néophyte, il suivait aveuglément les conseils de son entraîneur. Sur le ton de la plus parfaite banalité, il a indiqué qu'il ne courait en effet que depuis dix-huit mois, et le marathon depuis un an. A son palmarès ne figure qu'une course de qualification en février. *« Bien sûr, j'ai conscience que je manque de vitesse. »* Puis il s'est replongé, tête baissée, dans sa vie intérieure. La presse n'étant pas sûre d'avoir compris comment il avait pu battre les favoris, la traductrice a dû le prier de s'en extraire de nouveau. Young Cho-hwang a donc expliqué qu'il avait admiré les marathoniens de Séoul pour *« leur grande capacité de volonté », mais de très loin, n'étant alors* qu'en fin de secondaire. Cela dit, quand il s'y est mis, l'exercice ne *lui* a pas paru *« si difficile que cela ».*

Young Cho-hwang n'en aura rien vu mais quand il a fait son entrée sur le stade, après *2 heures et 13 minutes de* course, la souffrance riait sur sa bouche éventrée. A cent mètres de l'arrivée, il s'est retourné. En voyant son concurrent largement distancé, il a levé les bras et envoyé des bises à la tribune d'honneur, comme s'il pressentait qu'il serait l'un des seuls médaillés à ne pas effectuer de tour d'honneur enveloppé dans son drapeau national. La ligne à peine franchie, il s'est abattu sur le sol. Le jeune homme a une *explication. « En passant la ligne, j'ai pensé à ma mère. Et là, j'ai eu une crampe et je me suis affalé. »*

Le marathonien médaille d'or a *conclu sa première conférence* de presse internationale en indiquant qu'il avait revu, sur le podium, toute sa vie *« en une seconde ».* Et sa vie, tout débutant qu'il soit, mais il ne l'a dit qu'en incidente, a *« été difficile ».* Le père de Young Cho est pêcheur. Sa mère plonge à la recherche de crustacés. Si la médaille d'or évite désormais à *Mme Hwang* de s'abîmer la santé et à son fils d'attraper des crampes à cette seule pensée, *alors* les Jeux olympiques auront fait véritablement la preuve de leur utilité.

CORINE LESNES

Barcelone médaille d'or

Suite de la première page

Chuck Daly, l'entraîneur américain, *évaluait à près de trois mil*liards le nombre de téléspectateurs qui ont suivi la finale de basket dans cent soixante-quinze pays. *« Parmi eux, beaucoup de jeunes garçons dans le monde ont rêvé ce soir de devenir Michael Jordan ou « Magic » Johnson. Je crois que nous avons apporté cette part de rêve dont le monde a besoin. »* Peut-être parce qu'elle était vouée à disparaître après son ultime apparition au Palais des sports de Badalone, cette constellation d'étoiles filantes a provoqué à chacune de ses sorties un raz-de-marée populaire sans précédent pour l'olympisme.

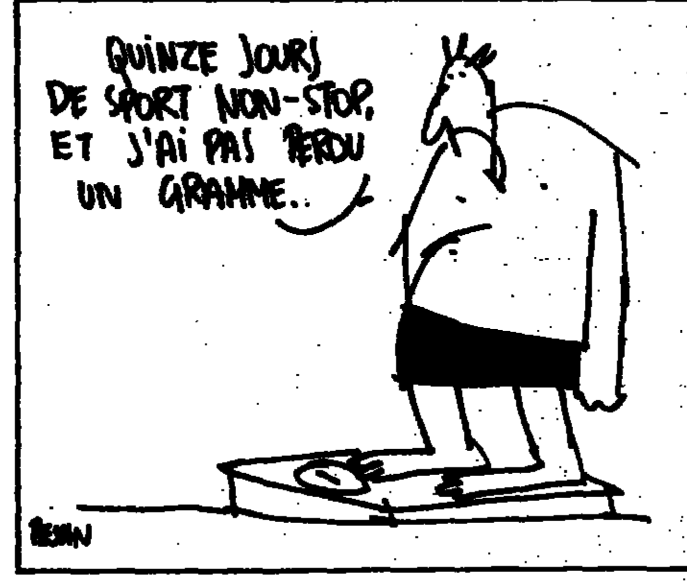
En grands professionnels, les Américains se sont appliqués à soigner le spectacle. Tel un aiguilleur du ciel chargé de régler le trafic sous les panneaux, Chuck Daly a surtout veillé à ce que chacune de ses douze stars dispose du temps imparti pour faire son show. La volonté des Croates de ralentir le jeu pour limiter l'ampleur de leur défaite n'a pu empêcher les Américains de distiller quelques-uns de leurs morceaux choisis : les passes « en aveugle » de « Magic » Johnson, les dribbles en pleine course ponctués de smashs de Michael Jordan, les mains aimantées de Patrick Ewing sur les rebonds, les fulgurantes remontées de terrain avec un ballon transformé en boule de billard. Pour confiner au sublime, il ne manquait à ce spectacle de la perfection gestuelle qu'une touche d'émotion.

Si les basketteurs ont volé la vedette avec autant de facilité aux autres stars des Jeux, c'est aussi parce que ces *dernières ont singulièrement* pâli. Malgré ses deux médailles d'or au saut en longueur après un duel un peu décevant avec Mike Powell et son record du monde avec le relais 4x100 mètres américain, Carl Lewis a été loin de renouveler ses prestations de Los Angeles (quatre médailles d'or) et même de Séoul (deux médailles d'or sur 100 mètres et en longueur et une médaille d'argent sur 200 mètres). Sergueï Bubka, le tsar de la perche, a été plus décevant *encore en ne franchissant aucune* barre.

Manque de charisme

Trois records du monde ont, certes, été battus en athlétisme sur 400 mètres haies par l'Américain Kevin Young et par ses compatriotes dans les relais 4x100 mètres et 4x400 mètres, mais les vainqueurs des épreuves reines ont singulièrement manqué de charisme. A défaut de prix d'excellence, celui de la *persévérance a ainsi été* décerné sur 100 mètres au Britannique Lindford Christie, trente-deux ans, qui n'avait pu se hisser en 1991 sur le podium des championnats du monde de Tokyo.

La situation est assez comparable en natation, où Matt Biondi, champion incontesté des deux dernières *olympiades, invaincu sur* 100 mètres depuis 1984, a été mis en échec sur cette distance, comme *sur 50 mètres, par le surprenant* Russe Alexandre Popov. Ce dernier aurait pu, au même titre que le gymnaste biélorusse *Vitali Scherbo,* le plus couvert d'or avec six médailles, devenir l'un des rois des *Jeux de Barcelone, si les deux* hommes avaient su faire passer un minimum de communication *ou d'émotion avec le public* et les médias.



« Les Jeux olympiques ne maintiendront leur prestige et ne survivront au vingt et unième siècle que s'ils accueillent les meilleurs sportifs », estime Juan Antonio Samaranch. A l'heure du premier bilan des Jeux, le président du CIO a de bonnes raisons d'envisager l'avenir avec optimisme. Après les boycottages successifs de Montréal, Moscou, Los Angeles et Séoul, la réunification de la « famille olympique », qui comptait à Barcelone plus de *dix mille athlètes et* cinq mille dirigeants ou entraîneurs venus de cent soixante-douze *nations et l'intégration réussie de* quelques-uns des plus grands professionnels ont contribué à faire de ces Jeux le plus grand spectacle du monde.

Les premiers bénéficiaires de cette démesure sont, sans conteste, Barcelone et la Catalogne. La pré*paration des Jeux* avait été pour la ville l'occasion de faire peau neuve *(le Monde* du 25 juillet). La beauté *du site de Montjuich,* sorte d'Acropole surplombant le centre-ville, où ont été construites ou rénovées la plupart des enceintes sportives, l'animation cosmopolite des Ramblas, ont incité les *télévisions à ne pas se cantonner aux jeux du stade.*

Par la magie de ces Jeux, Barcelone a acquis en deux semaines une *notoriété* que des siècles d'histoire et le génie des artistes catalans comme Dali, Gaudi ou Miro *n'avaient pu lui conférer. Les* Ramblas sont aussi connues que la place Rouge ou les Champs-Elysées. *L'impact des JO et leurs* retombées économiques sont tels aujourd'hui que l'organisation des *compétitions olympiques risque* de devenir un enjeu majeur pour les villes soucieuses de s'assurer à moindres risques une promotion exceptionnelle dans les prochaines décennies.

L'autre grand bénéficiaire de ces Jeux de Barcelone est le sport espagnol, *qui a profité de l'occasion* pour faire sa révolution structurelle. Alors que les sportifs espagnols n'avaient remporté que vingt-six médailles depuis la création des *Jeux en 1896, leurs successeurs* s'en sont adjugé vingt-deux, dont treize en or à Barcelone, assurant à *leur délégation la sixième place* au classement par nations.

La chute du rideau de fer et des régimes communistes en Europe de l'Est, l'accession à l'indépendance de nouvelles Républiques dans l'ex-URSS et l'ex-Yougoslavie, auraient dû bouleverser la hiérarchie olympique. Or, pour sa dernière apparition aux Jeux avant que chacune des Républiques ne concoure avec son drapeau et son *hymne, l'équipe unifiée (CEI) a* conservé de justesse le premier rang (112 médailles, soit 20 de *moins qu'à Séoul),* devant les Etats-Unis (108 médailles, soit 14 de moins). Troisième avec 82 médailles, l'Allemagne est en net recul si on considère les résultats en Corée de la RDA (108 médailles) et de la RFA (40 médailles). La fin du dopage institutionnalisé et les problèmes d'intégration rencontrés par les sportifs de l'Est expliquent de façon très rationnelle ce recul.

Les sacrifices de l'enfance

Avec l'Espagne, la progression la plus spectaculaire est celle de la République populaire de Chine, qui obtient 54 médailles et passe du onzième au quatrième rang par rapport à Séoul (28 médailles). Lors de leur retour dans le giron olympique en 1984 à Los Angeles, les Chinois avaient pour devise : *« Amitié d'abord, compétition ensuite. »* Un de leurs médaillés d'or avait même échangé sa récompense contre un badge avec un ami de rencontre. Dans l'optique de la candidature de Pékin à l'organisation des Jeux de l'an 2000, les sportifs chinois connaissent désormais le prix que leur régime accorde aux médailles olympiques.

Partout dans ce vaste pays des centres *d'entraînement ont été* ouverts pour accueillir les apprentis champions. A Barcelone, la plongeuse Mingxia Fu, *treize ans et* onze mois, a été la plus jeune *championne olympique.* Entrée à huit ans dans l'un de ces centres, près de Pékin, elle ne revoit depuis sa famille que deux fois par an pour les vacances. Une médaille d'or vaudrait-elle le sacrifice d'une enfance ? Derrière la perfection des exhibitions (deux 10 pour la Chinoise Li Lu aux barres asymétriques et pour la Roumaine Lavinia Milosovici au sol), comment ne pas éprouver non plus un malaise devant ces visages de cire, prématurément vieillis, sur les corps de *poupées des gymnastes ?*

Par l'harmonie parfaite des formes et des gestes qu'elle réclame, l'épreuve de duo de natation synchronisée ne s'adressera-t-elle plus qu'aux jumelles, comme semble le démontrer la victoires des Américaines Karen et Sarah Josephson, devant les Canadiennes Penny et Vicky Vilagos ? En poussant cette recherche de la perfection *sportive à l'extrême, un* régime peu scrupuleux ne sera-t-il pas tenté un jour de passer à la *préparation génétique des futurs* champions olympiques des années 2020 ?

Avec quatre cas recensés à Barcelone contre dix à Séoul, le dopage est officiellement en régression. Mais la présence en Chine d'entraîneurs transfuges de l'Allemagne de l'Est auprès de sportives dont la morphologie se rapproche de celles des représentantes de la RDA dans les années 70 et 80, comme les suspicions sur les pratiques de certains entraîneurs privés occidentaux, *ont plus que jamais* alimenté les rumeurs sur la persistance de ce fléau.

Le congrès du centenaire de l'olympisme, convoqué du 29 août au 3 septembre 1994 à la Sorbonne, ne devrait pas manquer de thèmes de réflexion pour tenter de maîtriser le *gigantisme* des Jeux et éviter qu'ils ne soient victimes de leur succès.

GÉRARD ALBOUY

)LYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

Les médiocres performances des Français

Une élite trop restreinte et usée

En dépit de la sélection la plus nombreuse jamais engagée aux Jeux, l'équipe de France d'athlétisme n'a placé que six concurrents – dont la championne olympique du 400 mètres Marie-Josée Pérec – dans les huit meilleurs sur quarante et une épreuves. Contre quinze lors des trois Jeux précédents.

Les dirigeants de l'athlétisme français n'ont pas de chance. Dans un bilan d'ensemble morose, les mauvais résultats de leurs athlètes auraient pu passer inaperçus, se fondre dans la masse des contre-performances. Après tout, ils n'avaient rapporté qu'une seule médaille de Séoul, Moscou et Montréal. Mais voilà, à Barcelone, alors que pratiquement toutes les nations du monde étaient représentées, la délégation française a accumulé les récompenses : vingt-neuf médailles en tout, le meilleur total depuis 1948. A cette collection, ils n'auront apporté qu'une pièce, maîtresse certes : l'or de Marie-José Pérec.

Les dirigeants de l'athlétisme ont d'autant moins de chance que, pour excuser leur maigre récolte, ils pouvaient auparavant évoquer le nombre de finalistes. Celui-ci révèle effectivement le niveau global, la densité d'une équipe. A Séoul, comme à Los Angeles, dans le contexte particulier du boycottage des pays du bloc communiste, quinze Français avaient réussi à figurer parmi les huit meilleurs de leur discipline. Las, à Barcelone, ils ne s'en compte que six. Le chiffre cache-misère est devenu le révélateur d'une déroute, d'autant plus visible qu'avec ses cinquante-neuf concurrents la délégation française d'athlétisme constituait la plus grosse représentation nationale jamais envoyée aux Jeux. A Barcelone, marquée par l'élimination du relais quatre fois 100 mètres en demi-finales, l'abandon de Christian Plaziat et une série de défaillances, la discipline reine, aux effectifs pléthoriques, faisait ainsi figure de parent pauvre du sport français.

Blessures et passe-droits

« Le bilan n'est pas bon. Après coup, je regrette d'avoir emmené autant d'athlètes », reconnaissait, dimanche 9 août, Serge Bord. Le directeur technique national justifiait une partie de ces déceptions par une série noire de blessures en tous genres. Certaines, comme celle de Jean-Charles Troubal, se sont effectivement déclarées sur la piste de stade de Montjuich.

Le DTN, qui s'était engagé à n'emmener aux Jeux que des athlètes potentiellement finalistes, n'a pas pu être surpris par d'autres problèmes physiques. Ainsi Monique Ewange-Epée, championne d'Europe du 100 mètres haies, souffre depuis plusieurs mois d'une sciatique. L'athlète a tout de même tenu à venir à Barcelone, car, comme l'expliquait son entraîneur, Jacques Piasenta, au quotidien l'Equipe, *« c'était encore plus dur pour elle de regarder les Jeux à la télévision »*. Elle aura ainsi pu assister à son élimination en direct, à la dernière place des séries. Et coûter sa place à Patricia Girard, qui l'avait pourtant battue lors des derniers championnats de France.

Les blessures et les passe-droits dans les procédures de sélection n'expliquent pas non plus pourquoi l'immense majorité des athlètes français se retrouvent nettement en dessous de leurs records personnels, la plupart ayant même réalisé à Barcelone des performances inférieures à celles de leur début de saison. Six athlètes seulement ont amélioré leurs performances, trois records de France ont été battus par Marie-José Pérec, Stéphane Diagana, et les relais 4×100 mètres féminin. Est-ce dû à une mauvaise préparation ? *« Elle était la même aux championnats d'Europe de Split et aux championnats du monde de Tokyo, où nous avions obtenu de bons résultats »*, se défend Serge Bord. Le bilan de l'équipe de France n'a de toute manière pas seulement été écorné par le mauvais état physique des troupes. Plusieurs athlètes ont abandonné leurs courses, victimes de défaillances morales inexplicables, comme si leur présence à Barcelone avait été une fin en soi, une récompense qu'ils ne devaient pas justifier sur place.

Au-delà de ces péripéties, l'athlétisme français a surtout semblé avouer à Barcelone un mal plus profond, que les performances honorables de ces dernières années avaient caché jusque-là. *« Parler de malchance revient à se réfugier derrière un paravent facile*, expliquait Fernand Urtebise, entraîneur de Daniel Sangouma et Stéphane Diagana. *Nous sommes une petite nation de l'athlétisme : nous comptons un peu plus de 100 000 licenciés, quand le judo en possède 400 000. Dès lors, nous avons une élite trop restreinte que nous surentraînons. Le niveau de Daniel Sangouma se situe par exemple à 10 s 10 au 100 mètres. Qu'est-ce que cela représente dans le concert international ? Pour avoir une chance aux Jeux olympiques, il suit une préparation très dure, avec des temps de régénération insuffisants, et donc des risques de se blesser. Cela conduit au résultat que nous avons connu à Barcelone : au lieu de le rapprocher de la médaille, on l'en éloigne. »*

Une longue régression

Pour expliquer la régularité des athlètes étrangers, les entraîneurs français évoquent, sans jamais parler de dopage, les mystères de leur préparation (*le Monde* du jeudi 6 août). Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent compter que sur un nombre limité d'athlètes, qui ont fini par s'user à force d'être sollicités. *« Le problème essentiel*, explique Jean Poczobut, le directeur de la préparation olympique, *réside surtout dans le déclin d'une génération, ceux que l'on a appelé les juniors de 1981 à 1985. Ils sont maintenant sur la brèche depuis sept ans, voire onze années pour les plus anciens. Et des blessures accompagnent fatalement leur fin de carrière au haut niveau. Je pensais qu'ils arriveraient à passer le cap de Barcelone et que l'on ne verrait leur déclin qu'après. Visiblement ils marquent déjà le pas. »*

Ce déclin semble d'autant plus dramatique pour l'athlétisme français que la relève tarde à se signaler. Qui remplacera les sprinters français, aujourd'hui vieillissants, et de plus en plus éloignés de leur meilleur niveau ?. *« Le renouvellement ne se fait plus de manière naturelle*, dit Jean Poczobut. *Il ne faut pas que les athlètes au plus haut niveau y demeurent comme des sénateurs pendant des années, sans être aiguillonnés par des jeunes. »* La Fédération française d'athlétisme, peut-être assoupie par les bons résultats de ces dernières années, ne semble pas s'être particulièrement occupée de la détection des jeunes, qui avait pourtant permis de révéler la génération sur laquelle elle se repose aujourd'hui. Et, alors que le judo, par exemple, touche à Barcelone les fruits d'une préparation permanente aux grands rendez-vous internationaux, l'athlétisme français a offert, lors de ces Jeux olympiques, les signes avant-coureurs d'une longue régression.

J. Fe.

5 000 mètres messieurs

Dieter Baumann, le philosophe

Excepté sur 800 mètres et 3 000 mètres steeple, les Kenyans n'ont pas eu les résultats attendus. En particulier sur 5 000 mètres où un marginal de la course à pied, l'Allemand Dieter Baumann, s'est imposé.

Drôle de type. Les yeux toujours en avance d'un regard, le verbe alerte et le sourire facile, il raconte sa course comme d'autres leur premier amour. *« Quelle soirée*, dit-il. *C'est incroyable. Je n'aurais jamais pensé que ça se passerait de la sorte. C'est comme si tous mes adversaires s'étaient donné le mot pour m'offrir la médaille d'or. »* Vrai. A deux tours de l'arrivée du 5 000 mètres, au moment où la nuit enveloppe de noirceur le stade olympique, Dieter Baumann ne donne pas lourd de ses chances. Il partage les foulées de quatre frêles Africains qui le regardent à peine. Le public n'a d'yeux que pour eux Et hésite sur le nom du héros, partagé entre l'endurance de l'Ethiopien, le flair du Marocain et l'élégance des deux Kenyans. Dieter Baumann existe à peine. Il est là mais sa présence paraît incongrue.

A un tour du sprint final, l'Allemand se fait de plus en plus visible dans ce groupe. A 200 mètres du but, la victoire paraît alors possible. Au début de l'ultime ligne droite, le stade tout entier se lève à son passage. Puis Dieter Baumann, vingt-sept ans, vice-champion du monde du 5 000 mètres l'été dernier à Tokyo, se couche de bonheur sur la piste de Montjuich. Les Africains ont perdu un bien qu'ils croyaient éternel. Ils comprennent à peine. L'Allemand leur fournira plus tard un début d'explication : *« C'est bizarre*, dit-il, *les coureurs kenyans et éthiopiens ne durcissent plus les courses comme ils savaient si bien le faire auparavant. Ils se contentent d'un train régulier, sans à-coups ni ruptures de rythme. Du coup, j'ai pu suivre aisément et le sprint a favorisé ma pointe de vitesse. »*

Au pied d'une montagne

Dieter Baumann attribue volontiers à la faillite du continent noir les raisons de son titre olympique. L'idée n'est pas stupide. Elle oublie pourtant les trésors de volonté et d'imagination déployés par ce solide coureur de fond tout au long de l'année. La fin de l'hiver le voit boucler ses malles pour une course d'entraînement à Flagstaff, un trou perdu d'Arizona. Là, Dieter va s'isoler du grand monde et passer dix semaines à s'abrutir de footing, convaincu que la douceur des lieux favorisera sa préparation, certain que l'altitude de l'Arizona musclera son cœur. Il loue pour l'occasion une simple cabane de bois et suit docilement les conseils de son épouse devenue depuis peu son entraîneur. Parfois, lorsque l'envie de la compétition se fait trop forte, Dieter Baumann sort discrètement de ses forêts. Il roule quelques heures et prend le départ d'une course sur route bien anodine. *« Une fois*, se souvient-il, *je me suis rendu à Phoenix et j'ai payé mon inscription comme le plus anonyme des participants. »* L'anecdote l'amuse. Elle n'est pourtant pas inédite. Volontiers marginal, Dieter Baumann ne jette vers l'argent que des regards bien soupçonneux. *« Je veux bien en gagner si je réalise une grande performance*, avoue-t-il d'un air touchant de sincérité, *mais je suis contre la surenchère. »*

A quelques semaines des Jeux, l'Allemand sent ses muscles faiblir et son moral flancher. L'altitude lui manque, ses poumons réclament le grand air. Il abandonne alors sans hésiter le richissime circuit des meetings européens et se pose au pied d'un sommet, en Suisse, tout près de Saint-Moritz. *« Je sentais qu'il fallait me ressourcer pour aborder au mieux les Jeux de Barcelone. »* L'expérience est payante et peu lui importe que ce long séjour sur les hauteurs ait fâché ses sponsors et amaigri son compte en banque.

De son titre olympique, Dieter Baumann a juré ses grands dieux qu'il n'en ferait aucun usage. *« Pour moi*, a-t-il insisté jusqu'à sentir son auditoire convaincu de ses propos, *la course à pied n'est pas seulement un gagne-pain. Elle est une manière de vivre. Et une vraie philosophie. »* Les Jeux s'en félicitent. Et l'Afrique enrage de savoir que l'Europe élève sur ses terres un tel coureur de fond.

ALAIN MERCIER

ÉQUITATION : Ludger Beerbaum vainqueur en saut d'obstacles

Une jument d'orgueil

Ludger Beerbaum, sur Classic Touch, a gagné, dimanche 9 août, la médaille d'or du concours de saut d'obstacles. Auteur de deux sans-faute sur un parcours difficile, le cavalier allemand devance le Néerlandais Piet Raymakers, sur Ratina 2, et l'Américain Norman Dello Joio, sur Irish. Déception chez les Français, Hervé Godignon et Quidam de Revel ont terminé à la quatrième place. Eric Navet, sur Quito de Baussy, qui comptait parmi les favoris de l'épreuve, s'est classé en onzième position.

C'est un tempérament, cette Classic Touch ! Une enquiquineuse qui ne tient jamais en place, toujours énervée, oreilles dressées et naseaux frémissants ; une claustrophobe qui ne supporte pas son box et préfère aller se balader dans le pré alentour, insensible aux caprices de la météo. Tous les jours, pendant six heures, ses maîtres sont obligés de céder à la dictature de cette star de huit ans achetée plus de 4 millions de francs il y a vingt mois. Ils la font travailler à la longe, sur les obstacles ou la laissent gambader dans l'herbe.

Il fait un temps de chien dimanche matin sur Barcelone. Un méchant orage qui apaise la canicule mais dont les éclairs et le tonnerre effraient les chevaux. Classic Touch s'en fiche bien. Elle a la peau dure, cette belle jument baie. Sous la pluie drue puis sous le soleil de plomb, elle sera la seule à réaliser les deux sans-faute du concours olympique et remportera la médaille d'or avec Ludger Beerbaum. Comme à la maison, où elle dicte sa loi, la jument a voulu, dimanche, être maîtresse à Barcelone.

« C'était moi le chef, a pourtant précisé le cavalier allemand. *Si je l'avais laissée aller au rythme fou qu'elle imprimait à sa course, je pense que je ne serais pas champion olympique tant elle voulait prendre de risques sur le parcours. »* Ludger Beerbaum est habitué aux frasques de Classic Touch. Mardi 4 août, lors du concours par équipe, il avait cassé sa muserolle à force de vouloir lui faire entendre raison. Privé de cette pièce de harnais qui est le système de direction et de freinage, il a été contraint à l'abandon. Dimanche, il ne s'est pas laissé intimider et a montré qu'il savait faire plier une entêtée. Ludger Beerbaum a commencé l'équitation, il est vrai, juché sur le dos d'un âne.

B. M.

Les 29 médailles tricolores

La France a, au total, remporté 29 médailles, qui coûteront 6,5 millions de francs au Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Celui-ci versera 250 000 francs à chaque médaillé d'or, l'argent et le bronze valant respectivement 150 000 et 80 000 francs. A ces chiffres, il faut ajouter les primes que chaque athlète peut recevoir de ses sponsors.

ATHLÉTISME

Marie-Josée Perec, 400 m (or).

CANOË-KAYAK

Sylvain Curinier, slalom K 1 (argent).

Jacky Avril, slalom C 2 (bronze).

Franck Adisson et Wilfrid Forgues, slalom C2, (bronze).

Didier Hoyer et Olivier Boivin, C2 1 000 m (bronze).

CYCLISME

Jeannie Longo, course sur route (argent).

Philippe Gaumont, Hervé Boussard, Didier Faivre-Pierret, Jean-Louis Harel, 100 km contre la montre (bronze).

ESCRIME

Philippe Omnes, fleuret individuel (or).

Eric Srecki, épée individuelle (or).

Jean-Michel Henry, epée individuelle (bronze).

Jean-François Lamour, sabre individuel (bronze).

Equipe de France de sabre (bronze).

ÉQUITATION

Equipe de France de saut d'obstacles (bronze).

HANDBALL

Equipe de France masculine de handball (bronze).

JUDO

Cécile Nowak, super-légers (or).

Catherine Fleury, mi-moyens (or).

Pascal Tayot, moyens (argent).

David Douillet, lourds (bronze).

Natalina Lupino, lourds (bronze).

Laetitia Meignan, mi-lourds (bronze).

Bertrand Damaisin, mi-moyens (bronze).

NATATION

Stefan Caron, 100 mètres nage libre (bronze).

Franck Esposito, 200 mètres papillon (bronze).

Catherine Plewinski, 100 mètres papillon (bronze).

TENNIS DE TABLE

Jean-Philippe Gatien, simple messieurs (argent).

TIR

Franck Badiou, carabine à 10 mètres (argent).

TIR A L'ARC

Sébastien Flute, 70 mètres individuel (or).

VOILE

Franck David, planche à voile (or).

Yves Loday et Nicolas Hénard, Tornado (or).

1 500 mètres dames

Hassiba Boulmerka en pleurs

Hassiba Boulmerka a dédié sa victoire dans le 1 500 mètres féminin au président Mohammed Boudiaf, assassiné le mois dernier. Pourquoi à Boudiaf ? *« Boudiaf, c'est un Algérien, c'est un frère, c'est un père. Ça n'est pas de la politique. Si j'aime Boudiaf, cela ne signifie pas que j'aime la politique »*, a répondu la championne irritée. Manifestement, cette Constantinoise d'origine a beaucoup de mal à supporter que la politique soit mêlée au sport et surtout qu'on l'interroge sur son pays.

Après son triomphe et les cris de rage qui l'ont salué, ses premiers gestes ont pourtant été de soulever à plusieurs reprises son dossard pour que le public puisse y lire le nom de la nation qu'elle représente. *« Je veux l'Algérie qui gagne, l'Algérie courageuse. C'est ce que je veux pour l'Algérie. Je pense que le message est bien compris »*, a-t-elle dit en guise d'explication. *« Le plus important, c'est que mes frères algériens comprennent ce message »*, a-t-elle ajouté pour justifier son geste.

A son retour au vestiaire après sa victoire facile sur la Soviétique Loudmila Rogatcheva, cette jeune femme de vingt-quatre ans qui fut la première championne du monde dans l'histoire de l'athlétisme africain a également lancé, le poing levé, que sa victoire était celle du *« peuple algérien »* et a dédié sa médaille à son président défunt. Immédiatement pressée de questions, Hassiba Boulmerka est devenue agressive tandis que des officiels algériens et des journalistes de ce pays houspillaient les confrères, leur reprochant leurs questions tendancieuses et trop politiques.

« Nous sommes de véritables démocrates et nous sommes prêts à répondre intelligemment et correctement à toutes les questions », a affirmé par la suite la championne du monde du 1 500 mètres, mais elle s'est emportée lorsqu'on lui a demandé s'il est difficile pour une femme de faire du sport en Algérie. *« Toutes les femmes sont autorisées à faire du sport sans exception. On n'a pas de problèmes. On n'a pas de loi contre le sport. » « L'Algérie*, a-t-elle poursuivi, *est un pays très simple. Toutes les choses ne se passent pas aussi mal. Le problème politique que nous sommes en train de traverser, ça existe dans tous les pays du monde, qu'ils soient démocrates ou non démocrates. Je pense que c'est normal. »*

« Les intégristes sont avant tout des Algériens »

Hassiba Boulmerka aime son pays. Elle qui a pourtant souffert pour imposer sa condition de femme dans le sport se sent blessée, humiliée que l'on puisse émettre des doutes sur ses propos. Elle rectifie : *« Je ne suis pas une politicienne. Je suis simplement un petit bout de femme qui essaie de satisfaire tout le peuple algérien sans exception »*, dit-elle, ennuyée d'avoir à défendre son pays alors qu'elle vient de gagner une médaille dont elle veut que ce soit la première parmi beaucoup d'autres. Elle perçoit une hostilité vis-à-vis de son pays et de ce qui s'y passe. *« Les intégristes*, tient-elle à préciser, *sont avant tout des Algériens. »* Pas facile pour Hassiba Boulmerka d'être une Algériene, pas facile d'être une femme, pas facile d'être une championne qui gagne pour son pays. Est-ce la raison de ses pleurs sur le podium ?

M. B.-R.

Le bilan des Chinois

« Panem et circenses »

Du temps des jeux du cirque, les Romains disaient *« Panem et circenses » (« Du pain et des jeux »)*. Ce vieil adage était on ne peut plus vivant à Barcelone. A commencer avec l'équipe chinoise, l'une des triomphatrices des JO. Car les autorités de la Chine populaire ont repris, avec des années de retard sur la RDA ou l'ex-URSS, le flambeau du sport d'Etat, du sport arme de propagande.

Tous les moyens ont été bons pour chatouiller le patriotisme du milliard de Chinois. Les Jeux – dont Pékin voudrait tant qu'ils se déroulent dans ses murs en l'an 2000 – ont été préparés avec un redoutable souci d'efficacité, c'est-à-dire dans le but d'obtenir le plus grand nombre de médailles possible, ce qui n'a plus grand-chose à voir avec l'esprit olympique.

Esclaves de l'entraînement

Depuis des années, des gamins doués ou à la morphologie adaptée à certains sports sont sélectionnés dès la maternelle, soumis à un entraînement intensif, se voient offrir une alimentation plus riche (chocolat, lait, etc.) que leurs petits camarades.

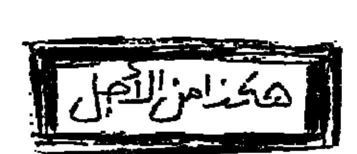
Des jeunes aspirants médaillés, esclaves de l'entraînement, ne voient plus leurs parents que quelques rares fois par an. Le reste est, comme par exemple en gymnastique, l'œuvre d'entraîneurs mis au chômage par l'effondrement de la RDA, voire le dopage. Le résultat est au rendez-vous.

Mais qui nous fera croire que c'est par pur goût du sport que certains jeunes garçons ou jeunes filles se lancent dans la compétition ? Comme dans des sports quasi inconnus en Chine, sauf pour gagner des médailles internationales, par exemple le tir au pigeon.

Pour les vainqueurs, la récompense est au bout de la cendrée : appartements, primes allant jusqu'à plusieurs dizaines d'années de salaire moyen, considération, célébrité. Tout est bon pour gonfler le nationalisme chinois par un régime qui espère en tirer un profit politique.

Phénomène similaire à Cuba ou en Corée du Nord. Mais, pour cette dernière, en proie à une grave crise économique et diplomatique, ce serait plutôt des Jeux pour du pain – ou du riz – afin de faire oublier, dans le fracas des hymnes nationaux, les étagères et les garde-manger vides. Les exemples de la RDA ou de l'ex-URSS ont toutefois montré que les résultats sportifs, glorieux fussent-ils, ne pouvaient à eux seuls sauver un régime.

P. de B.



LES XXIIes JEUX OLYMPIQUES

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

DAMES

Hauteur. – 1. Henkel (All.) 2,02 m ; 2. Astafei (Rou.) 2,00 m ; 3. Quintero (Cub.) 1,97 m.

Relais 4x100 mètres. – 1. Etats-Unis 42 s 11 ; 2. CEI 42 s 16 ; 3. Nigeria 42 s 81 ; 4. France (Girard, Sidibe, Bily, Pérec) 42 s 85.

Relais 4x400 mètres. – 1. CEI 3 min 20 s 20 ; 2. Etats-Unis 3 min 20 s 92 ; 3. Grande-Bretagne 3 min 24 s 23.

1 500 mètres. – 1. *Boulmerka (Alg.)* 3 min 55 s 30 ; 2. Rogacheva (CEI) 3 min 56 s 91 ; 3. Qu (Chine) 3 min 57 s 92.

MESSIEURS

Relais 4x100 mètres. – 1. Etats-Unis (Marsh, Burrell, Mitchell, C. Lewis) 37 s 40 (nouveau record du monde, ancien record : 37 s 50) ; 2. Nigéria 37 s 98 ; 3. Cuba 38 s.

Relais 4x400 mètres. – 1. Etats-Unis (*Valmon, Watts, Johnson, S. Lewis*) *2 min* 55 s 74 (nouveau record du monde, ancien record : 2 min 56 s 16) ; 2. Cuba 2 min 59 s 51 ; 3. Grande-Bretagne 2 min 59 s 73.

1 500 mètres. – 1. Cacho Ruiz (Esp.) 3 min 40 s 12 ; 2. El Basir (Mar.) 3 min 40 s 62 ; 3. Sulaiman (Qat.) 3 min 40 s 69.

5 000 mètres. – 1. Baumann (All.) *13 min 12 s 52 ; 2. Bitok (Ken.) 13 min* 12 s 71 ; 3. Bayisa (Eth.) 13 min 13 s 03.

Marathon. – 1. Hwang (Corée du Sud) 2 h 13 min 23 s ; 2. Morishita (Jap.) 2 h 13 min 45 s ; 3. Freigang (All.) 2 h 14 min.

Javelot. – 1. Zelezny (Tch.) 89,66 m ; 2. Raty (Fin.) 86,60 m ; 3. Backley (G-B) 83,38 m.

BASKET

MESSIEURS

Match pour la troisième place. – Lituanie b. CEI 82-78.

Finale. – Etats-Unis b. Croatie 117-95.

Podium. – 1. Etats-Unis ; 2. Croatie ; 3. Lituanie.

BOXE

Catégorie 48 kg. – 1. Marcelo (Cub.) ; 2. Bojinov (Bul.) ; 3. Velasco (Phi.) et Quast (All.).

Catégorie 51 kg. – 1. Choi (Corée du Nord) ; 2. Gonzalez (Cub.) ; 3. Austin (E-U) et Kovacs (Hon.).

Catégorie 54 kg. – 1. Johnson (Cub.) ; 2. McCullough (Eire) ; 3. Gwang Sik Li (Corée du Nord) et Achik (Mar.).

Catégorie 57 kg. – 1. Tews (All.) ; 2. Lopez (Esp.) ; 3. Soltani (Alg.) et Paliani (CEI).

Catégorie 60 kg. – 1. De la Hoya (E-U) ; 2. *Rudolph (All.) ; 3. Bayarsaikhan (Mon.) et* Sik Hong Sung (Corée du Sud).

Catégorie 63,5 kg. – 1. Vinent (Cub) ; 2. Leduc (Can.) ; 3. Kjall (Fin.) et Doroftei (Rou.).

Catégorie 67 kg. – 1. Carruth (Eire) ; 2. Sierra (Cub.) ; 3. Chenglai (Tha.) et Santiago (Por.).

Catégorie 71 kg. – 1. Lemus Garcia *(Cub.) ; 2. Delibas (P-B) ; 3. Mizsei (Hon.) et* Reid (G-B).

Catégorie 75 kg. – 1. Hernandez (Cub.) ; 2. Byrd (E-U) ; 3. Johnson (Can.) et Seung Bae Lee (Corée du Sud).

Catégorie 81 kg. – 1. May (All.) ; 2. Zaoulitchnyi (CEI) ; 3. Beres (Hon.) et Bartnik (Pol.).

Catégorie 91 kg. – 1. Savon Fabre *(Cub.) ; 2. Izonritei (Nig.) ; 3. Tua (N-Z) et* Van Der Lijde (P-B).

Catégorie + de 91 kg. – 1. Balado Mendez (Cub.) ; 2. Igbineghu (Nig.) ; 3. Nielsen (Dan.) et Roussinov (Bul.).

CANOË-KAYAK

DAMES

K4 500 mètres. – 1. Hongrie ; 2. Allemagne ; 3. Suède.

MESSIEURS

K1 1 000 mètres. – 1. Robinson (Aus.) ; 2. Holmann (Nor.) ; 3. Barton (E-U).

C1 1 000 mètres. – 1. Boukhalov (Bul.) ; 2. Klementjevs (Let.) ; 3. Zala (Hon.)... 5. Sylvoz (Fra.).

K2 1 000 mètres. – 1. Allemagne ; 2. Suède ; 3. Pologne.

C2 1 000 mètres. – 1. *Allemagne ;* 2. Danemark ; 3. France (Hoyer, Boivin).

K4 1 000 mètres. – 1. Allemagne ; 2. Hongrie ; 3. Australie.

ÉQUITATION

Saut d'obstacles individuel. – 1. Beerbaum (All.) 0 pt ; 2. Raydmakers (P-B) 0,25 pt ; 3. Dello Jojo (E-U) 4,75 pts ; 4. Godignon (Fra.) 6,25 pts.

FOOTBALL

Finale. – Espagne b. Pologne 3-2.

Podium. – 1. Espagne ; 2. Pologne ; 3. Ghana.

GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE

Finale. – 1. Timoshenko (CEI) 59,037 pts ; 2. Pascual Gracia (Esp.) 58,100 pts ; 3. Skaldina (CEI) 57,712 pts.

HANDBALL

DAMES

Match pour la troisième place. – CEI b. Allemagne 24-20.

Finale. – Corée du Sud b. Norvège 28-21.

Podium. – 1. Corée du Sud ; 2. Norvège ; 3. CEI.

MESSIEURS

Match pour la troisième place. – France b. Islande 24-20.

Finale. – CEI b. Suède 22-20.

Podium. – 1. CEI ; 2. Suède ; 3. France.

HOCKEY SUR GAZON

MESSIEURS

Match pour la troisième place. – Pakistan b. Pays-Bas 4-3.

Finale. – Allemagne b. Australie 2-1.

Podium. – 1. Allemagne ; 2. Australie ; 3. Pakistan.

TENNIS

DAMES

Double (finale). – Fernandez-Fernandez (E-U) b. Martinez-Sanchez-Vicario (Esp.) 7-5, 2-6, 6-2.

MESSIEURS

Simple (finale). – Rosset (Sui.) b. Arrese (Esp.) 7-6, 6-4, 3-6, 4-6, 8-6.

VOLLEY

MESSIEURS

Match pour la troisième place. – Etats-Unis b. Cuba 3-1.

Finale. – Brésil b. Pays-Bas 3-0 (15-12, 15-8, 15-5).

Podium. – 1. Brésil ; 2. Pays-Bas ; 3. Etats-Unis.

WATER-POLO

Match pour la troisième place. – CEI b. Etats-Unis 8-4.

Finale. – Italie b. Espagne 9-8 (a. p.).

Podium. – 1. Italie ; 2. Espagne ; 3. CEI.

TABLEAU DES MÉDAILLES

Pays, nombre de médailles (or, argent, bronze)

1. CEI, 112 (45, 38, 29).
2. Etats-Unis, 108 (37, 34, 37).
3. *Allemagne*, 82 (33, 21, 28).
4. Chine, 54 (16, 22, 16).
5. Cuba, 31 (14, 6, 11).
6. Espagne, 22 (13, 7, 2).
7. Corée du Sud, 29 (12, 5, 12).
8. Hongrie, 30 (11, 12, 7).
9. France, 29 (8, 5, 16).
10. Australie, 27 (7, 9, 11).
11. Italie, 19 (6, 5, 8).
12. Canada, 18 (6, 5, 7).
13. Grande-Bretagne, 20 (5, 3, 12).
14. Roumanie, 18 (4, 6, 8).
15. Tchécoslovaquie, 7 (4, 2, 1).
16. Corée du Nord, 9 (4, 0, 5).
17. Japon, 22 (3, 8, 11).
18. Bulgarie, 16 (3, 7, 6).
19. Pologne, 19 (3, 6, 10).
20. Pays-Bas, 15 (2, 6, 7).
21. Kenya, 8 (2, 4, 2).
22. Norvège, 7 (2, 4, 1).
23. Turquie, 6 (2, 2, 2).
24. Indonésie, 5 (2, 2, 1).
25. Brésil, 3 (2, 1, 0).
26. Grèce, 2 (2, 0, 0).
27. Suède, 12 (1, 7, 4).
28. Nouvelle-Zélande, 10 (1, 4, 5).
29. Finlande, 5 (1, 2, 2).
30. Danemark, 6 (1, 1, 4).
31. Maroc, 3 (1, 1, 1).
32. Irlande, 2 (1, 1, 0).
33. Ethiopie, 3 (1, 0, 2).
34. Algérie, 2 (1, 0, 1).
34. Estonie, 2 (1, 0, 1).
34. Lituanie, 2 (1, 0, 1).
37. Suisse, 1 (1, 0, 0).

Vingt-sept autres délégations ont remporté des médailles d'argent ou de bronze, mais pas de titre olympique.

La reprise du championnat de France de football

Marseille, Monaco, PSG et Auxerre gagnent d'entrée

L'Olympique de Marseille, l'AS Monaco et le Paris-Saint-Germain, les trois favoris de la saison 1992-1993, ont gagné, samedi soir 8 août, leur match de reprise du championnat de France de football de première division. L'OM s'est imposé au stade-vélodrome aux dépens de Toulouse (2-1), grâce à deux buts de ses recrues étrangères, l'Espagnol Rafaël Martin Vasquez sur coup franc et l'Allemand Rudi Völler sur penalty à deux minutes de la fin. L'équipe de Monaco s'est montrée plus convaincante au stade *Louis-II, où Toulon accusait déjà un* retard de 4 buts à la pause (4-0). Ce résultat devait rester inchangé. Transféré à Monaco, l'international allemand Jürgen Klinsmann a marqué deux buts.

A Saint-Etienne, le Paris-SG a affirmé ses prétentions en battant l'équipe locale (2-1), devant trente mille spectateurs. Le quatrième de l'an dernier, l'équipe de l'AJ Auxerre, l'a également emporté, par un score lourd (3-0), en déplacement à Lens.

Caen, le dernier des clubs qualifiés pour des Coupes européennes, s'est incliné, à *Béziers*, face à Montpellier (0-2), dont le terrain était suspendu.

Les résultats

DIVISION 1

*Monaco b. Toulon 4-0
Auxerre b. *Lens 3-0
*Strasbourg b. Lille 2-0
*Le Havre b. Nîmes 2-0
(A Béziers) *Montpellier b. Caen 2-0
*Marseille b. Toulouse 2-1
*Sochaux b. Valenciennes 2-1
Paris SG b. *St-Etienne 2-1
*Nantes et Metz 0-0
*Bordeaux et Lyon 0-0

DIVISION 2

Groupe A

*Mulhouse b. Ajaccio 2-1
Charleville b. *Perpignan 1-0
*Istres b. Epinal 4-2
Alès b. *Sedan 2-1
*Rodez et Louhans-Cuiseaux 1-1
*Créteil et Martigues 1-1
*Nancy et Nice 1-1
*Annecy et Cannes 1-1
(A Ajaccio) Bastia et Valence 2-2

Groupe B

*Tours b. Châteauroux 2-1
*Beauvais b. Le Mans 1-0
*Red Star b. Lorient 2-0
*Dunkerque b. Ancenis 2-1
Rennes b. *Gueugnon 2-1
*Guingamp b. La Roche 1-0
Angers b. *Laval 1-0
*Niort b. Amiens 3-0
Rouen b. *Bourges 3-2

Bastia joue à domicile à... Ajaccio

En raison de la mise sous scellés de son stade de *Furiani, l'équipe de Bastia* (division 2) a joué son premier match de championnat « à domicile » sur le terrain d'Ajaccio. *Face au promu Valence*, les Bastiais ont obtenu un match nul (2-2). Parmi les douze cents spectateurs, près de cinq cents d'entre eux avaient parcouru les quelque 150 kilomètres qui séparent les deux préfectures.

Dans un stade aux couleurs bleu et blanc du club bastiais, de nombreux signes marquaient le souvenir de la tragédie du 5 mai qui fit quinze morts et mille six cent cinquante blessés : une longue minute de silence, le crêpe noir sur les maillots des joueurs de *Bastia*, des *banderoles* en corse remerciant les Ajacciens pour leur hospitalité.

L'élan de solidarité en faveur des victimes ne cesse de s'étendre. Le 30 août, une sélection corse rencontrera la Juventus de Turin à Mezzavia *(Ajaccio). Le « derby »* entre Ajaccio et Bastia devrait être retransmis le 12 septembre en direct sur Antenne 2.

ENVIRONNEMENT

Guérilla dans les Pyrénées

Le projet de tunnel routier du Somport et le sort des derniers ours provoquent des incidents répétés

OLORON
(Pyrénées-Atlantiques)
de notre envoyé spécial

Dans la vallée d'Aspe, cette balafre ouverte au sud de Pau par le gave dans les Pyrénées béarnaises, règne un climat de mini-guerre civile. Le stade d'un pittoresque Clochemerle gascon a été dépassé. Depuis le début de l'été, chaque semaine nourrit l'actualité locale de manifestations, de procès, de violences physiques et verbales.

Aux attaques lancées contre le *chantier du tunnel routier* du Somport et au barrage routier établi par une *« brigade internationale »* de jeunes écologistes, répondent les sabotages de véhicules et les jets de cocktails Molotov d'une *« milice valléenne »* pro-tunnel, composée de chasseurs musclés. *« Une bande d'écolos brigands tentent d'envahir notre vallée »*, proclament ces derniers dans leurs tracts. *« Ces pétainistes ménopausés essaient de nous terroriser »*, répondent les défenseurs de l'environnement.

Un escadron de gendarmes mobiles a été appelé en renfort et les juges de Pau distribuent sans parcimonie amendes et peines de prison ferme. *Mais les atteintes* à la légalité et à l'ordre public restent monnaie courante. Une détestable atmosphère de violence et de xénophobie s'installe. On est au-delà des *« rodomontades »*, terme dont la préfecture qualifie ces incidents pour les minimiser.

Si les esprits ont atteint un tel degré d'ébullition, c'est que la situation de la vallée d'Aspe est devenue un cas d'école typique autour duquel se cristallisent deux logiques opposées : d'une part, celle de la protection de la nature, symbolisée par la défense des derniers ours pyrénéens *(lire notre encadré)* ; d'autre part, la mise en valeur d'une montagne économiquement mal en point, illustrée par la promotion d'un axe routier France-Espagne.

La route vers Saint-Jacques-de-Compostelle

L'étroite et longue vallée d'Aspe, terminée par un seuil d'altitude modeste (1 600 mètres), est depuis toujours un couloir de communication entre le Béarn et l'Aragon. Les pèlerins cheminant vers Saint-Jacques-de-Compostelle y passaient déjà en grand nombre au Moyen Age. Le col du Somport reste ouvert toute l'année, et une voie de chemin de fer, percée à grands frais au début de ce siècle, a doublé l'itinéraire routier par un tunnel durant quarante ans (1928-1970). Cette ligne ferroviaire est aujourd'hui fermée.

Lorsque l'Espagne a souhaité s'amarrer à l'Europe et que les aménageurs ont étudié les grandes traversées pyrénéennes à aménager, la candidature de la trouée d'Aspe s'est imposée naturellement, à condition toutefois que le col du Somport soit court-circuité par un tunnel routier, parallèle au vieux *tunnel ferroviaire aujourd'hui* désaffecté. Ce projet routier, vigoureusement appuyé par la Communauté européenne (qui participe à hauteur de 196 millions de francs), a été retenu en 1990. La plupart des élus, des représentants d'intérêts économiques et des syndicats béarnais l'ont adopté avec enthousiasme. L'accès au tunnel suppose aussi la construction d'une autoroute entre Pau et Oloron, puis l'élargissement de la route nationale qui serpente aujourd'hui dans la vallée de village en village.

Rouerie technocratique, routine administrative ou simple inadvertance ? L'équipement a négligé de soumettre à enquête publique l'ensemble du projet et son impact sur l'environnement, préférant organiser des enquêtes parcellaires, au fur et à mesure des six années de travaux. Cette tactique du « salami » a choqué plusieurs centaines de valléens et les écologistes. Leurs divers comités se sont bientôt coalisés en un front du refus.

Ils soupçonnent avec raison que l'ouvrage prévu actuellement passera un jour de deux à quatre voies, comme le souhaitait Bruxelles dès l'origine. Avec le tunnel et les trois mille cinq cents véhicules-jour qu'il est censé recevoir (soit trois fois et demi le trafic actuel), la *discorde* est entrée en vallée d'Aspe. Il est vrai que si la géographie et l'opinion des notables locaux étaient favorables aux promoteurs de l'axe Pau-Saragosse, le contexte national l'était beaucoup moins. Au bout de la vallée d'Aspe a été créé, il y a un quart de siècle, le seul parc national *pyrénéen*. Et, sur les hauteurs dominant le sillon routier, les derniers ours français jouent les ermites persécutés.

Déjà, en 1967, les ambitions spatiales du parc avaient été réduites à la portion congrue, et cela sous la pression des montagnards locaux. Puis, un centre de ski de fond, au col du Somport, *dans la maigre* zone protégée, avait été construit illégalement. Enfin, les élus eux-mêmes avaient refusé d'appliquer les modestes mesures prises à l'automne 1990 par M. Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, pour assurer un minimum de tranquillité aux plantigrades.

Devant le symbole de cette nouvelle agression – des poids lourds envahissant la vallée des ours, alors qu'une voie ferrée reste inutilisée – le sang de tous les Verts de France et d'Europe n'a fait qu'un tour. Les « écolos » légalistes ont multiplié les recours devant le tribunal administratif. D'autres, plus hargneux, ont accouru d'Allemagne, de Belgique, et de Grande-Bretagne *à* l'appel d'un rebelle local, Eric Petetin.

L'écolo face au fils de berger

Ce Robin des bois, à la fois guide de haute montagne et travailleur social, a ouvert dans la gare *désaffectée de Cette-Eygun* une auberge qui, après avoir été le bistrot « branché » des valléens, est devenue un refuge de marginaux, puis le PC des clans « anti-tunnel ». C'est aussi le point de mire des « pro-tunnel », qui le harcèlent comme des cow-boys le feraient d'un village d'Apaches. Eric Petetin, qui est passé plus de vingt fois devant le tribunal de Pau, est aujourd'hui en prison et au secret. Ses amis maintiennent la pression *et*, aidés d'un poète palois, Christian Laborde, jadis considéré comme sulfureux, devenu le barde talentueux de leur combat, ils lui dressent une statue de martyr.

Les « pro-tunnel » ont aussi leur héros. Il s'agit de Jean Lassalle, trente-neuf ans, fils de berger à la carrière fulgurante. Plus jeune maire de France en 1977 – il avait vingt-quatre ans, – conseiller général CDS, président du conseil d'administration du parc national, suppléant du député Michel Inchauspé, il nourrit de vastes ambitions pour son canton et pour lui-même. L'axe européen Pau-Saragosse est une chance qu'il ne laissera pas passer. Il y voit le moyen *« de faire revenir l'intelligence et l'initiative »* dans son milieu rural. Et si les ours, que haïssait son père, disparaissaient à jamais, il n'aurait pas d'états d'âme. Habilement, il désavoue, du bout des lèvres, ses amis de la « milice » valléenne et trouve *« excellent que les écolos provocateurs soient jetés en prison pour éviter des heurts sanglants »*.

Bref, tous les éléments sont réunis pour que la guérilla autour du tunnel continue pendant les six ans que durera le chantier. Les rebelles de tout bord s'enorgueillissent presque de fouler aux pieds la légalité. L'espoir réside *désormais* dans une initiative extérieure – celle d'un médiateur ? – qui réunirait les protagonistes pour qu'ils discutent de leur seule passion commune : l'avenir de la vallée.

MARC AMBROISE-RENDU

Un ours en délit de fuite

PAU
de notre correspondant

Chaque été, les dix derniers ours recensés dans les Pyrénées font la « une » de l'actualité locale en dévorant quelques brebis. Mais l'un de ces plantigrades est cette année plus intrépide et plus gourmand que ses congénères. Bien qu'adolescent – on lui donne cinq à six ans d'âge – il aurait déjà tué, selon les déclarations des gardiens de troupeaux, soixante-dix moutons. En Gascogne, c'est connu, la valeur attend encore moins qu'ailleurs le nombre des années.

Le comportement de ce jeune ours attise naturellement la polémique qui se développe depuis des années sur la nécessité de protéger le dernier noyau de ces plantigrades en France. Aussi les autorités ont-elles décidé de répondre à ses provocations. Scientifiques, vétérinaires, gardes du parc national et agents de l'Office national de la chasse *sont sur le pied de guerre* depuis le début de l'été. Objectif : éloigner l'animal des estives, l'effaroucher en tirant sur lui des balles de plastique.

Au début, le procédé a semblé donner des résultats, mais depuis, l'animal s'est manifesté *sur d'autres sites entre Bedous*, en vallée d'Aspe, et Laruns, en vallée d'Ossau. Le ministère de l'environnement a alors pris la *décision de le capturer*. Non point pour l'enfermer ou l'exiler, mais pour lui passer autour du cou un collier émetteur permettant *de localiser ses allées et* venues et de prévenir ses assauts.

L'opération est délicate, car il ne faut pas blesser l'animal. Jean-Jacques Camara, le spécialiste de l'ours dans les Pyrénées, avec l'aide d'une équipe de gardes, a posé une vingtaine de pièges. *Il s'agit de lacets métalliques* qui, arrimés à des troncs d'arbres ou à des rochers, peuvent se déclencher au passage de l'animal. Des brebis et des chèvres servent parfois d'appâts.

L'ours s'est fait prendre fin juillet, à Aydius, *une petite commune* de montagne, en posant la patte avant sur l'un de ces pièges. Alertés par un système automatique, les gardes du secteur se sont précipités et ils ont surveillé le captif de loin en attendant que les spécialistes armés du fusil à cartouche soporifique et du collier émetteur arrivent sur les lieux. Vers 3 heures du matin, dix minutes avant l'arrivée des renforts, l'ours a réussi à *larguer l'amarre... L'animal* court donc toujours, mais l'opération ne s'en poursuit pas moins, affirme-t-on à l'Office national de la chasse.

Un maire rebelle

Les spécialistes de l'ours, qui procèdent à cette tentative de capture, observent des règles *strictes définies par un comité* scientifique. Jean-Jacques Camara lui-même a appris l'art du « piégeage » aux Etats-Unis. *Mais ces responsables doivent* compter depuis quelques jours avec l'initiative du maire de Bielle, M. Jean Baylaucq, conseiller général (PS) de Laruns, qui a fait construire deux grandes cages gigognes pour essayer de capturer la bête. Dans la plus petite, il place une brebis-appât. La grande est réservée à l'ours, qui devrait s'y faire prendre en venant chercher sa proie. Cette concurrence illégale n'est pas du goût de l'administration. M. Baylaucq et ses amis n'ont ni l'homologation officielle ni la compétence scientifique requise pour ce type d'opération, qui relève de la responsabilité exclusive des agents de l'Office national de la chasse.

Si le piège municipal devait se révéler plus efficace que celui de l'Etat, cela ferait encore un beau scandale. Déjà, l'été dernier, le maire de Bielle avait pris un arrêté municipal sommant le préfet des Pyrénées-Atlantiques de capturer l'animal, *« s'il est de l'intérêt de l'Etat de le protéger et de le sauvegarder »*. Faute de quoi, *« l'ours, troublant l'ordre public, serait abattu »*. Et le bouillant maire de Bielle assurait qu'éventuellement il se chargerait lui-même d'appliquer la *peine capitale. Courant dans la* montagne avec son bout de filin à la patte, l'ours évadé ignore qu'il est le prétexte à un nouveau bras de fer entre le pouvoir central et une collectivité locale des Pyrénées.

JEAN-MICHEL GUILLOT

CULTURE

L'Eté festival

La finale du Sud-Ouest

Marciac et Uzeste résument les conceptions des festivals de jazz : divertissante ou carnavalesque, villageoise ou inspirée

Marciac. Uzeste. On jurerait une affiche de rugby en division d'honneur. Avec Assier, Aiguillon et Crest, c'est, après les grandes tournées du Sud-Est, la deuxième vague des festivals de jazz. Les deux communes sont en Sud-Ouest, dans des paysages d'une beauté calme et méconnue. La Gironde du Sauternes et des pins pour Uzeste, le Gers du maïs et de l'Armagnac pour Marciac. Un peu abstraitement, on peut voir dans leurs programmes et leurs styles le condensé de ce qu'expriment les festivals aujourd'hui. Tout festival crée sa communauté et bricole une conception implicite de la musique.

A Marciac comme à Uzeste, il y a évidemment cette passion de la musique et du jeu venue sans doute des fêtes, du rythme et de l'art de sauter qui a fini par aboutir à une attention soutenue prêtée au jazz. Ce n'est pas pour rien que le jeu de pelote le plus captivant soit le Jai Alai (jeu allègre). Un furet court entre l'esprit du Sud-Ouest, pépinière de musiciens. Ce secret, Montaigne, le jeu de paume, l'art de courir, le rugby, la pelote, les exercices taurins, les improvisateurs poétiques, le sauternes, l'armagnac et les bandas doivent bien en rendre de quelque façon raison. Mais on n'ira pas trop loin. La science des origines est toujours difficile.

Les deux festivals ont à peu près l'âge des festivals modernes, une quinzaine d'années. Marciac, patrie de l'excellent Guy Lafitte, donne dans une idée conviviale et très ronde du festival. Comme un banquet de campagne en plein air. C'est un village où il fait bon vivre, qui n'a pas eu trop de mal à drainer, trois lustres durant, les meilleurs musiciens en fin de tournée. Il a des arguments de poids, un ciel à la grâce italienne, et André Daguin, dont les batteries sont à deux pas. On y voit les familles s'exercer à l'*afterbeat* sous chapiteau (il leur faudra vraisemblablement une bonne quinzaine d'années de plus). On y voit des trompettistes jouer au basket avec les petits enfants, des Noirs faire du pédalo, des vibraphonistes manger du cassoulet. On y voit des scènes touchantes autour d'une conception très tempérée du jazz. On y aime certaines idées du gospel et autres negro spirituals. Avec leur cortège de mythes et de clichés, les récitals de gospel et de negro spirituals constituent, à tout coup, une séquence inédite de *la Vie est un long fleuve tranquille*. La messe du jazz (Liz McComb, cette année, dites !) en est le couronnement. Prends ma couronne, je te la donne, on est justement le 15 août.

Idée exceptionnelle, Dizzy Gillespie devait être l'invité d'honneur de Marciac, comme partout où l'originalité est réglée par les tourneurs. Son état de santé l'empêche de se joindre à *To Diz with love* ou *Songs for Dizzy*, mais le cœur y est. Les nuits de Marciac parlent anglais, c'est Montreux plus le confit de canard. Ahmad Jamal remplace Tommy Flanagan. Pour un chapiteau, la nouvelle est plutôt bonne. La tradition se taille toujours la part du lion. Le revivalisme revit. La célébration célèbre. Et le 14 août, *« For Marciac only »*, le très sympathique Pat Metheny prélude avec son bataclan électronique à Roy Haynes, le drummer passé à l'as. Il faut dire que souvent il y met du sien. Cette fois, il se fait escorter, c'est plus prudent, de Dave Holland.

Du Lacan de campagne

Dave Holland aurait sa place à Uzeste si Uzeste avait les moyens de multiplier ce que les sponsors, qui lui en reprochent la rareté, nomment les stars. Du coup, les fameux sponsors boudent Uzeste. Uzeste est un cas. C'est le village natal de Bernard Lubat. Il y vit et prétend, depuis quinze ans, y exercer son art. Il met à contribution toute la population. Il a formé des générations de musiciens. Tous n'ont pas le niveau de Roy Haynes mais tous se seront vraiment amusés.

Donc, Lubat, un des rares Européens à avoir tâté du métier international, est là, moqueur, entreprenant, déficitaire, velléitaire, une idée chasse l'autre, voyou, génial, nommant Michel Portal président d'honneur de son village, et actif aux drums, à l'accordéon, au synthétiseur, partout où il y a de la musique, nuit et jour. Pourquoi ? C'est politique. Mais on ne le dit plus. C'est une action, de l'activisme, du communalisme communicatif. Dans vingt ans, les programmes d'Uzeste seront publiés en reprint pour la beauté des textes, le comique de situation et l'invention surcritique. C'est du Lacan de campagne. On imagine Lubat les rédigeant sous ses pins en s'esclaffant avec Laure Dutilleul, comédienne, Patrick Auzier, artificier fantasmatique et André Manvielle, improvisateur virtuose de rap gascon.

Parce que Uzeste se pratique, du show bal gascon jazz rap gwo-ka musette, au Dual duet unit de Michel Portal et Bernard Lubat. C'est unique. Une sorte d'université du rire et de la création. Evidemment si loin des routines, des tourneurs et des bonnes intentions, on y connaît des plantages qui ne ressemblent qu'à ceux d'Uzeste. Aucune importance. Car la musique vient, elle y vient comme nulle part ailleurs. C'est évidemment de nature à décourager les sponsors et les radios. Parce qu'ici la musique reste affaire de musicien et de liberté. Pardon ? Oui, oui, on a bien entendu. Certaines images d'Uzeste, certaines rencontres, certains sons ont la force de changer en nous des particules d'imaginaire. Au moment où tant de festivals fonctionnent comme récréation, et plutôt comme goûters du quatrième âge, cette activité de re-création est prometteuse. Elle est un bon accélérateur de pensée et une utile dérive de l'imagination.

FRANCIS MARMANDE

► 15e Festival de Marciac (32230) : Thirty Fingers (Montoliu, Jamal, Petrucciani, le 11), Jazz tradition (12), La Nuit des Jim's (13), For Marciac Only (14), Messe du Jazz, Tribute to Benny Carter (15). Exposition : Les Territoires du Jazz. Tél. : 62-09-33-33.

► 13e Festival d'Uzeste Musical (Cultivatures et Civilisatures pour un art de la Diffusion de l'Art) avec Jo Privat, Michel Portal, Marc Perrone, André Bénédetto, vocalchimisme, bruitisme, choralisme communaliste, cantate insofiste utopiste pour 200 voix des voix. Du 21 au 23 août. Tél. : 56-25-38-46.

Un contrat bien rempli

Davantage de risques, de propositions, de spectateurs : Paris Quartier d'été a trouvé son public et conquis sa légitimité

Le dernier-né des grands Festivals, Paris Quartier d'été, s'est achevé le dimanche 9 août dans une réelle euphorie. Tous les spectacles encore à l'affiche ont eu lieu à guichets fermés. En un mois, plus de 100 000 personnes ont assisté à l'une des 150 manifestations à l'affiche de la troisième édition, dont plus de 40 000 pour les spectacles et rendez-vous payants. Musique, théâtre, cinéma, cirque, expositions, dans des salles ou en plein air, Paris Quartier d'été a trouvé son public et gagné sa légitimité.

Il y a trois ans, peu nombreux étaient ceux qui misaient gagnant sur l'idée lancée par Patrice Martinet, ancien directeur de l'Institut français de Milan, et Alain Desnot, responsable de la communication des Festivals d'automne et d'Avignon, d'organiser dans la capitale un rendez-vous estival pluriculturel. Tandis que s'étiolait ici et là le concept même de festival, les deux hommes décidaient d'investir les lieux de la capitale qui voudraient bien leur donner asile. Il ne s'agissait pas pour eux de créer le énième festival ni de copier telle ou telle expérience existante.

« Nous avions pour ambition d'explorer différents sites de la capitale où il n'était pas habituel de donner des spectacles et nous appuyer sur des lieux connus en y présentant des projets artistiques très différents de leur vocation habituelle », explique Patrice Martinet. Dubitatives, lourdes à la manœuvre, la plupart des institutions rechignaient à ouvrir leurs portes qu'elles avaient pour habitude de fermer au plus tard le 15 juillet.

Pour sa troisième édition, Paris Quartier d'été a réussi à traduire son ambition dans les faits. L'Opéra de Paris s'est ouvert pour la première fois à la musique tsigane, qui a envahi le célèbre escalier de Garnier, le foyer et la grande salle pour trois journées et trois nuits. Le Cirque d'hiver a retrouvé les allures du Cirque Napoléon quand Pasdeloup y inventait, au siècle dernier, ses « concerts populaires ». L'Orchestre de Paris, les virtuoses de Moscou, Barbara Hendricks accompagnée par le pianiste Michel Béroff, l'Orchestre français des jeunes et l'Orchestre des jeunes de la NHK ont conquis un public qu'ils n'avaient jamais croisé jusque-là. Le Théâtre national de Chaillot est devenu le terrain d'aventures passionnantes en compagnie des Arts étonnants, mêlant arts plastiques, spectacle et expériences sensorielles...

La Grande Halle et le Parc de La Villette se sont étroitement associés à l'expérience, recevant les treize rockeurs du Cirque Gosh ou la Baraque foraine chauffée à blanc qu'avait imaginée Georges Aperghis : trente minutes de sons, de chants, de tableaux animés. Impossible au retardataire d'obtenir au dernier moment un transat pour assister sur l'immense pelouse aux projections d'un cycle de péplums plébiscité par le public.

Les recettes ont doublé

Même affluence pour découvrir les amours contrariées de *Roméo et Juliette* dans les jardins du Palais Royal livrés – grand bassin, colonnades et balcon du bureau du ministre de la culture compris – aux masques et aux danses du Footsbarn Travelling Theater. Naples était reçue au Centre Georges-Pompidou, le musette au Passage du Nord-Ouest, les musiques, toutes les musiques au Kiosque du Luxembourg et, ici et là, à l'occasion de promenades, de récitals, de spectacles de rue dont les princes furent les trois monstres inspirés de Pesce Crudo avec leur *Negrabox*, s'ouvraient à Paris Quartier d'été music-halls, musées, places et jardins secrets.

Au total, 150 rendez-vous à l'affiche cette année dont un tiers étaient gratuits et la moitié en plein air. Affiche plus risquée, sans trop de « stars », et pourtant plus attractive que les précédentes. Les recettes de la billetterie s'élèvent à 2 millions de francs, soit le double de l'an passé pour une subvention du ministère de la culture de 5,5 millions de francs, identique depuis trois ans. Plusieurs partenaires participent à Paris Quartier d'été, dont l'Etablissement public pour l'aménagement de la Défense à hauteur de 2 millions de francs, la SACEM et la Caisse des dépôts. Le budget global du Festival dépassera vraisemblablement les 10 millions de francs. Patrice Martinet et Alain Desnot concoctent déjà les principaux rendez-vous de l'édition 93. Ils espèrent pouvoir déplacer les dates du Festival le plus loin possible en août, mois où le public est plus désœuvré, et donc plus motivé. En juillet, seraient proposées les manifestations liées aux institutions ; en août, les spectacles plus classiques, mais en plein air. L'équipe, ayant désormais acquis une réelle légitimité auprès des professionnels, espère pouvoir élargir son rôle de diffuseur en pesant un peu plus sur la production des spectacles eux-mêmes, afin de donner à Paris Quartier d'été toute sa cohérence.

L'année prochaine, l'Afrique et ses communautés parisiennes pourraient s'installer à Garnier. Les concerts populaires continueront au Cirque d'hiver et des contacts sont pris avec l'Orchestre de Paris, l'Orchestre français des jeunes, le National, le Philharmonique et l'Orchestre Gustav-Mahler. Le Roumain Andrei Serban et le Théâtre national de Bucarest, qui avaient fait l'événement en 1991, seront peut-être de retour. Et le Festival devrait enfin réaliser l'un de ses premiers rêves : investir le boulevard périphérique pour une nuit de rock, les groupes étant installés sur des camions tandis que le public serait reçu à l'une ou l'autre de huit portes de la capitale...

La capitale : le grand espoir des organisateurs de Paris Quartier d'été. L'association, présidée par Alain Crombecque, ex-directeur du Festival d'Avignon et nouveau patron du Festival d'automne, voudrait s'élargir à la Ville de Paris, qui lui a jusqu'ici opposé une fin de non-recevoir. Attitude cohérente avec sa décision récente de ne plus subventionner le Festival estival, qui était pourtant redevenu, sous la direction de Renaud Machart, l'une des plus belles enseignes de sa politique culturelle. Paris en juillet et en août, ses habitants, ses visiteurs venus du monde entier, méritent bien, comme Londres, New-York, Rome et la plupart des grandes capitales, un rendez-vous de la qualité et de l'exigence de Paris Quartier d'été.

OLIVIER SCHMITT

► Paris Quartier d'été, 43, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 40-28-40-33.

Balthus chez Courbet

Suite de la première page

On voit, dans cette exposition un peintre, un grand peintre, vouer sa vie et son œuvre à la plus épuisante tâche, la capture d'un peu de vérité, vérité du motif, de la lumière, des modèles et des choses.

Peu importe en la circonstance les imperfections de l'accrochage. Il y a trop de panneaux de contreplaqué et de fils électriques dans les caves de la maison Courbet, l'éclairage n'est pas exemplaire, le parcours accidenté, les plafonds assez bas. Mais il serait un peu vain de s'en plaindre quand Jean-Jacques Fernier, l'architecte qui fait énergiquement office de conservateur du musée Courbet, a convaincu musées et collectionneurs de lui prêter soixante-six œuvres, moitié peintures, moitié dessins et aquarelles. Balthus n'avait consenti à aucune manifestation en France depuis celle du Musée national d'art moderne, il y a neuf ans, et la plupart des toiles présentées à Ornans n'ont jusqu'ici jamais été révélées au public, mérites supplémentaires.

Au reste, si les conditions d'exposition ont de quoi surprendre, une bonne idée rachète pour partie ces défauts : des chaises et jusqu'à un sofa très balthusien, bois noir, peluche carmin, ont été disposés devant les œuvres. Leur contemplation en est considérablement facilitée.

Or la contemplation est ici nécessaire. Il faut du temps, de l'immobilité, de la patience quelquefois pour comprendre ces tableaux conçus et exécutés avec autant de lenteur. Si quelques-uns, œuvres de l'entre-deux-guerres, œuvres de jeunesse, se livrent vite et produisent un effet immédiat, surprise et inquiétude mêlées, la plupart d'entre eux, des années 50 et 60, exigent du regard plus d'effort et de constance.

Les premiers avouent leurs sources tout net. Pour les portraits, elles sont italiennes et anciennes, ferraraises et florentines. Grands yeux de verre dans des têtes ovales aux volumes si polis qu'on les croirait de bois, membres de pantins, poses raidies, les femmes qui posent pour le jeune peintre se changent en fétiches énigmatiques. Elles ne parlent pas, elles sourient encore moins. Elles sont là, simplement, au centre d'un vide que ne suffisent pas à rendre moins alarmant une chaise et une table. Derain a peint ainsi vers 1914 et après la guerre.

Leçon de fluidité

Pour les natures mortes, elles sont hollandaises et françaises, entre David de Heem et Manet. Un couteau reste enfoncé à l'oblique dans une brioche, la lumière se reflète en courbes jaunes sur les flancs d'un verre de vin blanc et en taches blanches sur l'argenterie et les pommes, Balthus vainc chaque difficulté et, comme il en triomphe avec élégance, il les multiplie. Morceau de bravoure, beau morceau de peinture à l'habileté trop visible, le *Goûter* de 1942 a plus de séduction que de substance. Si plaisante soit-elle, la volupté de la technique ne suffit pas. C'est la force de Balthus de l'avoir suspecté très tôt et d'avoir renoncé à la virtuosité. La *Victime*, grand nu d'adolescente couchée, Les *Enfants*, qu'acheta Picasso en 1941, et l'admirable *Falaise* de 1938, seul hommage explicite à Courbet, en administrent la preuve : dans ces années-là, l'artiste saute le pas. Au-delà du savoir-faire, loin de la citation, il doit poursuivre l'étude du motif et le pénétrer plus avant. L'« identification » est à ce prix.

Les ruses pour l'approcher doivent varier selon les sujets, et donc les styles varient, les procédés, les tonalités et les compositions. S'il n'y avait qu'une leçon à conserver, ce serait celle-ci, leçon de fluidité et d'adaptation qui interdit la répétition et proscrit le spectaculaire gratuit. Ainsi des natures-mortes, où la tentation d'élégance était la plus forte. Résolument, non sans violence même, Balthus rompt avec ses références hollandaises. Afin de bannir les stéréotypes et les solutions de facilité, il s'impose un dessin appuyé et minutieux digne du Douanier Rousseau. Plus d'ellipses, plus de touches fouettées ou crémeuses ; des lignes dures, des chromatismes qui tournent à l'aigre, des constructions réduites à l'essentiel, le motif observé de très près, sans recul, sans savoir préalable, un motif aussi ordinaire que possible, des pommes dans une assiette par exemple. Des pommes dans une assiette, après Cézanne ? Défi extravagant, rivalité terrible. Balthus les supporte cependant. Sa *Nature morte aux fruits* de 1962, d'un style très peu cézannien, atteint à une densité bien proche de l'existence. On ne cesse du reste de songer à Cézanne dans les salles consacrées aux années 50 et 60. La *Cour de ferme à Chassy* et le *Champ triangulaire* ont la géométrie ordonnée en parallèles et obliques convergentes des paysages de Gardanne et du « Jas de Bouffan ». Mais ce sont des vues du Morvan, sans guère de soleil, plongées dans une clarté vert-gris de pluie et d'automne. Telle esquisse, campagne par-dessus un toit, évoque les dernières *Sainte-Victoire*, touches à peine appuyées, huile employée à la manière de l'aquarelle.



Lithographie de Balthus (illustration pour le poème « Langue » de Pierre Jean Jouve, 1952).

L'inachèvement, l'apparence d'inachèvement plutôt, dont Cézanne a appris les ressources dans ses dernières toiles, se retrouve dans le *Grand paysage* de 1960 et dans celui de Montecalvello. Les arbres poussent et tordent leurs branches dépouillées tantôt sur fond de champs et de ciel gris, tantôt, crayonnées, sur le brun d'un papier laissé nu. Ainsi la même œuvre les figure-t-elle alternativement par l'illusion de leur texture et de leur couleur et par la notation épurée de leurs lignes de force, les deux manières se complétant et se prolongeant. Admirable travail d'analyse picturale, conjonction des deux disciplines réunies afin d'atteindre enfin à la *« vérité en peinture »*, obsession cézannienne s'il en fut.

Déjouer la dextérité

Pour chaque genre, nus, portraits, scènes de genre, la même étude vaudrait d'être menée. Il se vérifierait que, chaque fois, et chaque fois grâce à des contradictions différentes, Balthus déjoue sa dextérité première pour se livrer à l'observation forcenée de son sujet. Plus d'archaïsme gothique pour représenter les visages, plus de maniérisme pour représenter les corps. Le dessin des nus se raidit, assez proche quelquefois de celui que pratique alors Giacometti, l'ami essentiel des années de recherche. Anguleux, cassé, hérissé, il suggère des plans que séparent des arêtes obliques, il contraint à distinguer des axes et une architecture où ne se voyaient jusqu'alors que des volumes arrondis et serpentins.

Nulle géométrie, à l'inverse, dans la pratique du portrait, qu'il soit peint ou, le plus souvent, dessiné. Sur le vide du papier, des touches de crayon, légères stries, lignes comme à demi effacées, indiquent le visage et la lumière qui l'environne. Michelina et Katia, les modèles adolescents du séjour romain, après Frédérique et Alice, après Laurence Bataille qui les avaient précédées dans les maisons et les ateliers de Balthus, semblent sorties à l'instant du blanc, c'est-à-dire du néant. Elles apparaissent brièvement, avant que l'apparence ne se brouille, que le regard ne change, avant, pourrait-on croire, qu'elles ne s'aperçoivent enfin qu'elles posent. Artifice évidemment : elles posent et le savent. Mais celui qui les dessine parvient, à force d'acuité, à dissiper le faux-semblant, à oublier l'expression figée et convenue et à apercevoir, sous le masque qu'elle lui oppose, l'insaisissable jeune fille.

Le portrait est admirable alors, admirable de naturel et de clarté. Il est vrai et juste, comme un portrait de Cézanne ou de Courbet. A cet instant, indubitablement, Balthus est des leurs.

PHILIPPE DAGEN

► Musée Courbet, place Robert-Fernier, 25290 Ornans ; tél. : 81-62-23-30. Jusqu'au 6 septembre.

□ **Décès de la chansonnière Suzanne Gabriello.** – Suzanne Gabriello est morte à Paris dans la nuit du 8 au 9 août. Elle était âgée de soixante ans. Née le 24 janvier 1932 d'un père chansonnier, elle avait monté un trio de chanteuses Les filles à papa, dans les années 50, avec Perette Souplex et Françoise Dorin, avant de devenir présentatrice à l'Olympia et comédienne de boulevard. En 1968 elle avait fait un tour de chant à Bobino. Son humour lui valut d'être huée par François Mauriac et Armand Salacrou, quand, sur la scène de l'Olympia, elle avait brocardé, sur un air de Jean Ferrat, la campagne électorale du général de Gaulle en 1965.

□ **Décès du comédien John Anderson.** – L'acteur américain John Anderson est mort le 7 août à Los Angeles. Il était âgé de soixante-neuf ans. Diplômé en art dramatique, on l'avait vu en marchand de voitures dans *Psychose*, d'Alfred Hitchcock ; il avait également joué dans *Coups de feu dans la Sierra* de Sam Peckinpah (1962) et *Cinq Cartes à abattre* d'Henry Hathaway (1968). Mais John Anderson était surtout connu, aux Etats-Unis, pour ses innombrables petits rôles à la télévision.

ÉCONOMIE

BILLET

M. Teulade et l'Europe sociale

A force d'être mis en avant, de façon aussi rituelle qu'abstraite, le thème de l'Europe sociale pourrait bien se retourner contre les partisans du «oui» au référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht. M. René Teulade, *ministre* des affaires sociales, a senti le danger. Dans un entretien publié le 9 août par le *Journal du Dimanche, il se livre à* une véritable mise au point sur le bon usage de l'Europe sociale. Conscient que, dans le débat européen, les arguments *négatifs risquent* d'être les plus efficaces – et qu'en conséquence, il vaut sans doute *mieux rassurer l'opinion en* mettant en exergue ce que l'Europe ne saurait être –, le ministre souligne qu'il *«n'est évidemment pas question de porter atteinte au système de protection sociale français»*. *«Dans ce domaine*, insiste-til, *les décisions sont prises à l'unanimité des Douze. Cela veut dire que si, le cas échéant, une mesure ne nous convenait pas, nous la refuserions.»*

S'il taxe de *«mauvaise foi»* ceux *«qui disent que l'Europe de Maastricht mettra en danger les acquis de la protection sociale en France»*, M. Teulade prévient néanmoins, mais à mots couverts, les Français. Ils ne doivent pas trop attendre de la dimension sociale de la construction communautaire. Il s'agit plutôt de *«la faire vivre, en prêchant la vertu de l'exemple»*, sachant que *«les pays à culture sociale élevée, comme les pays scandinaves ou l'Autriche, susceptibles de rejoindre bientôt la Communauté, joueront aussi un rôle d'entraînement»*.

Sans pouvoir s'exprimer aussi directement, le gouvernement cherche donc à faire comprendre *aux Français que, s'ils n'ont pas* grand-chose à espérer dans l'immédiat de l'Europe sociale, au moins n'ont-ils rien à redouter d'un dispositif qui s'adresse en premier lieu à l'Europe du Sud, puisque la règle du jeu consiste à *«s'aligner toujours sur le pays le plus avancé»*.

Cette approche prudente modérera sans doute l'optimisme de ceux qui voient dans l'invocation de l'Europe sociale un moyen simple et commode de valoriser le traité de Maastricht. L'expérience récente devrait pourtant les faire réfléchir car, d'après les analyses du scrutin de juin dernier au Danemark, il apparaît que la victoire du «non» a *largement* repos sur le vote des femmes et des retraités. Deux catégories d'électeurs qui *craignaient* que le généreux système danois de protection sociale ne soit menacé.

JEAN-MICHEL NORMAND

Avec une chute de 37 % en huit mois

La Bourse de Tokyo est descendue à son plus bas niveau depuis six ans

Rien ne semble pouvoir arrêter la descente aux enfers de la Bourse de Tokyo. Les uns après les autres, les seuils de résistance sont enfoncés. Lundi 10 août, c'était au tour de la barre des 15 000 points de l'indice Nikkei d'être franchie à la baisse en cours de séance. *Un sursaut en fin* de journée permettait au Kabuto cho de repasser juste au-dessus *(15 066 points)* avant la clôture *(lire page 16)*. Mais il s'agit tout de même du niveau le plus bas depuis le mois de mars 1986. En tout, la chute atteint maintenant près de 37 % depuis le début de l'année et plus de 60 % depuis décembre 1989.

Aux yeux des analystes, le système financier japonais est maintenant réellement menacé. Selon l'agence de notation britannique IBCA, en dessous de 15 000 points du Nikkei, onze des quinze plus grandes banques japonaises ne répondent plus aux normes internationales de fonds propres (ratio Cooke).

L'effondrement en parallèle des cours de Bourse et des prix de l'immobilier (de 30 % à 50 % en deux ans) a réduit la valeur des avoirs des banques et multiplie les défaillances d'emprunteurs. Ainsi, plus de cent institutions financières japonaises ont annoncé, vendredi 7 août, une opération de sauvetage de trois établissements de crédit affiliés à la Nippon Credit Bank.

Le système japonais, montré en exemple pendant des années, cumule aujourd'hui les effets pervers. Les banques prises à la gorge ne prêtent plus et amplifient le ralentissement de l'économie japonaise. Le ministre japonais des finances, M. Tsutomu *Hata*, a eu beau demander, *mardi* 4 août, aux banques d'accorder davantage de prêts aux entreprises de l'archipel, il a peu de chances d'être entendu.

Les résultats des entreprises japonaises *pour l'exercice 1992-1993*, clos le 31 mars, risquent d'être particulièrement médiocres. Pour l'institut de recherche de Daiwa securities, il faut s'attendre à une chute de 13 % des bénéfices courants. Ce qui précipite la baisse des cours de Bourse et fragilise encore un peu plus le système financier.

La seule issue passe par une reprise de la croissance et un redressement de la rentabilité des entreprises. Les mesures de relance annoncées pour la fin du mois par le gouvernement japonais sont pourtant attendues avec scepticisme.

E. L.

La restructuration du groupe d'achat d'espaces publicitaires

M. Gilbert Gross augmente son poids dans le holding britannique AEGIS

Le premier groupe d'achat d'espaces publicitaires européen, le britannique *Aegis Group, soumettra* à ses actionnaires, le 14 septembre, un plan de restructuration financière. Il comprend notamment une augmentation de capital de 19,75 millions de livres (188,8 millions de francs), souscrite par l'un des actionnaires, la banque Warburg Pinkus and Co., et une nouvelle ligne de crédit d'un milliard de francs consentie par la banque Samuel Montagu.

Les actionnaires devront aussi entériner les modalités du paiement de la dette d'Aegis – 490 millions de francs – envers M. Gilbert Gross, pour l'achat de Carat, principal groupe français d'achat d'espaces, décidé par Aegis dès 1988. *Le paiement, fait au comptant et* en actions, permettra à M. Gilbert Gross et à sa société, la SFEC II, d'augmenter leur participation dans Aegis de 25 % à 42,4 %, et de rester, de loin, le principal actionnaire du groupe.

La restructuration devrait permettre à Aegis de faire front à la *récession du marché publicitaire*, qui l'a déjà contraint à des suppressions d'emplois et à une réduc*tion de ses frais généraux. Le déve*loppement européen mené par Carat depuis 1988, qui l'a conduit *à s'implanter dans dix-huit pays* – dont l'Italie, la Grèce, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Russie *récemment*, – a certes permis à Aegis d'accroître son chiffre d'affaires (plus de 25 milliards de francs en 1991) de 42 % pendant le premier semestre 1992. Mais il a enregistré pour la première fois, pendant cette période, une perte nette de 12,3 millions de livres et son bénéfice imposable (de 13,5 millions de livres) a chuté de 50 %. Témoignage du «tangage» qui affecte le groupe, M. Peter Scott, PDG d'Aegis, doit démissionner mi-septembre. Il sera remplacé par le vice-président actuel, M. Frank Law.

Désormais numéro deux aux Etats-Unis

Siemens acquiert les activités «éclairage» nord-américaines de GTE

Osram, la filiale de Siemens spé*cialisée dans les activités d'éclairage*, va acquérir les activités nord-américaines de Sylvania, filiale du groupe de télécommunications américain GTE. Cette accord va permettre à Osram d'augmenter son chiffre d'affaires de quelque 70 %, pour atteindre *environ 5 milliards* de deutschemarks (de l'ordre de 17 milliards de francs). Il est ainsi propulsé en deuxième *position* sur *le marché de* l'éclairage nord-américain derrière General Electric. Osram était déjà numéro deux en Europe (derrière Philips).

Parallèlement, les activités éclairage de GTE dans le reste du monde (Europe, Extrême-Orient, Amérique latine et Australie) sont vendues à un *consortium d'investisseurs* internationaux conseillé par Citicorp Venture Capital.. En France, trois *filiales de GTE sont ainsi cédées* : les lampes Claude, les luminiares Le Dauphin, et la société de composants de précisions Precision Materials. Les deux opérations vont rapporter 1,1 milliard de dollars (plus de 5 *milliards* de francs) à GTE. Celui-ci avait annoncé depuis septembre dernier qu'il souhaitait se désengager de l'éclairage, pour se recentrer sur les télécommunications, suite en particulier à son achat, en mars 1991, de la société Contel, pour 6 milliards de dollars.

EN BREF

□ **Dockers : grève de 24 heures lundi 10 août.** – La Fédération CGT des *ports et* docks a appelé tous les dockers à *«observer un arrêt de travail de 24 heures»* lundi 10 août pour *«s'opposer aux objectifs archaïques et antisociaux»* du patronat. Elle souligne les *«situations de blocage délibéré d'origine patronale»* dans plusieurs ports où des négociations sont en cours sur les modalités de mise en œuvre de la réforme du statut des dockers. Selon le syndicat, *«le secrétariat d'Etat à la mer ne fait preuve d'aucune autorité sur le patronat et adopte une position laxiste et complaisante à son égard»*. Enfin, il *«exige l'évacuation immédiate des forces de police du port de Dunkerque»* (*le Monde* du 7 août).

□ **Vallourec autorisé à racheter la division automobile de Tubeurop.** – Vallourec va acquérir la branche automobile de Tubeurop, une filiale d'Usinor-Sacilor. Usinor-Sacilor, qui est aussi l'actionnaire principal de Vallourec (avec une participation de *près de 30 %), a reçu l'autorisation* du gouvernement pour cette opération. La branche automobile de Tubeurop est constituée de Ficam, Lita Tubi et Valexy Automobile Haumont. Elle réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs et emploie près de neuf cents personnes dans cinq usines, à Haumont (Nord), Saint-Florentin et Tonnerre (Yonne), *Chevillon (Haute-Marne)* et Turin (Italie).

□ **Le «groupe des dix» présentera ses candidats aux prochaines élections prud'homales.** – Les syndicats du «groupe des dix», qui réunit notamment la Fédération autonome des transports (FAT), le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), présenteront des candidats aux élections prud'homales du 9 décembre.

La Chine ouvre ses transports aériens aux investisseurs étrangers

La Chine vient d'autoriser les investisseurs étrangers à prendre des participations dans ses services de *transports aériens*, y compris dans la construction et la gestion de ses aéroports, a indiqué samedi 8 août le quotidien *China Daily*. M. Jiang Zhuping, directeur général de l'administration de l'aviation civile chinoise (CAAC), a déclaré que les compagnies aériennes publiques allaient être transformées en sociétés anonymes, dont les actions pourraient être acquises par les compagnies aériennes locales et les investisseurs étrangers. D'autre part, un nouveau marché des changes, à vocation nationale, a été inauguré samedi 8 août à Pékin. – *(AFP.)*

De «Vanity Fair» au magazine élitiste «New Yorker»

Le transfert affectif de Tina Brown

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour le *Washington Post*, il s'agit là de *«l'événement le plus important intervenu depuis des années dans l'industrie du magazine»* aux Etats-Unis. Pour d'autres commentateurs, plus prosaïques, c'est simplement un nouvel *«acte de vandalisme culturel»* commis au nom de la seule loi du profit. Depuis que Tina Brown, la rédactrice en chef de *Vanity Fair*, un mensuel réputé pour ses audaces journalistiques, a été parachutée en début d'été (*le Monde* du 2 juillet) à la tête du *New Yorker*, le plus intellectuel des hebdomadaires américains – les deux *revues appartiennent au même* groupe, Condé Nast – le monde de la communication continue à *s'interroger sur la réussite* possible de cette greffe alliant le choc des mots et le poids des images *sur un corps rebelle, qui* perpétue plutôt la religion d'un verbe austère et cultive un cordial *mépris pour toute forme de marketing* moderne.

Pourtant, la plupart des professionnels ne peuvent s'empêcher d'éprouver un *a priori* favorable pour cette jeune femme blonde de trente-huit 38 ans, de nationalité britannique, repérée puis embauchée outre-Manche par *S. I. Newhouse*, patron de Condé Nast, qui a décidé d'en faire son pompier *volant. Fille d'un producteur de* films (d'où les rumeurs qui lui prêtent régulièrement des velléi*tés hollywoodiennes)* et diplômée d'Oxford, Tina Brown a fait des débuts journalistiques remarqués au *New Statesman* et à *Punch*, deux magazines réputés pour leur impertinence, avant *d'être celle qui, en moins de* deux ans, a permis de quadrupler la diffusion du mensuel britanni*que Tatler, qui avait eu la bonne* idée de la nommer à sa rédaction en chef.

Impressionnés par la double performance rédactionnelle et financière du magazine, les dirigeants de Condé Nast décidaient de racheter *Tatler* en 1981. Et Tina Brown par la même occasion. Pour la charger, trois ans plus tard, de faire de *Vanity Fair*, un magazine créé en 1914, le fleuron du groupe. Fin 1991, la rédactrice en chef de ce qui constitue à l'heure actuelle l'une des plus belles réussites de la presse américaine pouvait annoncer : «Mission accomplie!» En moins de huit ans, la diffusion du mensuel a été portée de 265 000 à 1 million d'exemplaires, et *Vanity Fair*, où les plumes les plus réputées se battent dorénavant – à prix d'or –, *a démontré qu'il était possible* de conjuguer paillettes et rigueur, de réconcilier l'image et le verbe.

Un magazine atypique

Séduits par la «méthode Tina», S. I. Newhouse et son frère Donald ont *décidé* de la rééditer, certes avec des nuances, au *New Yorker*, racheté en 1985 pour 168 millions de dollars face à une rédaction qui, déjà, s'était cabrée. Délaissant, *les larmes aux yeux à l'occasion* d'un pot d'adieu, son équipe de *Vanity Fair*, son salaire annuel de *300 000 dollars (1,5 million de* francs), sa voiture avec chauffeur, ses 25 000 dollars annuels *d'indemnités vestimentaires et* ses somptueuses notes de frais – pour une situation au moins *aussi enviable mais* sur laquelle la direction de Condé Nast a refusé de s'étendre –, Tina Brown a *relevé* le pari et commencé l'introspection de ce *«mensuel qui paraît quatre fois par mois»* et qui supporte si mal les changements.

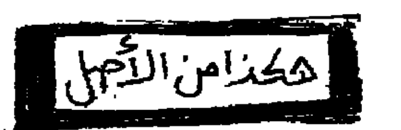
Depuis sa création en 1925, le *New Yorker* (à ne pas confondre avec *New York Magazine*, un autre hebdomadaire plus *«city-magazine»)* n'a connu que quatre rédacteurs en chef, y compris William Shawn, qui a régné *trente-cinq ans et imprimé sa* marque sur ce périodique complètement atypique dans la *presse américaine*.

Jamais de photo en «une», remplacée par un dessin désuet, des articles à l'écriture certes léchée mais interminables et parfois terriblement barbants, une mise en pages qui semble dater de Gutenberg, parsemée de croquis dénués de toute audace et, en guise de provocation face au déchaînement de l'info-spectacle, des... poèmes. Grâce à ces «handicaps», le magazine du bon goût et de l'écriture parfaite, où la seule innovation de ces dernières années a *été* l'introduction de commentaires un peu plus courts par Robert Gottlieb, le rédacteur en chef nommé en fait par S. I. Newhouse pour – déjà – moderniser l'hebdomadaire (et qui s'est surtout empressé de ne rien changer), le *New Yorker* a su attirer les signatures de Truman Capote, de J. D. Salinger, de Lilian Ross, notamment, et celle de John Updike, qui, depuis quarante ans, apporte régulièrement sa contribution à cette dernière manifestation de l'art littéraire.

Depuis son rachat par Condé *Nast, ce magazine a vu sa diffu*sion progresser de 500 000 exemplaires en 1985 à 650 000 six *ans* plus tard. Mais, la récession aidant, les derniers chiffres sont moins bons. Au cours des six *premiers* mois de 1992, la diffusion a baissé de 3 % tandis que celle de *Vanity Fair* augmentait encore de 25 %. En quelques années, le nombre de ses pages de publicité a diminué de moitié tandis que son lectorat vieillissait. Certains estiment que le *New Yorker* perd à présent une dizaine de millions de dollars par an. Invitée à redresser la barre, Tina Brown devra travailler dans la demi-teinte. Il lui faudra grignoter de nouveaux et jeunes lecteurs pour faire plaisir à Madison Avenue, la Mecque de la publicité, sans perdre pour autant le cœur de son lectorat, traditionnellement rétif à toute évolution rédactionnelle.

Prudente, l'ex-patronne de *Vanity Fair* a commencé par rappeler combien elle chérissait les auteurs et l'écrit, excluant *toute* idée de transformer cette institution littéraire «en une *revue d'images»* ou de la réduire à un mensuel. Pour le reste, sa stratégie visant à *conduire le* New Yorker *sur la voie des années 90»* est encore bien floue. Surtout depuis que Tina s'est fixée un seul interdit : ne pas faire du magazine de l'esthétique littéraire un simple clone de *Vanity Fair*.

SERGE MARTI



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le Maroc à portée d'Europe

Après dix années de politique d'« ajustement structurel », l'économie chérifienne se porte mieux
Le secteur public connaît une forte croissance
mais le pays reste confronté à un important problème de formation des jeunes

RABAT

de notre envoyé spécial

Fin juin, à Rabat, les lycéens sillonnaient par grappes les espaces verts, un livre ou un cahier à la main, rabâchant formules et leçons sans se soucier de l'été en fleurs. On en retrouvait quelques-uns, le soir, sous le halo des lampadaires, tournant les pages à la fraîcheur dans l'espoir de mémoriser les sésames du « bachot ». Quelques semaines plus tard, le président de la Banque mondiale, M. Lewis Preston, venait sur place saluer *« les énormes progrès économiques réalisés par le Maroc au cours de la dernière décennie grâce à un programme de stabilisation et de réformes structurelles »* entamé en 1983. Dix ans d'efforts et de sacrifices pour revenir aux grands équilibres, sauver le pays d'une crise financière majeure et l'orienter sur une voie résolument libérale. Voilà ce dont le patron de l'organisme onusien se réjouissait en désignant le Maroc comme un bon élève.

« Mais le chômage des jeunes diplômés est apparu pendant ces années de l'ajustement », tempère l'économiste Habib Malki, responsable du CNJA (Conseil national de la jeunesse et de l'avenir), un organisme créé à l'initiative du roi pour affronter ce problème aigu de la société marocaine : l'inadéquation grandissante entre la formation dispensée et les emplois créés par une économie en phase de privatisation. Trop de lettrés, de philosophes, pas assez de techniciens, d'ingénieurs, d'agents de maîtrise. *« Plus de 60 % de la population du pays a moins de trente ans. Leurs problèmes sont ceux de tout le Maroc »*, estime M. Habib Malki, membre de l'opposition mais prêt à travailler avec le souverain pour relever le défi de l'emploi dans une stratégie baptisée *« réalisme prospectif »*.

Car, pour tous ces jeunes bachotant consciencieusement, l'avenir est, pour la plupart, une impasse et la parole de la Banque mondiale n'est pas d'évangile. Sur cent mille jeunes qui cherchaient du travail début 1991, quinze mille ne souhaitaient entrer ni dans la fonction publique, ni dans le secteur public en place, préférant créer eux-mêmes leur entreprise.

En lançant un programme de *« 21 mesures pour l'emploi des jeunes »*, le CNJA a intégré cette volonté nouvelle ouvrant des crédits aux jeunes promoteurs, lançant une assistance à la création d'entreprises. Pour des offres déjà identifiées – mais non satisfaites – des bacheliers reçoivent une formation dite de la deuxième chance visant à les insérer enfin dans la nouvelle physionomie de l'économie marocaine.

Un mendiant devenu commerçant

Depuis trente ans, la monarchie se réclamait du libéralisme sans le mettre en œuvre et on assistait au contraire au grossissement spectaculaire du secteur public dans les sucreries, la cimenterie, les banques, l'hôtellerie ou le tourisme, autant de secteurs en passe d'être privatisés malgré les lenteurs que déplore le « patron des patrons », M. Bennani-Smirès. *« Un Etat qui vend du sommeil et du soleil, c'est aberrant »*, remarque le professeur Malki.

Cette croissance s'était accompagnée d'une gestion peu rigoureuse rendue possible par les cours, un moment élevés, des phosphates, par les taux exagérément hauts de protection (jusqu'à 400 % de droits de douane), par le recours abusif aux marchés des capitaux au détriment du secteur privé qui manquait de moyens, d'hommes et de volonté. Il n'y avait d'avenir que dans l'Etat, croyait-on, à commencer par les diplômés. En cessation de paiement fin 1982 (les réserves de changes n'atteignaient plus que 50 millions de dollars), le Maroc adopta, l'année suivante, le fameux programme d'ajustement structurel (PAS) dont il tire aujourd'hui les fruits : un retour à la croissance (de l'ordre de 5 % l'an), le retour à l'équilibre budgétaire (moins de 1 % de déficit par rapport au produit intérieur brut, le PIB), l'afflux de capitaux étrangers (400 millions de dollars cette année contre 100 millions de dollars en 1986), une dette certes encore élevée (21 milliards de dollars) mais qui, après six rééchelonnements au Club de Paris, ne devrait plus être renégociée.

Le Maroc prépare son retour sur le marché international des capitaux, libéralise son système financier et son commerce, annonce une prochaine convertibilité du dirham. Seuls points préoccupants, l'inflation remontée l'an passé à 8,2 % (contre 6,1 % en 1990) et surtout le chômage urbain, qui culmine à 20,3 % dans un pays qui compte quelque six millions de pauvres, soit le quart de la population.

Rares sont les pays revendiquant les programmes de la Banque mondiale comme des instruments libérateurs. Le Maroc est de ceux-là. *« Le PAS a fermé la parenthèse du pacte colonial*, assure le ministre du commerce extérieur, M. Abou Ayoub. *Nous sommes un mendiant devenu commerçant. Nous n'avions aucun moyen pour négocier si nos fins de mois dépendaient de l'extérieur. Aujourd'hui, plus d'un millier d'industriels marocains exportent. Nous ne sommes pas un dragon artificiel. Nos comptoirs étaient autrefois à Gênes et jusqu'à Kano, au Nigeria. Nous n'avons pas perdu ce fonds de bazar, cet artisanat manuel très sophistiqué. »*

Après dix ans d'efforts, le Maroc sera le premier pays en développement à sortir de l'ajustement. *« Le secteur privé tenait, au départ, un discours violent contre nous*, se souvient M. Abou Ayoub. *Maintenant il demande l'ouverture. Nous n'avons pas utilisé le remède de cheval à l'algérienne mais la dose homéopathique. C'est pourquoi il nous a fallu dix ans. »* L'économie marocaine a-t-elle accompli sa métamorphose? *« Tout ce qu'on fait reste fragile »*, confie M. Bennani-Smirès qui regrette le peu d'appui des banques pour soutenir l'appareil productif moderne, la léthargie du marché boursier et les lois sociales *« qui donnent au salarié une protection maximale »*. S'il se félicite de la loi de démarocanisation, qui permet à des étrangers de contrôler à cent pour cent des affaires dans le pays, il regrette le coût exagéré des terrains industriels (objet de spéculation) et de l'énergie ainsi que le niveau de taxation jugé dissuasif des bénéfices d'entreprise.

Il n'en reste pas moins qu'au cours des dernières années le Maroc est monté en puissance dans le textile, l'agro-industrie, la pêcherie, la mécanique et l'électronique avec l'implantation réussie de firmes comme Peugeot et Thomson. Cette ouverture aux opérateurs extérieurs doublée d'une politique de privatisations est-elle conforme aux intérêts du pays? *« Oui*, répond M. Habib Malki, *à condition de respecter la philosophie marocaine : ne pas licencier, développer par ce biais la régionalisation, ne pas accroître la concentration des richesses. »* Et de défendre la sous-traitance si elle est le point de départ d'une industrialisation en profondeur. Où l'on retrouve les questions de formation... mais aussi de transfert de technologie et d'apports en fonds étrangers. Des besoins qui se concrétisent en un mot : l'Europe.

Après le « non » danois à Maastricht, ils étaient nombreux à Rabat les responsables marocains prêts à ajouter le nom de leur pays au traité *« s'ils en voulaient un douzième »*. D'aucuns rappelaient la formule du roi lors de sa demande officielle d'adhésion à la CEE en 1987 : *« Le Maroc*, disait-il, *est un arbre dont les racines plongent dans le sol africain mais dont la ramure bruit au vent de l'Europe. »*

Des exploitations de 5 hectares

Le ministre du commerce extérieur, M. Abou Ayoud, est plus précis : *« Notre avenir dépend de notre capacité à fondre notre environnement économique dans l'environnement communautaire. M. Bennani-Smirès étudiant pour sa part l'ancrage du Maroc dans un monde rationnel. »*

Situé à 14 kilomètres de Gibraltar, ce pays se vit comme européen, 60 % de ses importations (hors énergie) provenant de la CEE, 65 % de ses exportations y partant. Quant à ses deux premières sources de devises, le tourisme et les transferts de revenus des travailleurs émigrés, elles viennent pour les trois quarts du Vieux Continent pour un montant respectif de 2 milliards et 6 milliards de francs en 1990. Si on ajoute les grands projets de gazoduc entre l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, de liaison fixe à travers le détroit de Gibraltar et la construction d'une connexion électrique du Nord marocain à l'Espagne, l'arrimage à l'Europe est une donnée physique.

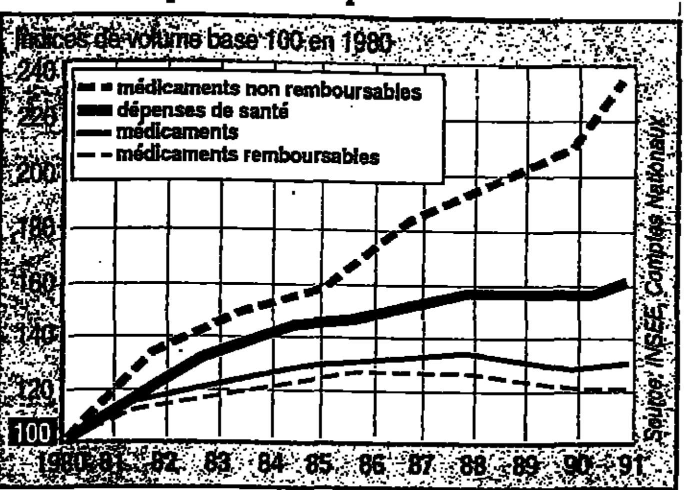
Outre l'épineuse question des droits de l'homme, l'obstacle majeur à l'intégration tient à l'agriculture. Vu de Rabat, il s'agit d'un secteur encore archaïque (la taille des exploitations n'excède pas 5 hectares) qui occupe encore 40 % des actifs malgré un fort exode rural touchant près de trois cent mille personnes par an. Mais, de l'autre côté de la Méditerranée, les Douze redoutent l'essor spectaculaire de l'horticulture sous des serres de fortune qui, dans la région d'Agadir, viennent concurrencer les productions communautaires. *« Nous devons rembourser notre dette en devises. On ne va pas vendre Ariane! »*, s'exclame le ministre de l'agriculture, M. Othman Demnati, heureux de voir des producteurs bretons de tomates s'installer en partenariat au Maroc avec des firmes du cru. *« Le climat nous avantage. Nous avons l'eau, la luminosité. Nous avons vocation à devenir le jardin maraîcher de l'Europe, mais nous demeurons importateurs structurels de céréales, d'oléagineux et de sucre. Dans un système de libre-échange, nous continuerons à acheter aux Douze. »*

C'est dans ce même esprit de partenariat que le Maroc entend jouer sa carte industrielle sans fraude ni contrefaçon (les tribunaux les condamnent), mais au grand jour avec l'aiguillon de l'émulation européenne. *« Il faut achever le programme de libéralisation, démanteler les protections qui restent pour gagner encore en productivité »*, affirme le ministre des finances, M. Mohamed Berrada. *« Nous devons penser à un devenir social »*, répète de son côté M. Habib Malki, songeant aux jeunes diplômés, désœuvrés, ferment d'une explosion future. *« Le roi ne fait rien sans la contrainte, ni sous la contrainte »*, entend-on à Rabat. C'est dire combien les nouveaux acteurs de l'économie libérale doivent se prendre en main avec, pour horizon, les colonnes d'Hercule.

ÉRIC FOTTORINO

SANTÉ

La stagnation du prix des médicaments remboursables risque de handicaper la recherche



Le prix des médicaments a relativement peu augmenté au cours de ces dernières années, sauf pour les médicaments non remboursables. Les pouvoirs publics, engagés dans une politique de maîtrise des dépenses de santé, ont en effet contenu la progression des spécialités remboursées par la Sécurité sociale. Sans remettre en cause la nécessité de ces mesures du contrôle, le ministère de l'industrie – qui vient de consacrer à l'industrie pharmaceutique une étude récente (1) – s'inquiète des possibles effets pervers sur l'effort de recherche des laboratoires français. Pour bénéficier d'un marché important, une spécialité pharmaceutique doit être remboursable. Or, note l'étude, un produit innovant ne peut, dans le système actuel, bénéficier d'un avantage significatif en terme de prix. Les règles de progression de prix doivent évoluer, estime le ministère de l'industrie, pour favoriser, au travers des médicaments les plus performants, les entreprises qui font le plus de recherche.

(1) « 4 pages » du SESSI (Service des statistiques du ministère de l'industrie et du commerce extérieur), juin 1992.

Le Monde

L'ÉCONOMIE

L'internationalisation forcée des banques allemandes

Redéploiement, rapprochements, rationalisation : les établissements de crédit d'outre-Rhin préparent activement l'Europe du grand marché

FRANCFORT
correspondance

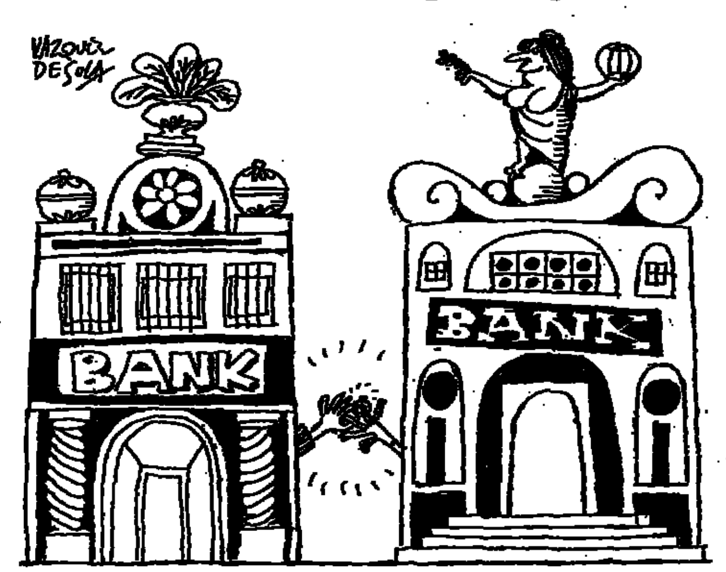
COMME tous leurs confrères européens, les banquiers allemands *se préparent* à l'échéance du marché unique. Dans un pays où il y a pratiquement un guichet à chaque coin de rue, l'ouverture des frontières ne devrait faire qu'accélérer les fusions et les restructurations. En même temps, les nouvelles possibilités offertes par un marché de 360 millions d'Européens, sans compter les pays de l'Est – l'hinterland traditionnel, – poussent les établissements de crédit d'outre-Rhin à sortir du doux cocon qu'ils s'étaient tissé jusque-là, et que même l'épreuve de la réunification n'avait pas réussi à défaire, afin de nouer des alliances stratégiques.

Malgré quelques archaïsmes, la puissance et la cohérence du système bancaire allemand, qui s'appuie sur trois secteurs – les banques commerciales, les caisses d'épargne et les banques coopératives – ne sont plus à démontrer. Forts de 480 000 employés, alimentés en amont par un gisement d'épargne considérable, ces établissements de crédit, qu'ils soient privés, publics ou de conception mutualiste, servent à financer en aval un appareil *industriel qui est le premier* d'Europe. La «banque universelle», à la fois dépositaire, prêteuse, prestataire de services et actionnaire, est le système dominant outre-Rhin, puisque 80 % de l'intermédiation bancaire est de son ressort. Les 20 % restants sont pris en charge par des établissements spécialisés, comme la poste, les banques hypothécaires publiques et privées ou les caisses d'épargne-logement, qui dépendent souvent des autres instituts.

Malgré la très bonne notation financière des trois grandes banques commerciales, le système bancaire allemand reste, dans son ensemble, peu rentable en raison de la prolifération des guichets ou d'effectifs souvent en surnombre, particulièrement dans le secteur coopératif ou celui des caisses d'épargne. Il est donc logique que ce soit ces établissements qui aient connu le plus grand nombre de fusions ces dernières années. Malgré une part de marché relativement faible (9,9 % du total), les trois grandes banques commerciales n'ont, en revanche, rien à envier à leurs concurrentes françaises sur le plan de la rentabilité.

Jusqu'à présent, seule la Deutsche Bank, la première banque commerciale du pays, a choisi une stratégie européenne globale et autonome. Selon le porte-parole du directoire, Hilmar Kopper, cette stratégie d'expansion et d'implantation fort coûteuse va continuer pour permettre à la Deutsche Bank, qui arrive seulement en neuvième position sur le plan mondial et au quatrième rang sur le plan européen, de devenir un acteur international de premier plan. Avec comme condition, toutefois, de rester concentrée sur les activités de financement d'entreprises. L'acquistion, en 1989, de la banque d'affaires britannique Morgan Grenfell, dont le président est entré à son directoire, lui a ainsi permis de considérablement renforcer sa position dans le secteur de la gestion de portefeuilles et celui des fusions-acquisitions.

Dans les cinq nouveaux Länder où la Deutsche Bank arrive en tête pour le nombre de guichets grâce à la création de la Deutsche Bank Kreditbank en 1990 (constituée pour partie de l'ancienne banque d'Etat de la RDA), Morgan Grenfell est devenue également très active, de même que Roland Berger, numéro deux du conseil en Allemagne derrière MacKinsey, dont la Deutsche Bank a pris le contrôle en 1989.



Chercher des partenaires

En France, où, à la différence de pays comme l'Espagne, l'Italie ou le Portugal, la Deutsche Bank ne possède pas des banques de plein exercice, elle est implantée par le biais de deux succursales, l'une à Paris et l'autre à Strasbourg. La quête d'un réseau bancaire qui lui permettrait de faire bonne figure dans le pays se poursuit. *« Nous gardons les yeux et les oreilles grands ouverts »*, affirmait le directeur de la Deutsche Bank dans un récent entretien. D'ailleurs, tous les six mois, la même rumeur revient à la Bourse de Paris sur une hypothétique OPA sur le CCF...

N'ayant ni les moyens financiers ni les moyens humains de «s'offrir» des réseaux bancaires complets dans les principaux pays d'Europe, la Dresdner et la Commerzbank, respectivement neuvième et douzième banques européennes, doivent, elles, chercher des partenaires. C'est vrai sur le plan interne comme sur le plan externe. La Dresdner Bank s'est associée avec Allianz, numéro un de l'assurance en Europe, par le biais d'un accord de distribution croisée de leurs produits sur l'ensemble du territoire. L'Office des cartels a récemment adressé un avertissement à l'Allianz pour position dominante dans la Dresdner, le groupe d'assurances affirmant pourtant n'en détenir que 22,3 %. Pour sa part, la Commerzbank a porté à 15 % sa participation au capital de DBV Holding AG, une société d'assurances avec laquelle elle a passé des accords d'exclusivité en matière de commercialisation. Sur le plan externe, la Dresdner a participé à la création, en 1974, du groupe ABECOR, dans lequel sont présentes d'importantes banques européennes (BNP, Barclays Bank, Banca nazionale del lavoro, Algemene Bank Nederland, etc.). Elle détient la totalité du capital de la banque Veuve Morins Pons, dont le siège est à Lyon avec des succursales à Paris, Nice et Strasbourg, ainsi que 97,6 % de la Banque internationale de placements SA à Paris.

Mais c'est surtout avec la BNP que la coopération s'est intensifiée depuis 1989 grâce à l'échange d'administrateurs et à la gestion paritaire d'un réseau de filiales communes en Europe de l'Est ainsi qu'en Afrique. Le 6 avril dernier, les deux banques ont annoncé un accord de coopération global avec une prise de participation croisée d'environ 10 %.

Les déboires de la Commerzbank avec le Crédit lyonnais montrent toutefois la difficulté qu'il y a à réussir des alliances stratégiques au-delà des frontières. Après avoir essayé d'établir un maillage de prises de participation croisées au sein d'Europartners, un groupement créé en 1970 entre quatre grandes banques européennes, les pourparlers entre la Commerzbank et le Crédit lyonnais ont définitivement été rompus à l'automne dernier. Le nouveau porte-parole du directoire, Martin Kohlaussen, a expliqué cet échec par la stratégie de développement international du Crédit lyonnais, jugé trop agressif à Francfort. *Ce dernier devrait en toute logique* prendre le contrôle de l'ancienne banque des syndicats, la BfG (Bank für Gemeinwirtschaft). Quant à la Commerzbank, elle n'a pas renoncé à tout rapprochement avec un établissement français. Des contacts auraient été pris avec Paribas et la Société générale.

Témoins des importants mouvements de restructuration et de fusion actuellement en cours, les changements intervenus dans la liste des vingt premiers instituts de crédit en Europe. Ainsi, la Bayerische Vereinsbank (*numéro quatre* en Allemagne et numéro treize en Europe), le plus grand établissement *hypothécaire mixte en* Allemagne avec la Bayerische Hypobank, apparaît de plus en plus comme *une banque de rang international*, à l'instar des trois grandes. Après s'être appuyées sur leur base régionale, les deux banques bavaroises sont désormais présentes sur les grandes places financières européennes (Luxembourg, Londres, Paris) et interviennent sur les euromarchés. L'une et l'autre ont adopté une stratégie de développement en Europe avec l'Italie du Nord comme axe d'expansion privilégié. La Vereinsbank détient également une filiale commune avec le Crédit foncier de France à Munich, tandis que l'Hypobank vient de prendre pied en Espagne.

L'avancée la plus spectaculaire concerne la DG Bank, qui est devenue le cinquième groupe bancaire du pays et le quatorzième sur le plan européen grâce à une croissance externe malheureusement pas toujours bien maîtrisée. L'affaire de vente à réméré à des banques françaises de titres obligataires d'une valeur de 6 milliards de DM, qui a coûté son poste au président du directoire, Helmut Guthardt, en est un exemple. Pour éponger des pertes évaluées à 1,4 milliard de DM, le nouveau président, Bernd Thiemann, a été obligé de présenter un plan d'assainissement draconien, dès sa prise de fonction *le 10 juin* 1991, incluant une vague de licenciements.

Etablissement public *ad hoc* régi par une loi de 1975, la DG Bank constitue le sommet de la pyramide du secteur bancaire coopératif allemand. Elle a entrepris, au cours des dernières années, d'absorber les banques régionales afin de constituer un groupe à deux et non plus à trois niveaux. Elle y est parvenue dans quatre régions : l'Allemagne du Nord, la Hesse du Nord, la Bavière et Berlin. La DG Bank dispose ainsi d'un réseau direct de 1 452 banques, c'est-à-dire environ la moitié du total des banques du secteur mutuel, qui représentaient, en 1990, un bilan global de 556 milliards de DM avec plus de *18 000 guichets, soit le réseau le* plus dense de toute l'Allemagne.

Participations croisées

Le développement de la DG Bank s'est aussi traduit par l'incorporation de la caisse d'épargne-logement Schwabisch Hall dans son cercle de consolidation, ainsi que par des participations dans des sociétés financières et de courtage en France et aux Pays-Bas. A l'Est, la DG Bank a repris, le 1er juillet 1990, date de l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, l'ancienne Banque centrale des mutuelles de crédit de l'ex-RDA. *Sur le plan européen*, elle est associée, depuis 1977, à cinq de ses consœurs du secteur mutualiste, dont la Caisse nationale de crédit agricole en France dans le cadre du groupe UNICO. Récemment, elle a conclu un accord de coopération avec le groupe des banques populaires. Ces participations croisées avec d'autres banques européennes du secteur coopératif doivent permettre, à terme, l'augmentation *nécessaire des capitaux propres de* la DG Bank. Mais il faudra voter auparavant une loi transformant la *DG Bank en société anonyme* privée avec, comme conséquence, la disparition de certains avantages en *matière de fiscalité et de refinance*ment.

Enfin, en ce qui concerne le secteur des caisses d'épargne, qui représente près de 40 % du volume d'affaires du système financier allemand, l'intégration des réseaux s'est accélérée dernièrement avec le lancement des deux premiers projets paneuropéens : Eufiserv, devant permettre à 40 millions de clients d'avoir accès à 18 000 distributeurs de billets dans une vingtaine de pays, et Eufigest, basé au Luxembourg, qui doit gérer des fonds *communs libellés en écus. Ces deux* projets découlent de la Charte européenne des caisses d'épargne signée en mars 1990 *par les associations* des douze pays de la CEE et des cinq pays de l'AELE, auxquels se sont jointes, en décembre 1990, l'Islande, la Pologne et la Hongrie.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le cavalier seul de la WestLB

La WestLB, la plus importante des centrales de caisse d'épargne, mène sous la direction de Friedrich *Neubel une audacieuse politique de* développement, et n'a cure des regroupements. La WestLB (sixième rang en Allemagne, et quinzième rang en Europe) tient en effet à demeurer une banque universelle tout en continuant à assurer sa tâche de centrale de virement régionale.

Ces ambitions ne sont pas du goût de tout le monde. La WestLB *est prise à partie aujourd'hui* à la fois par le secteur privé et le secteur coopératif. Le feu vert donné par le *Land de Rhénanie du Nord-Westphalie* en vue de l'intégration de l'Office pour la promotion de l'habitat à la WestLB se heurte à l'opposition des autres banques, qui redoutent une intervention accrue du Land gouverné par Johannes Rau (SPD). Par ailleurs, cette opération aurait pour conséquence *de permettre à la WestLB* d'améliorer ses fonds propres et de devenir le troisième groupe financier allemand devant la Commerzbank, ce qui est considéré comme un délit de concurrence.

Friedrich Neubel n'a cure de ces critiques. Sous sa houlette, la WestLB a commencé à développer sa propre stratégie européenne dès 1989 en coopération avec la banque britannique standard chartered, dont elle a racheté le réseau européen, profitant en outre de *son réseau international de* 740 implantations dans 60 pays.

Dans les nouveaux Länder, les initiatives de la WestLB ont été tout aussi audacieuses, puisqu'elle a jeté son dévolu sur la Deutsche Industrie und Handelsbank AG, dont elle détient 60 % avec une option d'achat sur les 40 % restants appartenant à la Banque du commerce extérieur, l'ex-banque d'affaires de la RDA.

Une stratégie qui n'est pas sans rappeler celle de la Deutsche Bank, *l'archi-rivale de la WestLB*, notamment dans l'acquisition de participations industrielles importantes permettant d'excercer une influence sur la société concernée. Par exemple, WestLB détient 34 % du groupe de transport aérien LTU et 37 % de Penta Hotels. Récemment, elle a aidé le groupe sidérurgique Krupp à prendre le contrôle de son concurrent Hoesch, *au nez et à la barbe* de la Deutsche Bank.

Ch. H.-B.

Investcorp, performance et rentabilité

Pure banque d'affaires, la société fondée par un Irakien en exil a construit sa réussite dans l'euphorie des années 80

LES banques arabes sont loin d'avoir une réputation au-dessus de tout soupçon. Entre le sauvetage coûteux en 1988 de l'Al Saudi Bank, les «aventures» du banquier libanais Roger Tamraz, la recapitalisation de la Kuwaiti French Bank et surtout la faillite, le 5 juillet 1991, de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), elles ont laissé une grande partie de leur crédibilité. Pourtant, il en existe une, un peu particulière, que tous les ans plus de mille entreprises américaines et européennes viennent solliciter pour entrer dans leur capital. Mais il y a peu d'élues et rarement plus de cinq d'entre elles se retrouvent dans le portefeuille de participations d'Investcorp (Arabian Investment Banking Corp.). Cette pure banque d'affaires, a été créée il y a à peine dix ans à Bahrein et possède déjà une image sans commune mesure avec son jeune âge.

La maison a d'ailleurs tout fait pour cela, en prenant le contrôle d'entreprises aussi prestigieuses que Tiffany's, Saks Fifth Avenue, Peebles, Bertram aux Etats-Unis, Riva, Gucci en Italie et Chaumet, Breguet en France, et en le faisant savoir. Depuis 1983, Investcorp a investi plus de 5 milliards de dollars (26 milliards de francs) dont 88 % dans une quarantaine d'entreprises et le reste dans l'immobilier avec un retour sur investissement supérieur à 50 % en 1991. Le rendement moyen des actions Investcorp, cotées à Bahrein, est de 28 % par an.

Son capital de 50 millions de dollars à sa création en 1982, porté à 100 millions de dollars en 1986, a généré 383 millions de dollars au 31 décembre 1991 dont 105 millions ont été reversés sous forme de dividendes. Les 11 000 actionnaires d'Investcorp viennent d'Arabie saoudite (25 %) de Bahrein (24,5 %) du Koweït (19,5 %) et des autres pays du Golfe. Les dirigeants possèdent 37 % des actions.

Investcorp a été fondée par Nemir A. Kirdan, un Irakien en exil depuis 1969, devenu directeur de la division du Golfe de la Chase Manhattan, pour répondre aux besoins spécifiques des investisseurs des pays pétroliers. Les clients de la banque sont à la fois les grandes fortunes et les fonds d'investissement et de pension de pays arabes.

Dans la majeure partie des cas, la banque prend le contrôle majoritaire d'entreprises et les gère. *« Notre originalité, c'est d'être une banque d'affaires qui n'est pas propriétaire de ses actifs mais joue un rôle d'intermédiaire »*, explique Cem N. Cesmig, un des fondateurs.

Le luxe et l'agroalimentaire

La banque investit également ses *propres ressources* dans des proportions qui représentent de 10 % à 15 % de la mise totale. L'intéressement à tout les échelons est d'ailleurs une règle de base pour motiver les troupes. Les soixante-quinze cadres d'Investcorp qui viennent d'établissements comme la Chase manhattan, salomon brothers, Goldman Sachs, Lehman brothers, Morgan Stanley ou Paribas sont actionnaires. De même, les dirigeants des entreprises acquises sont systématiquement intéressés au capital de la société qu'ils dirigent.

Si la réussite d'Investcorp est indéniable, les dirigeants sont conscients d'avoir profité d'une période particulièrement faste. La chute des revenus des pays pétroliers (de plus de 150 milliards de dollars en 1974 à 60 milliards de dollars en 1989) a été contrebalancée par l'explosion des marchés financiers et une conjoncture très favorable. Investcorp a acquis bon nombre d'entreprises au début des années 80 et a pu les redresser facilement en profitant de la forte croissance économique et de l'explosion des marchés de capitaux.

Les années 90 seront plus difficiles. Investcorp a révisé ses prétentions à la baisse et table sur un retour sur investissement de 15 % à 20 %. Pour la première fois de son histoire, le résultat net de la banque a baissé en 1991 à 52,2 millions de dollars contre 66,3 millions en 1990. *Les acquisitions immobilières* à New-York, Londres, Washington, Boston et San-Francisco *ne permettent pas d'espérer* de plus-values avant un bon moment.

Pour adapter sa stratégie, Investcorp se tourne vers l'Europe, négligée jusqu'en 1986. Sur les 5 milliards de dollars investis, 1 milliard l'a été dans douze pays européens et la proportion devrait nettement augmenter. Investcorp se prépare d'ailleurs à des opérations importantes en France et sans doute à l'introduction en Bourse de Breguet, le fabricant de montres de prestige.

La banque ne s'intéresse pas seulement au luxe mais également à la *distribution et à l'agroalimentaire*. Ces activités correspondent aux objectifs de sécurité et de rentabilité des investisseurs. On trouve également, dans ces secteurs d'activité, des entreprises d'une taille idéale pour Investcorp qui cherche à investir à chaque fois entre 500 millions et 1,5 milliards de francs. *La dernière acquisition aux* Etats-Unis au début du mois de juin pour 325 millions de dollars de la chaîne de magasins Circle K en est une bonne illustration.

Paradoxalement, la guerre du Golfe a presque été bénéfique à Investcorp. Elle a démontré sa solidité contrairement à la plupart des banques arabes classiques qui ont perdu plusieurs dizaines de milliards de dollars à la suite du gel des avoirs irakiens et koweïtiens et ont éprouvé les pires difficultés pour se refinancer.

Investcorp avait d'ailleurs pris ses précautions. *Dans les semaines* qui ont suivi l'invasion du Koweït par l'Irak, les actifs de l'établissement, basé à Bahrein, sont passés sous le contrôle d'une société de droit luxembourgeois, baptisée Investcorp SA. La rapidité de ce repli ne manque pas d'étonner.

ERIC LESER

Taïwan-Chine : rapprochement tacite

Indirects, les échanges ne cessent cependant de s'accroître entre les deux pays. Au point de devenir embarrassants

TAIPEH

de notre envoyé spécial

A la mi-mars 1992, le régime nationaliste de Taïwan formula une offre à l'intention de Pékin qu'il savait ne pouvoir être acceptée : 5 à 10 milliards de dollars de prêts sans intérêt, contre l'abandon du communisme en vigueur sur le continent. La proposition relevait plus de la démagogie ou de la plaisanterie que d'une logique économique ou politique. Mais elle est révélatrice des relations économiques de plus en plus serrées, même si elles demeurent indirectes, entre Taïwan et la Chine continentale, en théorie ennemies. Elle traduit aussi la confiance nouvelle du régime de Taïpeh, dont la banque centrale détient plus de devises étrangères qu'aucune autre dans le monde.

Deux mois après cette offre, l'île découvrait en effet, avec quelque stupeur, que ses propres investisseurs avaient acheté assez d'actions d'une des rares firmes de Shanghaï cotées à la Bourse naissante de cette métropole pour prétendre à deux sièges dans son conseil d'administration. Entre-temps, en quelques semaines, un intermédiaire financier de Hongkong avait réussi à vendre à Taïwan quelque 3 milliards de dollars (américains) d'actions dans la bourse de la zone économique spéciale de Shenzhen, le joyau du socialisme capitaliste façon Deng Xiaoping qui jouxte la colonie britannique. Le gouvernement de Taïpeh se montra *« inquiet »* de cet engouement pour un embryon de capitalisme continental à l'avenir encore très incertain et avertit les investisseurs qu'ils se comportaient ainsi *« à leurs risques et périls »*.

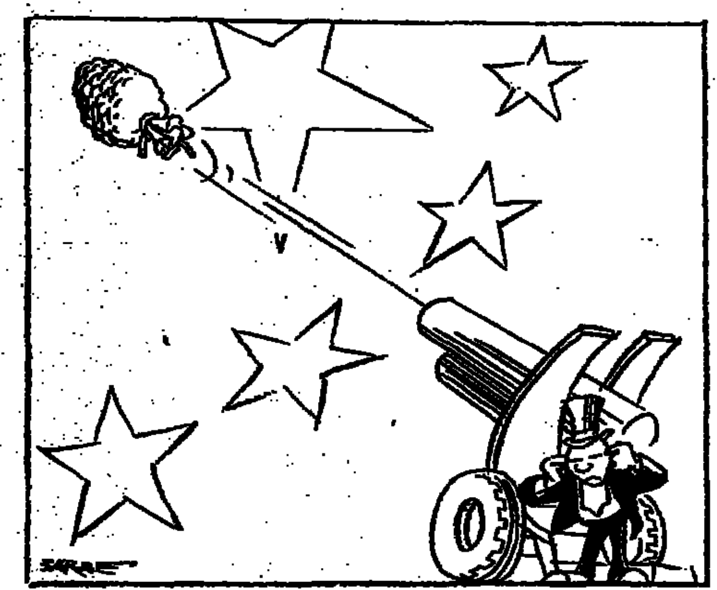
7 milliards de dollars en 1991

Tel est Taïwan aujourd'hui, un étrange mélange : refus de compromis politique face à un régime pékinois qui se refuse à renoncer à la force militaire pour assurer sa souveraineté sur l'île, irrésistible attraction des milieux d'affaires pour le continent. Une attraction que le gouvernement parvient à peine à freiner, mais qu'il espère canaliser. Une double préoccupation à peu près générale.

Le développement des relations économiques entre les deux pays peut être mesuré par quelques chiffres. En 1979, le volume d'affaires indirect, transitant par Hongkong, entre Taïwan et le continent était de 80 millions de dollars (américains). En 1991, il était de 4,8 milliards selon la douane de Hongkong. Et pour Ma Ying-jeou, chef de la commission pour les affaires du continent au sein du régime de Taïpeh, *« notre estimation pour l'année dernière est de 7 milliards »* si l'on inclut toutes les transactions qui échappent aux divers contrôles.

Autre indicateur hautement révélateur, l'excédent commercial avec Hongkong, plate-forme idéale de pénétration économique vers la Chine du Sud : il a atteint, sur les quatre premiers mois de 1992, 4 milliards de dollars, montant supérieur à l'excédent commercial de Taïwan avec le reste du monde, qui n'est pourtant pas mince. Les chiffres les plus prudents placent à 40 % la part de cet excédent correspondant aux exportations vers le continent.

« Alors, oui, on peut parler d'une intégration économique » d'ores et déjà en cours de réalisation entre l'île et la mère-patrie communiste, reconnaît M. Ma. Et ce n'est qu'un début. A Taïpeh, on s'attend à une nouvelle libéralisation du régime privilégié dont les investisseurs de l'île bénéficient sur le continent en termes de crédits à bas taux d'intérêt et de facilités douanières. *« Tout cela ne peut qu'élargir la part des produits de Taïwan sur le marché intérieur du continent »*, poursuit M. Ma.



Au point, évidemment, que ce mouvement d'affaires risque de créer un problème politique. Taïwan n'a guère intérêt à devenir trop dépendante économiquement d'un continent dont la préoccupation politique majeure, au niveau du gouvernement central du moins, reste la réunification nationale : elle risque de se voir entraînée dans un processus incontrôlable. Or l'investissement taïwanais indirect sur le continent s'élèverait déjà à 2 milliards de dollars (3 milliards selon Pékin). Le régime communiste en est à chercher à appâter les banquiers de Taïwan pour obtenir qu'ils fassent pression sur le gouvernement nationaliste afin de libéraliser les échanges bancaires entre les deux parties de la Chine.

Taïpeh a aussi été amené à lever les restrictions douanières sur trente-six nouvelles catégories de matières premières continentales, portant à deux cent cinquante le total des produits autorisés à l'importation, du moment qu'ils transitent par Hongkong. Mais, face au refus de discussions politiques, cette politique de repli par étapes pose problème. D'une part, reconnaissent les autorités nationalistes, les exportations du continent risquent en tout état de cause de ne pas suivre celles de l'île, tant est important le retard technologique de l'autre côté du détroit. D'autre part, la stratégie condamne le gouvernement de Taïwan à une épreuve de force permanente avec sa propre classe moyenne.

Assouplissement réaliste

Combien de temps pourra-t-il résister à des offres de Pékin d'échanges à caractère politique, comme l'ouverture de liaisons régulières à travers le détroit ? Personne à Taïpeh ne semble vouloir prendre de pari là-dessus. Déjà, le gouvernement nationaliste a dû lever l'interdiction de visiter l'île qui pesait sur les membres du Parti communiste du continent. Ceux qui n'occupent pas de position dirigeante dans le parti peuvent maintenant venir dans l'île.

Cet assouplissement relève du réalisme : nombre de membres du Parti communiste, surtout dans le Sud, restent au parti précisément pour les facilités commerciales que cette appartenance leur procure. Mais, du coup, la ligne de partage entre affaires et politique, cruciale pour l'avenir de Taïwan, seule société chinoise (hormis les communautés en exil) à fonctionner sur un mode maintenant démocratique, se fait de plus en plus mince... Une évolution paradoxale à un moment où, sur le plan strictement politique, la société taïwanaise montre le désir de faire perdurer l'indépendance non déclarée dont elle a bénéficié depuis 1949.

FRANCIS DERON

L'ambitieuse TAC

TAIPEH

de notre envoyé spécial

Le bleu intersidéral de la décoration est une déclaration d'intention sans équivoque des occupants de cet étage dans une tour de bureaux proche du Taiwan World Trade Center. Taiwan Aerospace Corporation (TAC) entend devenir *« une compagnie aérospatiale majeure en Asie en l'an 2000 ou auparavant »* et contribuer à *« établir une infrastructure d'industrie aérospatiale en République de Chine »* (le nom officiel de l'île de Taïwan).

Pour un pays qui n'est pas reconnu par la communauté internationale et qui, voilà quatre décennies, sortait d'un statut de colonie alternativement chinoise et japonaise, l'ambition n'est pas mince. Même si les moyens ne sont pas nécessairement encore à la mesure de celle-ci.

La TAC a été fondée en septembre 1991, quand il est apparu que Taïwan pouvait espérer s'ouvrir un créneau dans l'aérospatiale, en consacrant une partie de ses réserves importantes en devises étrangères accumulées au cours des dernières années à acquérir une part de la firme américaine McDonnell-Douglas, qui connaît depuis plusieurs années de graves difficultés financières.

Le gouvernement de Taïpeh contrôle 29 % du capital de TAC, le reste étant partagé entre plusieurs grands groupes financiers locaux. La firme entretient des relations privilégiées avec plusieurs institutions de recherche scientifique, liées notamment au secteur militaire.

L'idée prévalant à l'origine était de former avec la branche civile du groupe américain une firme au capital de 5 milliards de dollars dont 40 % provenant de TAC, afin de construire un super-gros porteur de 500 places, le MD-12, quadrimoteur de 9 000 milles marins d'autonomie, à double pont sur toute la longueur du fuselage. Mais, reconnaît George Liu, vice-président du groupe, le projet a connu dès son lancement des difficultés en raison de *« nombreuses critiques »*, notamment de la part de l'opposition, inquiète de voir le gouvernement se lancer dans une opération *« coûteuse et à hauts risques économiques »*. D'aucuns firent en outre valoir que le projet consistant à implanter à Taïwan, où le terrain est compté en raison de la densité de population et de son coût élevé, une industrie encombrante et relativement polluante était peut-être inadapté à ce qui a fait la réussite de l'île : la production de composants onéreux pour des industries extérieures.

Partenaires crédibles

Inquiet, le gouvernement chercha à susciter la formation d'un consortium privé pour réaliser cet investissement. Faute d'y être parvenu, TAC proposa au constructeur américain d'émettre des lettres de crédit pour une valeur de 2 à 3 milliards de dollars en anticipation de commandes pour le futur avion. La formule n'a pas été retenue.

Si l'affaire ne s'est pas faite, TAC et quelques autres firmes de secteurs proches de l'aéronautique se sont d'ores et déjà posées en partenaires crédibles pour les grands constructeurs à la recherche de fabricants taïwanais susceptibles de leur fournir des composants. British Aerospace et Rolls-Royce ont eu des conversations à ce sujet. Boeing a signé deux contrats pour l'assemblage de parties entrant dans la composition du 757 avec une firme qui lui fournissait des pièces en aluminium, Chen-Tech Taiwan Industries.

Pour le secteur aéronautique, ces projets comportent un aspect qui sort du cadre bilatéral et pourrait mettre en jeu, à terme, le continent communiste. McDonnell-Douglas fabriquait déjà, à Shanghaï, un moyen-courrier bas de gamme, le MD-82.

De là à ce qu'on envisage, à l'avenir, des opérations trilatérales où seraient réunies les deux rives du détroit de Taïwan, il n'y a pas très loin.

En attendant, dans les tiroirs de TAC, figurent d'autres dossiers comme de futurs avions régionaux de 50 à 150 places. Et, dit-on au siège de la firme, *« ce ne sont pas les projets qui manquent »* dans un secteur aéronautique en pleine expansion en Asie. Même les militaires de l'Aero Industry Development Center, agence gouvernementale qui travaille sur les plans d'un avion de chasse autochtone, cherchent à s'y glisser.

F. D.

OPINION

Assurer les risques politiques dans le tiers-monde

par Elisabeth Bukspan

ON observe depuis les dernières années une montée du tiers-monde comme acteur majeur de la scène économico-politique mondiale. Avec l'effondrement du modèle communiste, le système de l'économie de marché – sous ses diverses formes – est aujourd'hui reconnu et accepté à peu près partout, même si ses modalités sont loin de faire l'unanimité.

Compte tenu de l'importance maintenant considérable des pays en développement dans le devenir de l'économie, l'un des défis majeurs des responsables mondiaux dans les dix prochaines années sera d'assurer une croissance suffisamment soutenue et durable pour rendre supportables les bouleversements qui affectent la structure économico-politique de nombre de ces pays. Si des mesures ne sont pas rapidement prises dans ce sens, on n'ose imaginer le coût humain et financier des détresses qui pourraient affecter un tiers-monde dont le poids économique représentait moins de 10 % de celui de l'OCDE à la fin des années 60, et en représente aujourd'hui plus de 40 % (car, par bien des aspects, ils convient d'ajouter aux traditionnelles régions du Sud les anciens pays communistes de l'Est).

Désamorcer la bombe démographique, éviter des migrations massives aussi traumatisantes pour les migrants que pour les populations d'accueil, réduire le dénuement et la misère, protéger et améliorer l'environnement, telles sont les responsabilités de notre génération et des générations à venir. Plusieurs certitudes se dégagent des réflexions en cours sur ce sujet. Nécessité d'accélérer la croissance, donc les échanges internationaux et notamment les transferts vers le tiers-monde ; nécessité, face à la globalisation des marchés, de rechercher de nouvelles formes de solidarité qui s'exprimeraient par un plus grand partage de la responsabilité à tous les niveaux, y compris sous la forme d'un consensus démographique. Coresponsabilité entre agents économiques également, qu'il s'agisse de favoriser la diversification économique au détriment de la concentration prônée jusqu'à présent, ou de « mailler » sous des formes contractuelles souples les multiples acteurs nationaux et internationaux de la vie économique.

Rôle fondamental

Dans cette perspective, le rôle des entreprises apparaît fondamental. Obligées – sauf à disparaître – d'épouser, parfois d'anticiper, les grandes mutations de l'Histoire, elles sont plus que quiconque les vecteurs de l'adaptation et annoncent, par leurs besoins spécifiques et ponctuels, les changements macro-économiques à venir. Un exemple récent en est donné dans les pays en développement, où les fonctions financières et commerciales ont été progressivement libéralisées, grâce notamment aux privatisations.

C'est dans ce monde plus ouvert, plus interdépendant, et donc plus instable, que les pouvoirs publics des pays de l'OCDE ont, depuis plusieurs décennies, incité leurs industriels à exporter leurs produits et à s'implanter dans le tiers-monde en leur fournissant une couverture d'assurance contre les risques. Risques commerciaux et risques industriels, bien sûr, mais aussi risques politiques (« le Monde L'Economie » du 26 mai : « Investissements à hauts risques »). En France, ces procédures relèvent administrativement du ministère des finances, sous l'égide de la DREE et du Trésor, mais l'on observe des procédures équivalentes dans la plupart des pays développés.

Beaucoup pressentent du reste que, par-delà ces règles officialisées par des échanges permanents et apparemment « ouverts » d'informations entre les divers assureurs-crédits regroupés au sein d'organismes comme l'Union de Berne et soumis au contrôle du « consensus OCDE », certains pays tels que le Japon mettent à profit leurs structures industrialo-financières du type « Keiretsu » pour auto-assurer, discrètement, une part de leurs risques politiques. Parallèlement, certains organismes multilatéraux ont mis récemment en place des couvertures, telles que celles de la MIGA à la Banque mondiale, pour assurer le risque politique des investissements industriels dans des pays en développement.

Face aux enjeux que les pays développés vont devoir relever pour soutenir la croissance des années à venir, aider à la restructuration de l'appareil productif du tiers-monde et favoriser ainsi son intégration économique, les recettes appliquées dans le passé sont devenues insuffisantes, voire inefficaces. Les formes traditionnelles de l'aide au développement apparaissent de moins en moins bien adaptées. En particulier, l'injection de ressources financières sous forme de dons ne constitue certainement plus la réponse appropriée à la mise en valeur des ressources humaines et naturelles (agricoles, énergétiques...) dont ces pays, et les nôtres, ont un si grand besoin.

Résistances au changement

Certes, les résistances au changement sont grandes. Le poids des habitudes acquises, la difficulté de faire évoluer des administrations nationales ou internationales dont les responsables, à chaque niveau, se consacrent pourtant à la cause du développement avec une énergie et un dévouement admirables, n'ont pas encore permis de mettre en œuvre de nouvelles formules. Ces formules existent pourtant, et la nécessité de leur application apparaît d'autant plus flagrante à de nombreux industriels dans le monde qu'elles n'exigent pas nécessairement de ressources supplémentaires qui viendraient grever des budgets nationaux déjà lourds.

S'il était en effet admis que des choix doivent nécessairement être faits entre politiques alternatives d'allocation des ressources financières, il serait certainement indispensable de transférer une partie des ressources qui sont traditionnellement affectées sous forme de dons vers des fonds destinés à assurer contre les risques politiques les investissements étrangers dans les pays en développement.

Compte tenu de la nécessité d'investir dans ces pays en profonde restructuration, donc en phase de désorganisation économique, sociale et politique, l'entrepreneur étranger est en effet conduit à prendre des risques accrus. Au-delà d'un seuil d'engagement acceptable pour la pérennité de l'entreprise, et après que celle-ci a fait appel au marché privé de l'assurance, peu développé sur ces types de risques, il revient en effet aux pouvoirs publics des pays développés de compléter le dispositif par leurs propres procédures de couverture, assez importantes pour couvrir les besoins et assez flexibles dans leurs modalités juridiques pour prendre en compte la variété des contrats et les évolutions rapides de l'environnement économique.

Mais la coresponsabilité ne concerne pas seulement les Etats nationaux. Elle devrait également jouer, plus efficacement qu'aujourd'hui, grâce à l'action des organisations de type multilatéral (FMI, Banque mondiale, BERD, CEE...) qui, au-delà de leur diversité, devraient renforcer ou créer des modes de régulation à l'échelle internationale en favorisant, par le biais de la couverture du risque politique, les flux monétaires qui vont s'investir dans les pays en développement. Au moment où se fait jour une prise de conscience de plus en plus marquée des interdépendances entre marchés, ne peut-on imaginer de nouvelles modalités de couverture du risque, qui introduiraient une véritable coresponsabilité entre pays développés et pays en développement ? Une organisation multilatérale comme MIGA, ou d'autres, ne pourrait-elle, à certaines conditions, réassurer son risque auprès de l'Etat où l'investissement est réalisé, ce qui, outre la rétrocession d'une partie de la prime en devises fortes, placerait celui-ci en position de pleine coresponsabilité avec son client assuré et, à travers lui, l'investisseur et la communauté internationale ?

Les entreprises ont été, et seront de plus en plus, les artisans de la croissance mondiale. Par leurs luttes au sein d'une compétition intense, elles sont déjà l'instrument du fonctionnement des marchés. Par leur expérience, qui les conduit à être en permanence les plus réalistes mais aussi les plus visionnaires possible, elles peuvent participer à la mise en place d'un cadre efficace au service du développement international. Encore doivent-elles disposer des moyens pour ce faire.

► **Elisabeth Bukspan est directrice des accords industriels Total.**

Le Monde

International



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 août ↓

Baisse dans le vide

La Bourse était en net repli lundi 10 août dans le sillage de la Bourse de Tokyo, qui a perdu 2,9 %. A l'ouverture, l'indice CAC 40 cédait 0,54 % et ne cessait ensuite d'accentuer son recul. En début d'après-midi le CAC 40 baissait de 1,48 % à 1 751,03 points.

Le volume des transactions était particulièrement faible. A peine 500 millions de francs avaient été échangés en milieu de séance sur le règlement mensuel. Il faut dire que les journées précédant le 15 août sont traditionnellement les plus creuses de l'année.

Les rares gestionnaires présents sur le marché avouent être complètement découragés. Rien dans l'actualité n'offre un semblant de réconfort. Et plus que les ventes, c'est la quasi-absence d'acheteurs qui fait décaler la tendance dans des proportions tout de même importantes. La plupart des analystes conseillent aux investisseurs de s'abstenir de toute initiative à court terme en attendant vers la fin de l'année une reprise du marché grâce peut-être à une légère détente des taux d'intérêt.

Dans un marché si fragile et si peu actif, certains titres sont en baisse marquée : Cap Gemini perd 7 %, Thomson-CSF recule de 3,8 %, Peugeot de 3,6 %, l'UAP de 3,5 %, et Cerus de 2,8 %. Du coté des quelques hausses, on remarque plus particulièrement celles de 2,5 % de Nord-Est et de 2,4 % de Carnaud Metalbox.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	23 juillet 1992
Total actif	567 629
dont	
Or	151 148
Disponibilités à vue à l'étranger	102 874
Ecus	50 061
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 092
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	52 431
Concours au Trésor public	40 760
Titres d'Etat (bons et obligations)	43 426
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	250
Effets privés	57 056
Effets en cours de recouvrement	15 551
Total passif	567 629
dont	
Billets en circulation	263 006
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	4 983
Compte courant du Trésor public	34 607
Reprises de liquidités	5 709
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 932
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	50 199
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	169 047

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,60 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,50 %
– Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 10 août ↓

Toujours plus bas

La Bourse de Tokyo n'en finit plus de se donner des frayeurs et a touché lundi 10 août son plus bas niveau de l'année et depuis cinq ans (lire page 12). Après être passé sous la barre des 15 000 points, l'indice Nikkei s'est ressaisi en fin de séance pour s'inscrire à 15 066,34 points, en baisse de 451,93 points, soit 2,9 %.

VALEURS	Cours du 7 août	Cours du 10 août
Ajinomoto	1 120	1 080
Bridgestone	1 120	1 090
Canon	1 240	1 240
Fuji Bank	1 360	1 340
Honda Motors	1 280	1 250
Matsushita Electric	1 220	1 190
Mitsubishi Heavy	504	496
Sony Corp.	3 910	3 860
Toyota Motors	1 420	1 400

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 8 août 1992 :

DES DECRETS

-nº 92-770 du 6 août 1992 fixant les conditions d'application de la loi organique nº 76-97 du 31 janvier 1976 au cas de vote des Français établis hors de France pour un référendum

-nº 92-771 du 6 août 1992 portant organisation du référendum

-du 30 juillet 1992 fixant la liste des communes particulièrement exposées à un risque d'éruption volcanique

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4380	4300
Amault Associés	180	180 50
B.A.C.	23 70	....
Bque Vernes	680	700
Boiron (Ly)	460 50	465
Boisset (Lyon)	205	205
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	740	740
Calberson	326	326
Cardif	735	735
C.E.G.E.P.	158 80	158 80
C.F.P.I.	287	....
C.N.I.M.	1043	1040
Codetour	280	....
Conforama	1218	1218
Creeks	127	127
Dauphin	285	280
Delmas	1130	1130
Demachy Worms Cie	363	....
Devanlay	1139	1140
Deville	165	164
Dolisos	107	110
Editions Belfond	195 60	....
Europ.-Propulsion	170 10	170
Finacor	103	....
G.F.F. (group.fon.f.)	63 50	63
G.I.M.	378	380
Gravograph	155	150
Guintoli	772	....
I.C.C.	163	....
Idianova	83 10	83 10
Immob. Hôtelière	1060	1020
Internt. Computer	149 90	149 90
I.P.B.M.	53 10	53 80
Locamic	100	...
Matra Comm.	297 50	295 70
Molex	150	....
Publ.Filipacchi	440	438
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	330	330
Select Invest (Ly)	93 90	93 90
Serbo	250	255
Sopra	310	...
TF1	522	518
Thermador H. (Ly)	335	....
Unilog	268 80	268
Viel et Cie	88	...
Y. St-Laurent Groupe	825	812

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 août 1992
Nombre de contrats estimés : 83 178

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,80	106,12	106,52
Précédent	105,80	106	106,42

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	OPTIONS D'ACHAT Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	OPTIONS DE VENTE Déc. 92
106	0,42	1,36	0,60	1,26

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 8 069

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 786	1 806	1 823
Précédent	1 810	1 827,50	1 823

CHANGES

Dollar : 4,97 F ↓

Le dollar cédait du terrain lundi 10 août par rapport à ses cours de vendredi en Europe (4,9860 francs selon le cours indicatif de la Banque de France). Il se redressait en revanche par rapport au plus bas de vendredi soir à New-York, où il s'établissait à 4,95 francs, ce qui avait provoqué une série d'interventions de la Réserve fédérale.

FRANCFORT	7 août	10 août
Dollar (en DM)	1,4673	1,4707
TOKYO	7 août	10 août
Dollar (en yens)	127,95	127,92

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (10 août)	9 3/4 % - 9 7/8 %
New-York (7 août)	3 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	6 août	7 août
Valeurs françaises	103,70	101,70
Valeurs étrangères	92,10	91,80
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	488,68	486,96
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 793,84	1 777,27

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	6 août	7 août
Industrielles	3 340,56	3 332,18

LONDRES (indice « Financial Times »)

	6 août	7 août
100 valeurs	2 377,60	2 358,10
30 valeurs	1 774,20	1 753,30
Mines d'or	86,60	88,70
Fonds d'Etat	88,18	88,28

FRANCFORT

	6 août	7 août
Dax	1 621,15	1 609,50

TOKYO

	7 août	8 août
Nikkei Dow Jones	15 518,27	15 066,34
Indice général	1 181,23	1 148,56

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	4,9715	4,9735	5,0573	5,0620
Yen (100)	3,7680	3,7725	3,8281	3,8359
Ecu	6,8880	6,8958	6,8772	6,8901
Deutschemark	3,3805	3,3810	3,3828	3,3862
Franc suisse	3,7677	3,7721	3,7835	3,7918
Lire italienne (1000)	4,4657	4,4716	4,4176	4,4276
Livre sterling	9,5601	9,5666	9,5596	9,5734
Peseta (100)	5,2905	5,2955	5,2449	5,2557

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	3 3/4	3 7/8
Ecu	10 11/16	10 13/16	10 11/16	10 13/16	10 11/16	10 13/16
Deutschemark	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16
Lire italienne (1000)	14 5/16	14 9/16	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2
Livre sterling	10	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 1/4	10 3/8
Peseta (100)	13 1/8	13 3/8	13 3/16	13 7/16	13 5/16	13 9/16
Franc français	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 1/4	10 3/16	10 5/16

Vers l'harmonisation fiscale européenne

Un projet de loi modifiant les taux de TVA est présenté à Athènes

Le gouvernement grec a déposé vendredi 7 août au Parlement un projet de loi prévoyant l'augmentation, au 1er septembre, des taux de TVA et des taxes à la consommation sur une série de produits, dans le cadre de l'harmonisation fiscale au sein de la CEE. Jusqu'à présent, la Grèce disposait de trois taux de TVA : un taux ordinaire à 18 %, un taux minoré à 8 % et un taux de 36 % pour les produits de luxe. Le projet prévoit la disparition du taux de 36 %. En revanche, les carburants seront davantage taxés (leurs prix augmentent immédiatement d'environ 40 %), ainsi que les cigarettes, les boissons et les voitures.

D'autre part, les intérêts des comptes d'épargne des particuliers seront désormais imposés à 15 % au lieu de 10 %. – *(AFP.)*

BOURSE D

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 AOUT

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4700	C.N.E 3%	4715	4720	4720	+ 0 11
905	B.N.P. T.P.	830	830	840	+ 1 20
877	Cr.Lyon. T.P.	885	880	899	+ 1 58
1571	Renault T.P.	1615	1600	1600	– 0 93
1653	Rhone Poul. T.P.	1498	1510	1510	+ 0 80
1020	Saint Gobain T.P.	1035	....	....	....
890	Thomson T.P.	818	820	805	– 1 59
845	ACCOR	619	620	615	– 0 65
725	Air Liquide	775	788	782	– 1 68
605	Alcatel-Alsthom	630	625	623	– 1 11
1750	Als.Superm.	1760	....	....	....
290	A L S P I	282	279	279	– 1 06
415	AGF Sté Centrale	406	406	404	– 0 49
140	Avenir H. Média	153	152	149	– 2 81
750	Axa (ex Cie Midi)	800	800	782	– 2 25
123	Bafip	148	150	151	+ 2 03
98	Bail-Equipem.	98 50	98 50	99	+ 0 61
695	Bail Investiss.	700	700	696	– 0 57
330	Bancaire	356	352 20	349	– 1 97
785	Bazar H.-V.	781	....	....	....
1260	Berger (M)	1250	....	....	....
480	Bertrand Faure	405	414	400	– 1 23
785	Bic	807	807	800	– 0 87
1050	B.I.P.	1050	1050	1050	....
250	BIS	227	225	216 10	– 4 80
330	B N P (CI)	338	331	331 10	– 2 04
720	Bollore Tech.	695	695	692	– 0 43
3050	Bongrain	3050	3049	3040	– 0 33
565	Bon-Marché	597	600	595	– 0 34
530	Bouygues	540	540	528	– 2 22
96	BP France	85 50	85	87	+ 1 75
954 45	B S N	938	935	947	+ 0 96
1150	Canal Plus	1216	1215	1216	....
215	Cap Gem.S.	222	219	210 50	– 5 18
2500	Carrefour	2554	2548	2525	– 1 14
133	Casino	139	139 90	138	– 0 72
88	Casino ADP	89 85	89 95	89 95	+ 0 11
480	Castorama D.I.	490	489	486	– 0 82
165	C.C.F.	166 10	164 80	162 10	– 2 41
35	CCMC Ly.	36 55	38	36 50	– 0 14
390	C.D.M.E.	394	410	395	+ 0 25
155	C.E.G.I.D.	151	163	147 10	– 2 58
77	Cerussel (Ny)	80	75 20	75 20	– 6 00
380	C.E.P. Comm.	384	350 10	350 10	– 3 82
108	Cerus	108	105 50	104	– 3 70
710	Cetelem	714	712	710	– 0 56
225	CF Int.	220 10	222	220 10	....
280	CGI Info	283	282	280	– 1 06
1010	C G I P	990	989	975	– 1 52
650	CGP	835	835	835	....
1100	Chargeurs S A	1120	1119	1095	– 2 23
315	Christian Dior	305	302 50	303 50	– 0 49
565	C I C A (M)	550	....	....	....
370	Ciments franc.	333	325	325	– 2 40
730	Clarins	728	725	725	– 0 41
430	Club Médiser.	450 60	451	445	– 1 24
168	CMB Packa.	168	167	172	+ 2 38
820	Colas	820	795	799	– 2 56
195	Cpt. Entrep.	204	200	200	– 1 96
1030	Compt Mod.	1120	1124	1106	– 1 25
225	CPR (Paris Réé.)	231	230 10	228	– 1 30
740	Créd. Foncier	790	795	786	– 0 51
245	Crédit Loc France	257 50	255	256 60	– 0 35
505	Cr Lyon (CI)	498	496	496	– 0 60
870	Credit Nat.	850	850	849	– 0 12
255	CSEE	341 10	348 80	351	+ 2 90
3190	Damart	3190	....	....	....
390	Dassault Aviation	377	385	385	+ 2 12
170	Dassault Electr.	174	177	170	– 2 30
1670	De Dietrich	1751	1795	1782	+ 1 77
66	Dév.P.d.C.(Li)	68	68	68	....
110	Dév.R.Sud-Est	112	110	110	– 1 79
320	D M C	318	322	322	+ 1 26
400	Docks France	390 50	390 10	391	+ 0 13
220	Dynaction	200	205	200	....
2070	Eaux (Gle)	2097	2095	2082	– 0 72
850	E.B.F.	844	845	845	+ 0 12
395	Ecco	398	398	396 10	– 0 48
330	Elf Aquitaine	326	323	321	– 1 53
980	ElfSanofi(ExSanofi)	1029	1030	1006	– 2 24
230	Erap-Elf (Certif)	230	227	224 90	– 2 22
570	Eridania-Beghin	612	600	600	– 1 96
390	Essilor	377	379	376 30	– 0 19
176	Essil.Int.(DP)	177 50	177 50	177	– 0 28
780	Esso	800	800	799	– 0 13
1280	Eurafrance	1283	1260	1260	– 1 79
590	Eurocom	575	572	570	– 0 87
97	Eurodisneyland	90	88	87 70	– 2 56
930	Europe 1	970	969	970	....
30	Eurotunnel	31 45	32	31 75	+ 0 95
1450	Exor	1470	1450	1450	– 1 36
99	Finextel	98 80	100	98	– 0 81
345	Fives Lille	335	....	....	....
3220	Fromager. Bel	3180	3190	3190	+ 0 31
1920	Gal Lafayette	2089	1952	1951	– 6 61
385	G.A.N.	387	385	378	– 2 33
505	Gascogne (B)	495	494	494	– 0 20
1240	Gaz et Eaux	1195	1183	1188	– 0 59
855	Geophysique	891	890	890	– 0 14
615	Groupe André SA	650	653	650	....
505	Groupe Cité	530	508	506	– 4 53
390	GTM-Entrep.	394	390	385	– 2 28
1610	Guyenne-Gas.	1630	1630	1640	+ 0 61
114	Hachette	122 10	124	122	– 0 08
455	Havas	457 90	457	447	– 2 38
290	Idia	288	....	....	....
910	Imétal	312	311	311	– 0 32
110	Immob. Phénix	112	104 10	107	– 4 46
92	Ingénico	89	89	88	– 1 12
6470	Inst. Mérieux	6610	6620	6600	– 0 15
390	Interbail	388 50	389	389	+ 0 13
680	Intertechnique	671	665	665	– 0 89
800	J. Lefebvre	835	835	800	– 4 19
465	Klepierre	466	467	467	+ 0 21
700	Labinal	661	661	661	....
310	Lafarge	317 50	316 90	311	– 2 05
280	Lebon	296	285	285	– 3 72
4240	Legrand	4435	4435	4381	– 1 22
2210	Legrand (DP)	2300	2336	2300	....
340	Legris Industries	355 90	350	343 50	– 3 48
800	Locindus	621	620	625	+ 0 64
3430	L.V.M.H.	3845	3827	3778	– 1 74
495	Lyon.Eaux/Dumez	505	500	496 20	– 1 74
82	Majorette Ly.	83 60	83 80	83	– 0 72
270	Mar. Wendel	290	290	284	– 2 07
180	Matra	175 80	174 60	174 80	– 0 57
445	Merlin-Gerin	470 50	475	471	+ 0 11
74	Metaleurop	73 80	74 10	72 60	– 1 63
29	Métrologie In.	29 10	30 50	30 50	+ 4 81
200	Michelin	216	213	213	– 1 39
158	Min. Salsig (Ny)	156 10	....	....	....
77	MMB	91	91 10	92 20	+ 1 32
131	Moulinex	127	127	125	– 1 57
900	Navig. Mixte	869	869	859	– 1 15
110	Nord-Est	117 10	120	120	+ 2 48
240	Nordon (Ny)	225	230	230	+ 2 22
645	Nouv Galeries	647	647	647	....
101	Olipar	69 40	70 80	68	– 2 02
905	Oréal	945	938	928	– 1 80
300	Paribas	328 50	327 90	322 40	– 1 86
183	Pechiney Int.	180	180	179	– 0 56
305	Pechiney (CIP)	309	305	303	– 1 94
380	Pernod Ricard	389 50	385	385	– 1 16
665	Peugeot	642	636	619	– 3 58
345	Pinault	347	346	350	+ 0 86
770	Plastic-Omn.	756	757	756	....
500	Poliet	510	499	515	+ 0 98
700	Primagaz	743	737	749	+ 0 81
710	Printemps	712	709	699	– 1 83
670	Promodès	640	638	640	....
450	Radiotechn.	415	420	420	+ 1 20
5600	Redoute (La)	5790	5740	5790	....
155	Remy Cointreau	167	166 80	166 60	– 0 30
685	R. Poulenc CIP	554	551	543	– 1 99
56	Rochette(La)	58	58 80	58	....
445	Roussel Uclaf	435	425	425	– 2 30
2800	R. Impél.Ly *	2820	....	....	....
159	Sade (Ny)	155 50	156	152	– 2 25
2140	Sagem	2090	2090	2090	....
625	Saint Gobain	520	518	519	– 0 19
1130	Saint Louis	1135	1144	1126	– 0 79
1310	Salomon Ly.	1280	1280	1264	– 1 25
296	Salvepar (Ny)	310	....	....	....
1350	S A T	1400	1390	1390	– 0 71
225	Saul. Chât.	230	231	229	– 0 43
1000	Saupiquet (Ns)	1020	1020	1016	– 0 39
565	Schneider	600	598	592	– 1 33
13	SCOA	14 10	14 45	14 05	– 0 35
315	Scor s.a.	302	304	302	....
2000	S.E.B.	2070	2050	2099	+ 1 40
375	Selimeg	388	388	381	– 1 80
116	Selectibanque	117	115 20	116	– 0 85
187	Sextant A.	172	175	177	+ 2 91
590	S F I M	693	686	665	– 4 04
189	S.G.E.	191	185	187 50	– 1 83
365	Simco	360 50	360 20	358 50	– 0 55
825	Sk. Rossignol	624	610	610	– 2 24
430	Sligos	425	425	425	....
440	Société Géné.	482	480	475 60	– 1 33
50	Sodecco(B)	52 80	....	....	....
92	Sodero(Ns)	99	97 50	97 50	– 1 52
980	Sodexho	1030	1035	1030	
87	Sogenal(Ny)	70	70	70	
375	Sogerap	363	364 50	370	+ 1 93
1330	Som-Allib.	1298	1295	1295	– 0 23
355	SOPHIA	365	368	368	+ 0 82
1700	Source Perrier	1700	1700	1701	+ 0 06
710	Sovac	731	730	715	– 2 19
275	SPEP	267 50	269	266	– 0 56
270	Spie-Batignol.	277	270 30	275	– 0 72
745	Strafor Facom	720	748	709	– 1 53
255	Suez	248 50	246 50	246	– 1 01
995	Synthelabo	1046	1045	1048	+ 0 19
125	Thomson CSF	125	125	120 10	– 3 92
230	Total	227 30	226 90	226 50	– 0 35
171	– (certif)	158 30	158 10	156	– 1 45
181	Truffaut Fin.	187	189	183	– 2 14
406	U.A.P.	411 50	408	399	– 3 04
235	U F B Locab.	240	240	240	..
250	U.G.C. DA (Robur)	255	...	.	..
480	U I C	495	517	505	+ 2 02
405	U I F	391	392	398	+ 1 79
750	U I S	736	736	755	+ 2 58
400	Unibail	398	391	398	
720	Valéo	780	766	770	– 1 28
153	Vallourec	140	139	138	– 1 43
220	Vie Banque	215	212	212	– 1 40
270	Worms et Cie	268 80	266	266 40	– 0 89
1170	Zodiac	1180	1185	1126	– 4 58
945	Elf Gabon	960	951	940	– 2 08
99	Amax	98	93 90	93 90	– 4 18
144	Amer. Barrick	149 50	147 10	147	– 1 67
120	Amer. Express	110 50	110	111 20	+ 0 63
215	A T T	218 50	....	...	...
148	Anglo Amer.C.	153	152 20	153	...
270	Amgold	263 20	....	...	...
195	Banco Santander	193	194	192 50	– 0 26
730	B.A.S.F.	769	754	754	– 1 95
865	Bayer	915	918	902	– 1 42
45	Blenheim Plc	45 90	44 50	44 90	– 2 18
30	Buffelsfont.	28 80	28 80	28 80	
128	Chase Manh.	122	122 40	122 40	+ 0 33
2400	Daimler Benz	2256	2203	2203	– 2 31
98	De Beers	101	99 75	100 20	– 0 79
2200	Deutsche Bank	2120	2128	2110	– 0 47
1080	Dresdner Bank	1145	1136	1136	– 0 79
56	Driefontein	52 45	52	52 10	– 0 67
245	Du Pont-Nem.	264 80	261 30	261 30	– 1 32
205	Eastman Kodak	220	217 10	217 10	– 1 32
12	East Rand	10 70	10 95	10 95	+ 2 34
32	Echo Bay	32 20	31 80	31 30	– 2 80
195	Electrolux	211	195 50	195 50	– 7 35
110	Ericsson	111 50	113	111	– 0 45
315	Exxon Corp.	317 20	....	...	...
220	Ford Motor	218	205 50	205 50	– 5 73
43	Freegold	40	40 50	40 15	+ 0 38
14	Gencor	15 40	16	15 50	+ 0 65
385	Gén. Elect.	378 50	373 40	373	– 1 45
195	Gén. Motors	189 90	184 60	185	– 2 58
325	Gén. Belgique	322 10	328	328	+ 1 83
43	Gd. Métropol.	41	40 10	40 10	– 2 20
50	Guinness	50 50	50 50	50 25	– 0 50
19	Hanson PLC	19 20	19 60	19 45	+ 1 30
21	Harmony Gold	20 50	20	20	– 2 44
355	Hewlett Packard	300	295	295	– 1 67
29	Hitachi	29 10	28 45	28 50	– 2 06
755	Hoechst	820	...		.
71	Homestake	70 80	69 70	71	+ 0 28
107	I.C.I.	107	109 40	109 40	+ 2 24
465	I.B.M.	441	441 40	437 20	– 0 86
325	I T T	338	338 30	338	
157	Ito Yokado	151 10	150 90	150 10	– 0 66
47	Matsushita	46 80	45 90	45 70	– 2 35
3 55	Maxwell	3 55	.	.	.
215	Mc Donald's	213	211 90	211 90	– 0 52
250	Merck	258 50	258 70	260 50	+ 0 77
490	Minnesota M.	482	..	.	...
35	Mitsubishi	33 40	33 10	33 60	+ 0 60
320	Mobil corp.	331 10	...	.	
295	Morgan J.P.	302 50	305	305	+ 0 83
35120	Nestlé	34810	34810	35000	+ 0 55
125	Norsk Hydro	115 80	115 60	113 50	– 1 99
92	OFSE	90	89 25	89 30	– 0 78
1760	Pétrofina	1725	1691	1680	– 2 61
390	Philip Morris	403	399 90	400 80	– 0 55
76	Philips	71 10	70 80	69 40	– 2 39
57	Placer Dome	54	53 95	54 10	+ 0 19
255	Procter Gamble	250 10	..	..	
160	Quilmès	167	.	..	
21	Randfontein	17 60	17 90	17 85	+ 1 42
275	Rhone Poul. Rorer	269 50	269 80	269 90	+ 0 15
435	Royal Dutch	427 10	425	423 40	– 0 87
53	R T Z	52 15	52 20	52 70	+ 1 05
11	Saat.& Saatchi	12 35	12 30	12 35	..
26	St Helena	27	26 30	26 50	– 1 85
310	Schlumberger	328	323	322 10	– 1 80
44	Shell transp.	43 50	..	...	
2090	Siemens	2115	2101	2090	– 1 18
154	Sony	153	152 90	152	– 0 65
50	Sumitomo Bank	52 80	53	52 50	– 0 57
152	T D K	140	134 40	134 40	– 4 00
54	Telefonica	53 40	55	54	+ 1 12
25	Toshiba	23 70	23 20	23	– 2 95
540	Unilever	552	546	548	– 0 72
265	Unil.Techn.	283 80	.	...	...
235	Vaal Reefs	225	229 70	229 70	+ 2 09
1170	Volkswagen	1181	1190	1180	– 0 08
300	Volvo	324	....	....	.
107	West. Deep.	91	92 40	91 85	+ 0 93
360	Xerox Corp.	382	..		
91	Yamanouchi	90 10	90	90	– 0 11
3 16	Zambia Cop	4 40	4 42	4 40	..

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78.	99 90	0 77
10,80% 79/94	....	10 06
Emp.Etat 13,4%83.	103 95	8 53
Emp.Etat 12,2% 84.	100 25	10 23
10,25% mars 86	102 10	4 24
OAT 10% 5/2000	....	2 65
OAT 9,9% 12/1997	102 40	5 51
OAT 9,8% 1/1996	101 30	5 16
PTT 11,2% 85	104	7 13
CFF 10,30% 86	101 40	5 14
CFF 10,25% nov 90	104 80	4 15
CNA 10 % 1979	99 25	4 25
CNB Bques 5000F	98 05	0 93
CNB Paribas 5000F	97 50	0 93
CNB Suez 5000F	97 50	0 93
CNI 1/82 5000F	98 05	0 93
CNT 9 % 86	....	2 77
CRH 10,90% déc.85	105 80	6
CHARB FCE 3% 100	140 69	....
CNCA	1040	....
Cerus	2220	....
Alcatel 6 % janv. 89	623	....
Ly. Eaux cv 6,5%	780	....
Thoms. cv 9,2% 86	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	700	690
Applications Hydr.	1550	1550
Arbel	470	476
Bains C.Monaco	930	1010
B.Hypoth.Europ.	357	....
B.N.P. Intercont.	361	365
Beghin-Say (C I)	480	489
Bénédictine	2629	....
Bidermann Internat.	490	....
Blanzy Ouest	1585	....
B T P	59 90	59
Cambodge	1100	1080
Carbone Lorraine	398	393
Case Poclain	4 50	4 50
C.B.C.	290 20	299 90
C.E.G.F (Frigor.)	715	710
Centenaire Blanzy	350	350
Cerabati	50	..
Champex Ny	51	51
CIC (CIP)	175	175
C.I.M.	688	....
C.I.T.R.A.M. (B)	3000	....
Compiphos	471	461
Cie Industrielle	4911	4821
Cpt Lyon Alemand	340	329
Concorde	605	....
Constr.Mét.Prov.	16	16 50
Crédit Gén.Ind.	135	140
Cr Universel (Cie)	430	430
Darblay	535	....
Degremont	1799	1795
Delmas Vieljeux	3247	....
Didot Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3210	3200
Ecia	372	388 10
Ent.Mag. Paris	4200	....
Eter	1900	1900
Finalens	308 90	....
F.I.P.P.	70	....
F.N.A.C.	1898	1855
Foncière (Cie)	445	445
Fonc.Lyonnaise	593	590
Foncina	340	340
Fougerolle	809	802
France I.A.R.D.	549	530
France SA (La)	1790	1780
From. Paul-Renard	1880	..
Gaumont	458	....
Genefim	239 90	237
Gévelot	490	....
G.F.C.	291	295
Groupe Victoire	945	....
G.T.I (Transport)	203	....
Immobail	304 90	305
Immobanque	575	....
Im.Marseillaise	4800	....
Immofice	361	368 90
Invest.(Ste Cle.)	3202	3208
Lambert Frères	281	256
Lille Bonnières	621	....
Locafinancière	470	....
Lois Voicon	859	860
Louvre	2317	2310
Lucia	610	602
Machines Bull	30 20	28 50
Mag.Uniprix	199	....
Magnant	540	540
Métal Déployé	386	....
Mors	84	83
Navigation (Nle)	198	198
Optorg	280	280
Oréal (CI)	499	499
Origny-Desvroise	673	670
Palais Nouveauté	1250	....
Paluel Marmont	600	610
Parfinance	152	....
Paris France	199	....
Paris Orléans	205	....
Parthena Invest	275 10	275
Pathé Cinéma	500	....
Piper Heidsieck	1000	1150
Porcher	470	...
Promodès (CI)	370	376
Publicis	710	....
Rochefortaise	114	....
Rosario	150	150
Rougier	253	252
S.A.C.E.R.	445	....
S.A.F.A.A.	240	....
S.A.F.I.C Alcan	200	200
Saga	372	385
Saint Dominique (F.I.)	103	103
Salins du Midi	560	580
Savoisienne M.	159	....
S.C.A.C.	755	765
Satelle	440	425
S.Eaux Part. (M)	125	112
Siic	554	554
Sarpm	110	112 50
S.I.P.H.	135	....
S.M.C.I.	100	....
Sofal	630	630
Soffo	251 10	....
Sofical	1070	....
Soficam (ex Saturn)	72 50	..
Sofragi	2302	....
Soudure Autogène	752	752
Sovabail	400	....
Stemi	497 80	....
Taittinger	2150	2150
Testut-Aequitas	220	221
Tour Eiffel	191	192
Ufiner	1100	...
Vicat	490	....
Viniprix	1520	1512
Virax	120	120
Maroc Sté Brasser.	300	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	556	...
Akzo Nv Sico	405	....
Alcan Aluminium	99 90	97 20
American Brands	253	..
Arbed	570	....
Asturienne Mines	95	93 50
Banco Popular Espa.	473	474
B.Reglements Int.	22800	23000
Can.Pacifique	74	...
Chrysler Corp.	106 10	....
C I R	6 20	....
Commerzbank	806	...
Dow Chemical	286 20	...
Fiat	22 80	....
GBL (Brux Lamb.)	490	490
Gevaert	970	....
Glaxo Holdings Ltd	71	69
Goodyear Tire	337	....
Grace and Co (WR)	181	....
Honeywell Inc. Im.	356	..
Johannesburg	82 60	...
Koninklijke Pakhoed	132 30	...
Kubota	18 60	...
Midland Bank	40 25	....
Noranda Mines	77 20	..
Olivetti priv.	9 90	...
Pfizer Inc.	403 50	397 90
Ricoh	18 20	...
Robeco	268 40	268 70
Rodamco NV	128 20	126 20
Rolinco	264	262
Saipem	7	...
Sema Group	25 40	....
SKF Aktiebolaget	86 50	86
Tenneco Inc.	200	....
Thorn Electrical	57 10	...
Toray Ind.	20 90	...
West Rand Cons.	6 10	6 05

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	....
Calciphos	85 10	..
C G H Cogenhor	3 98	....
Coparex	645	....
Drouot Assurances	339	..
Electro-Banque	311	311
Europ Accum.	81	...
Europ Soulres Ind.	20	..
Gachot S.A.	43 80	41 90
Guy Degrenne	402	403
Lecteurs du Monde	151	152
Nicolas	1200	..
Particip. Perdier	350	...
Quadrant	40	...
Romanco N V	220 30	220 80
St-Gobain-Emballage	1802	1802
S.E.P.R.	1648	.
S.M.T. Goupil	0 40	...
S.P.R. act. B.	285	...
Waterman	1200	...

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 986	....	4 7	5 2
Ecu	6 889	....	....	....
Allemagne (100 dm)	337 830	....	326	348
Belgique (100 F)	16 402	....	15 8	16 8
Pays-Bas (100 fl)	299 660	....	288	308
Italie (1000 lires)	4 462	....	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	87 690	....	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 561	....	9 2	10
Grèce (100 drachmes)	2 745	....	2 4	3 1
Suisse (100 f)	376 730	....	364	384
Suède (100 krs)	93	....	89	97
Norvège (100 k)	85 830	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 002	....	46 5	49 5
Espagne (100 pes)	5 293	....	5	5 6
Portugal (100 esc)	3 960	....	3 6	4 4
Canada (1 $ can)	4 217	....	4	4 4
Japon (100 yens)	3 900	....	3 7	3 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/8
Or fin (kilo en barre)	56800	56100
Or fin (en lingot)	57400	56450
Napoléon (20f)	326	325
Pièce Fr (10 f)	419	.....
Pièce Suisse (20 f)	321	326
Pièce Latine (20 f)	324	320
Souverain	422	424
Pièce 20 dollars	1830	1845
Pièce 10 dollars	920	930
Pièce 5 dollars	550	.....
Pièce 50 pesos	2110	2105
Pièce 10 florins	336	337

SICAV (sélection) 7/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	187 04	182 03
Améri-gan	7016 72	6746 85
Ampia	270944 78	270944 78•
Amplitude	612 52	594 88
Arbitrages Court T.	7337 90	7337 90•
Associc	1102 90	1102 90
Atout Futur	402 99	393 16
Aurecic	1127 64	1094 80
Avenir Alizes	1686 50	1633 82
Axa Capital	169 60	164 66
Axa Court Terme	8075 24	8075 24
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	854 32	829 44
Axa.Ep Fr.Ex Ageparg.	771 41	748 94
Axa Europe	124 45	120 83
Axa Investissements	99 03	96 15
Axa NPI	110 74	107 51
Axa Ob.Fr.Extrans.	139 85	135 78
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	129 83	126 05
Axa Prem.Ex.Agepre.	114 75	111 41
Axa Sél.Ex.Dr.Sela.	139 52	135 46
Axa Valeurs PER	119 90	116 41
Cadence 1	1031 57	1011 34
Cadence 2	1041 63	1021 21
Cadence 3	1032 42	1012 18
Capimonétaire	6396 04	6389 65
Capioblig	6357 92	6233 25
Capitacic	1312 06	1292 67
Coexis	1321 41	1289 18
Comptavalor	3567 01	3561 67•
Convertimmo	323 29	316 95
Credinter	426 95	414 51
Credit Mutuel Capital	1285 95	1260 74
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	680 18	680 18
Cred.Mut.Ep Indus.	92 88	90 39
Cred.Mut.Ep.J.	70691 79	70691 79
Cred.Mut.Ep.long.T.	184 49	179 55
Créd.Mut.Ep.Monde	1083 54	1054 54
Cred.Mut.Ep Quatre	1093 20	1063 94
Dieze	1297 30	1265 66
Drouot France	830 31	806 13
Drouot Sécurité	217 25	210 92
Ecocic	1043 82	1013 42
Ecupar	125 87	122 20
Ecureuil Capitalisation	2576 29	2550 78
Ecureuil Géovaleurs	2284 21	2198 26
Ecureuil Invest.	437 27	424 53
Ecureuil Monepremière	68174 72	68174 72
Ecureuil Monétaire	40081 78	40081 78
Ecureuil Trésorerie	2472 09	2472 09
Ecureuil Trimestr.	2017 82	1997 84
Elicash	2 843521	2 843521•
Energie	260 78	248 95
Eparcic	3861 73	3861 73
Epacourt-Sicav	4361 51	4350 63
Epargne Associat.	25710 91	25418 17
Epargne Capital	10755 83	10649 34
Epargne Croissance	1617 10	1573 82
Epargne Obligat.	193 33	188 16
Epargne Premiere	14494 63	14386 73
Epargne-Unie	1241 61	1211 33
Epargne Valeurs	417 87	406 69
Eofi Cash capi.	8447 15	8447 15•
Eofinvest capi.	616 12	598 17•
Eurocic Leaders	1026 73	998 77
Eurodyn	1148 87	1120 85
Euro Gan	6058 20	5825 19
Europe Nouvelle	529 82	505 79
Fonsicav	14648 99	14648 99•
France-gan	9668 22	9296 37
France Garantie	260 09	259 57
France Index Sicav	106 89	103 76
France Obligations	466 73	462 11•
Francic	455 70	442 43
Francic Pierre	98 77	93 95
Francic-Régions	1183 35	1148 88
Fructi-Associations	35 84	35 84
Fructi-Cap.	41 93	41 31
Fructidor	234 86	231 39
Fructifrance action C.	891 88	870 13
Fructifrance action D.	871 51	850 25
Gestilion	14910 79	14836 61
Gest.Associations	164 38	160 76
Horizon	1176 87	1142 59
HLM Monétaire	14150 90	14150 90•
Indust.Fse.Court.T.	1494 64	1494 64
Interépar	104402 49	101361 64
Interoblig	13657 68	13389 88
Intersélection Fce	516 63	506 50
Japacic	135 02	131 09
Jeunepargne	288 06	283 80•
Latitude	2291 47	2288 04
Leumi C.T.	12755 39	12755 39
Leumi L.T	6325 39	6141 16
Lion Association	11325 44	11325 44
Lion Institution	29606 09	29532 26
Lionplus	978 06	958 88
Lion Trésor	2105 12	2084 28
Lion 20 000	26655 64	26655 64
Livret Bourse Inv.	544 07	528 22
Livret Portefeuil.	675	655 34
Méditerranée	169 94	164 99
Mensuel CIC	10094 92	9994 97
Monaden	69136 23	69136 23
Mone J.	73823 90	73823 90•
Monévalor	83374 28	83374 28
Mutualité dépôts	13588 68	13561 56
Natio Court Terme	288838 00	288838
Natio-Epargne	17793 45	17617 28
Natio-Ep. Ret.	127 45	124 04
Natio Eparg.Trésor	7838 77	7823 12
Natio-Imm.	1064 92	1036 42
Natio-Inter	1379 41	1342 49
Natio-Monétaire	25707 20	25707 20
Natio-Patrimoine	1309 42	1274 37
Natio-Placements	64859 59	64859 59
Natio-Revenu	1028 62	1018 44
Natio Sécurité	12252 21	12252 21
Natio-Valeurs	842 27	819 73
Nippon-Gan	4126 01	3967 32
Nord Sud Dévelop.	1562 98	1559 86
Obli-Associations	151 16	149 66
Oblicic-Mondial	2584 60	2546 40
Oblicic-Régions	1017 64	1002 60
Oblifutur	2834 34	2785 21
Oblig. ttes caté.	175 96	173 36
Oblilion	1342 37	1329 08
Oblisécurité Sicav	13126 39	13126 39
Oraction	1004 86	980 35
Orvalor	6916 09	6780 48
Paribas Capitalisation	1484 99	1463 04
Paribas Opportunités	120 51	115 60
Paribas Patrimoine	562 99	530 45
Patrimoine Retraite	223 93	219 54
Parvalor	606 57	593 70
Placement A	1426 02	1398 06
Placement J.	7347 11	7332 45•
Placement M.	68101 50	67965 57
Placement Nord	934 21	915 69
Plénitude	130 98	127 47
Poste Croissance	22093 57	22071 50
Poste Gestion	66919 08	66919 08
Première Oblig.	10701 19	10690 50•
Prévoy. Ecureuil	110 50	108 41
Prv'Associations	29948 21	29948 21
Proficas	922 06	899 57
Quarz	128 43	125 30
Réalvalor	712 67	698 70
Rentacic	157 84	155 51
Revenus Trimestr.	5314 78	5262 14
Revenu-Vert	1127 27	1099 78
St Honoré Vie & Santé	954 79	911 49
St Honoré Bons du Tr.	11420 71	11363 89
St Honoré Global	219 34	209 39
St Honoré Invest.	753 82	719 64
St Honoré Pacifique	517 92	494 43
St Honoré PME	513 30	490 02
St Honoré Real	15212 76	15152 15
Sécuric	1771 52	1771 52
Sécuri-Gan	13013 54	12758 37
Sécuritaux	1415 46	1415 46
Sicasden	712 05	701 53
Sicav Associations	1875 46	1875 46
SFI-CNP Assur.	628 72	610 41
S G Fr opportunités	1145 24	1122 78
Sicav 5.000	429 06	417 58
S.I. Est.	1227 40	1191 65
Slivafrance	691 27	672 77
Slivam	374 07	364 06
Slivarente	206 34	202 29
Slivinter	399 96	389 26
S.N.I.	1060 60	1029 71
Sogenfrance	1088 21	1086 87
Sogépargne	315 34	309 16
Sogevar	962 66	943 78
Sogister	1210 62	1186 88
Soleil Investissements	553 69	532 39
Solstice	2162 19	2158 80
State Street Act. Eur.	9100 93	8793 17•
State Street Act. Frce.	10225 52	9827 69
St. Str. Act.Japon	8569 08	8279 30
State Street Emer. Mts	10742 84	10226 35•
St.Street OAT Plus	10163 10	9963 82
Stratégie Actions	800 27	769 49
Stratégie Rendement	1408 92	1364 57
Technocic	1009 05	978 69
Techno-Gan	5497 22	5285 79
Thesora	665 18	658 59
Trésor Plus	1285 80	1273 07
Trésor Trimestriel	1013 72	1003 68
Trésoricic	132090 22	132090 22
Trilion	5121 89	5056 16
UAP Investissements	413 24	398 30
UAP Actions France	573 96	553 21
UAP Act. Select.	596 10	574 55
UAP Aedificandi	501 58	483 43
UAP Altefi	195 41	188 35
UAP Alto Sicav	155 61	149 99
UAP Moyen Terme	139 55	134 51
UAP Premiere Cat.	10732 07	10344 16
Uni-Associations	124 95	124 95•
Uni-Foncier	1135 20	1107 51
Unifrance	570 68	556 76
Uni-Garantie	1293 12	1267 74
Uni Régions	1331 80	1299 32
Univar	239 91	239 91•
Univers Actions	1185 15	1158 24
Univers Obligations	1773 59	1730 33
Valorg	2081 31	2079 23
Valréal	54188 22	54141 15

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CARNET DU Monde

Décès

– Simone Blais,
son épouse,
Maryvonne Blais,
Marie-Cécile et Pierre Masure,
Catherine et François,
Jean-Paul et Marie-Claude Blais,
Hélène et Julie,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger BLAIS,
ancien conservateur des eaux et forêts,
directeur honoraire
de l'Institut national agronomique,
ancien directeur
de l'Ecole supérieure du bois,
membre émérite
de l'Académie d'agriculture de France
président d'honneur
de la Société de géographie,
docteur *honoris causa* des universités
de Louvain et de Laval (Québec),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite agricole,
commandeur des Palmes académiques,

survenu le 6 août 1992, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, en l'église de May-en-Multien (Seine-et-Marne) le 10 août 1992.

Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris.

9, rue Pasteur,
92120 Montrouge.

[Né le 13 février 1905 au Mans, Roger Blais était ancien élève de l'Institut national agronomique et de l'Ecole nationale des eaux et forêts. Au début de sa carrière, il occupe successivement des postes en Savoie, en Lorraine, puis à Paris. Conservateur des eaux et forêts en 1945, il sera directeur de l'Ecole supérieure du bois de 1946 à 1957 puis directeur de l'Institut national agronomique (1957-1970). Il était membre émérite de l'Académie d'agriculture de France, président d'honneur de la Société de géographie et l'un des membres fondateurs de la Société arctique française. Il était d'autre part l'auteur d'œuvres de vulgarisation sur *la Forêt, la Campagne,* et la *Flore pratique.*]

– Mme Jean Cassegrain,
son épouse,
M. et Mme Jamyl Saheb-Ettaba
et leurs enfants,
M. Guy Cassegrain,
M. Marc Cassegrain,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Denise Cassegrain,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean CASSEGRAIN,
croix de guerre 1939-1940,
chevalier du Mérite maritime,

survenu le 6 août 1992, en son domicile, 6, chemin de la Source, à Opio (Alpes-Maritimes).

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église d'Opio (Alpes-Maritimes).

– Nicole et André Fontayne,
Marie et François Bouchard,
Sylvie et Michel Fontayne,
ses enfants,
Ses dix petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses dix-neuf arrière-petits-enfants,
ont la peine de vous apprendre le décès du

docteur Pierre FONTAYNE,

survenu à Paris, le 3 août 1992, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 7 août, à Paris.

« En la parole était la vie, et la vie était la lumière des hommes. »
Jean 1, 4.

14, avenue du Général-Leclerc,
17000 La Rochelle.
25, rue de l'Yvette,
75016 Paris.
Mas de Plos,
48500 Vialas.

– Dieulefit, Grenoble, Paris et banlieue.

M. Pierre Griffoul,
son époux,
M. Jean Griffoul,
son fils,
Ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone Andrée Henriette GRIFFOUL,
née Cuny,

survenu le 8 août 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 août, à 10 h 30, au cimetière de Dieulefit.

– Nous apprenons le décès de

Georges LAMOUSSE,
ancien sénateur de la Haute-Vienne,

survenu le 1er août 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

[Né le 23 décembre 1909 à Droux (Haute-Vienne), dont il avait été élu pour la première fois maire en 1965, Georges Lamousse avait commencé sa carrière comme professeur d'école normale, à Laon et à Bordeaux, avant de devenir directeur régional de la radiodiffusion à Limoges et directeur de la *Presse libérée* de 1944 à 1946. Sénateur socialiste de 1949 à 1977, date à laquelle il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat, Georges Lamousse avait représenté le canton de Magnac-Laval au conseil général de la Haute-Vienne de 1955 à 1979.]

– M. et Mme François Battesti
et leurs enfants,
Le docteur Claude Martin-Mondière
et Anne-Sophie,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

M. André MONDIÈRE,
officier du Mérite civique,

survenu à Nice, le 4 août 1992, dans sa soixante-treizième année.

Une messe à son intention sera célébrée le mardi 11 août, à 11 h 15, en la chapelle du Saint-Sacrement, 20, rue Cortambert, Paris-16e.

– Mme Pauline Perronnette,
sa mère,
Le docteur et Mme Jean-Philippe Perronnette,
Pascal, Olivier et Bruno,
ses frère, belle-sœur et neveux,
Le docteur et Mme Léo Joinville,
ses oncle et tante,
Toute sa famille,
Ses parents et amis,
font part du décès de

Nicole PERRONNETTE,

survenu le 8 août 1992, à Paris.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 12 août, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, à Paris-15e, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de la Procession,
75015 Paris.

– Dans la montagne qu'elle aimait *tant,*

Claude TRAYNARD

est tombée le 5 août 1992.

De la part de
Philippe Traynard,
Ses filles, Christine, Dominique, Sybille,
Ses petits-enfants, Cyril, Frédéric, Thomas, Sandrine
Et leurs familles.

Une cérémonie rassemblera ultérieurement ceux qui l'ont aimée.

Anniversaires

– Le 10 août 1991 a été rappelé à Dieu notre cher et regretté

Arnaud DERAIS.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pieuse pour lui.

Que son âme repose en paix.

Sa femme Isabelle
Et ses enfants.

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Jacques PICTET,

une pensée et une prière sont demandées à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

– *Il y a un an, le 10 août 1991,*

Christine PINEAU-DOMANGE,
« Criquet »,

était fauchée par la mort sur la route, à l'âge de quarante-trois ans.

Que ses amis aient une pensée pour elle.

– Il y a cinquante ans, le 11 août 1942, au Mont-Valérien, quatre-vingt-douze résistants étaient fusillés.

Parmi eux,

Charles SCHMIDT,
responsable FTPF
(organisation spéciale).

N'oublions pas leur combat.

Nominations

– **M. Joël Kressmann a été nommé** président du directoire de l'Européenne d'intermédiation financière et boursière, dont le président du conseil de surveillance est M. René Ehrmann.
M. Georges François continue d'assumer la responsabilité de la direction générale de cette société de Bourse.

Communications diverses

– La société IDCA (Inter Départemental Chèque Assistance), dont le siège social est à Paris, rappelle qu'elle n'a aucun lien avec la société Chèques Assistance, dont le siège social est à Reims.

AGENDA

Nous publions le lundi (daté *mardi*) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

MUSIQUE

CONCERTS

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Sinfonietta de Paris : 21 h mer. Dominique Fanal (direction). Mozart.
ÉGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Crane Concert Choir : 18 h sam.
ÉGLISE SAINT-EUSTACHE. Jean Guillou : 20 h 30 lun. Orgue. Bach, Vivaldi, Guillou. Dans le cadre du Festival estival de Paris.
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Ensemble instrumental Parenthèse : 21 h mar. Corinne Martignoni (violon), Laurent Brack (direction). Vivaldi, Bach, Mozart.
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Le Concert classique : 18 h 30, 21 h mer., jeu., ven., lun. ; 21 h sam. Charles *Limouse (flûte, direction). Vivaldi* Olivier de Mones : 21 h mar. Violoncelle. Bach.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble instrumental Parenthèse : jusqu'au 21 août. 20 h 45 mer., jeu. Corinne Martignoni (violon), Laurent Brack (direction). Vivaldi, Bach, Arnaud Bellenger, Jean-François Devillier : 20 h 45 ven. ; 17 h sam., dim. Trompette, orgue. Monteverdi, Bach, Corelli, Vivaldi, Isabelle Lequien : 20 h 45 mar. Alto. Bach.
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN. Ensemble la Fenice : 20 h 30 jeu. David Thomas (basse). Monteverdi, Schütz, Reina, Merula. Dans le cadre du Festival estival de Paris.
HOTEL DE SULLY. Véronique Terleki : *jusqu'au 23 août. 14 h sam.,* dim. Violon. Paganini, Bach, Kreisler, Wieniavski. Dans le cadre du Festival Monuments en musique Sophie Boulin, Matthias *Spaeter : 19 h mer. Soprano, luth. Lully,* Lambert, Gaulthier, Visée. Dans le cadre du Festival estival de Paris.
LE MADIGAN (42-27-31-51). Valentina *Vagliani, Thierry Boulenger : 22 h 30* lun., mar. Mezzo-soprano, piano.
OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Jean-Marc Bonn : 22 h 30 lun. Piano. Chopin.
PANTHÉON. I. Dutoit, C. Delaunay : jusqu'au 23 août. 14 h mer., jeu., ven., sam., dim. Clarinette. Dans le cadre du Festival Monuments en musique.
SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE. Crane Concert Choir : 18 h sam.
SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). *Ensemble Ars Antiqua de Paris :* jusqu'au 21 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Musique espagnole du *XVIe siècle, Ensemble Ars Antiqua de* Paris : jusqu'au 20 août. 18 h 45, 21 h jeu., lun. Musique au temps de Saint-Louis. L'âge d'or de la musique espagnole Ensemble *Ars Antiqua de Paris :* jusqu'au 23 août. 18 h 45, 21 h ven. Musique du Moyen Age. Musique française des XVIe et XVIIe siècles, Ensemble *Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24 août.* 18 h 45, 21 h dim. L'amour courtois au Moyen Age, Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h mar. Musique au temps des croisades. Musique française du XVIIe siècle Gabriel Fumet : 21 h sam. Flûte. Bach, Telemann, Paganini, Stamitz, Andersen, Honegger, Debussy, *Fumet.*

Périphérie

MAISONS-LAFFITTE. CHATEAU DE MAISONS. Parcours d'un soir, musique et voix ; jusqu'au 4 septembre. 21 h 30, 22 h, 22 h 30 mer., ven., lun. Wanda Kozyra, Jeanne Bœlle (luth, théorbe), *Julie Hassler (soprano),* Bernard Colin (mise en scène).
RAMBOUILLET. CHATEAU. S. Hascoet, M.-C.Boulard : jusqu'au 23 août. *14 h dim. Clarinette. Dans le cadre du* Festival Monuments en musique.
SAINT-DENIS. BASILIQUE. Pierre Pincemaille : jusqu'au 23 août. 14 h mer., *jeu., ven., sam., dim. Orgue. Dans le* cadre du Festival Monuments en musique.
SCEAUX. ORANGERIE (46-60-07-79). Duo Crommelynck : 17 h 30 sam. *Piano* à quatre mains. Mozart, Schubert, Brahms, Fauré, Bizet. Dans le cadre du Festival de l'orangerie de Sceaux Quatuor Arpeggione : 17 h 30 dim. Haydn, Schumann, Schubert. Dans le cadre du Festival de l'orangerie de Sceaux.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Larry Porter, Allan Praskin Quartet : 22 h 30 mer., jeu. ; Afro Beat Blaster : 22 h 30 dim., lun. ; Jam Session : 22 h 30 mar.
BAISER SALÉ (42-33-37-71). Seydina *Insa Wade : 22 h 30 mer. ; Richard* Bona, Françoise Pujol Quartet : jusqu'au 30 août. 22 h 30 dim. ; Bohe Combo : 22 h 30 lun., mar.
BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Jean-Claude Naude, Jean-Pierre Mulot : 22 h 45 mer., jeu. Piano, contrebasse ; Georges Makintosh : 22 h 45 lun., mar.
LE BILBOQUET (45-48-81-84). Anne Ducros Quartet : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. Chant, Georges Arvanitas (piano), Luigi Trussardi (basse) ; Turk Mauro : jusqu'au 27 septembre. 22 h 45 dim. Georges Arvanitas (piano), Luigi Trussardi (basse) ; Jeffrey Smith : 22 h 45 lun., mar. Chant, Georges Arvanitas (piano), Jacky Samson (basse).
CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). Café Rive-droite : jusqu'au 27 août. 22 h *mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.*
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Bert De Kort and his Dixieland Pipers : 21 h 30 mer., jeu., *ven., sam. ; Megaswing Quartet + one :* 21 h 30 dim., lun., mar.
CINQUIÈME AVENUE (45-00-00-13). The Matthew Gonder Show : 1 h mer. ; Mike's Night : 1 h jeu.
CITY ROCK (47-23-07-72). Gang : 0 h lun., mar. ; Dixie Stompers : 0 h dim.
L'EUSTACHE (40-26-23-20). Jef Sicard Trio : 22 h 30 jeu. ; Jean-Marie Brière : 22 h 30 ven., sam.
FRONT PAGE (42-36-98-69). Freddy *Meyer : jusqu'au 19 août. 22 h 30* mer. ; Rythm & Rousse : 22 h 30 jeu. ; Tonky Blues Band : 22 h 30 ven., sam. ; House Band : jusqu'au 30 août. 22 h 30 *dim. ; Frogmouth : jusqu'au 1er septembre.* 22 h 30 lun., mer.
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Trio Serge et Nivo *Rahoerson : 22 h 30 mer., jeu., ven.,* sam. ; Boto et Novos Tempos : jusqu'au 30 août. 22 h 30 dim. ; Banako : jusqu'au 29 août. 22 h 30 lun., mar.
LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bop Génération : 22 h jeu., ven. Alain-Michel Jourdat (saxophone), Jacky Samson (contrebasse), Olivier Caillard (piano).
LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques Caroff Group : 21 h jeu. ; Michel Mardigian Jazz Group : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Michel Bescont Trio : 21 h lun.
LE MONTANA (45-48-93-08). Cool Jazz Quartet : 22 h 30 mer. ; Quartet Sheryl Martin : 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Chris Henderson Duo : jusqu'au 30 août. 22 h 30 dim. ; Trio René Urtreger : jusqu'au 2 septembre. *22 h 30 lun., mar.*
MONTGOLFIER (40-60-30-30). Philippe de Pressac : 22 h *mer., jeu., ven.,* sam. ; Serge et Nivo Rahoerson : 22 h lun., mar. Saxophone, piano et chant.
PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Sundogs : 22 h mar.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Hard Times : 21 h mer. ; *Fabien Ruiz, Sandra Combelle :* 21 h jeu. Jazz et claquettes ; Luther Allison : 21 h mar.
SLOW CLUB (42-33-84-30). Carl Schlosser Quintet : 22 h mar.

CHANSON

BOUFFONS THÉATRE (42-38-35-53). Nicolas Vassal : jusqu'au 29 août. 21 h *jeu., ven., sam.*
THÉATRE DE LA RENAISSANCE (42-08-18-05). La Java des mémoires : 21 h mer., jeu., ven., mar. ; 17 h 21 h sam. L'histoire *d'une drôle d'époque.* Spectacle musical conçu et mis en scène par Roger Louret.
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL *(48-06-72-34). Marie-Hélène Féry :* jusqu'au 30 août. 19 h 45 mer., jeu., ven., sam., mer. ; 17 h dim.

PARIS EN VISITES

MARDI 11 AOÛT

« Du passage du Grand Cerf restauré au passage Brady à restaurer (deuxième parcours) », *10 h 30,* 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

« Montmartre : cités d'artistes, *ruelles, jardins et village* », 11 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle. Garnier et le style Napoléon III », 11 heures et 15 heures, devant l'entrée, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les Impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 15 et 16 h 15, métro Bastille, sortie rue Saint-An*toine (C. A. Messer).*

« Le parc Georges-Brassens : quoi de neuf à l'emplacement des anciens abattoirs de Vaugirard ? », 14 h 30, angle de la rue des Morillons et de la rue de Dantzig (Monuments historiques).

« Cités d'artistes et ruelles du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Sauvegarde du Paris historique).

« La Grande Arche de la Défense et son nouveau quartier », 14 h 30, RER la Défense, sous le panneau : sortie E, Grande Arche (Europ explo).

« Le Marais. Les hôtels de Marle ou de Beauvais, d'Onon. Promenade dans les traboules du dix-septième siècle. L'abbaye de Chaalis, ses souterrains, son cellier », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann », 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », *15 heures, parvis de la Madeleine* (M.-C. Lasnier).

« Paris et ses canaux : les aménagements récents de la place de Stalingrad et des berges du canal de l'Ourcq », 15 heures, sortie du métro Stalingrad, à l'angle de la rue de Flandre et du quai de Seine (Monuments historiques).

« Très riches hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 15 h 30, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

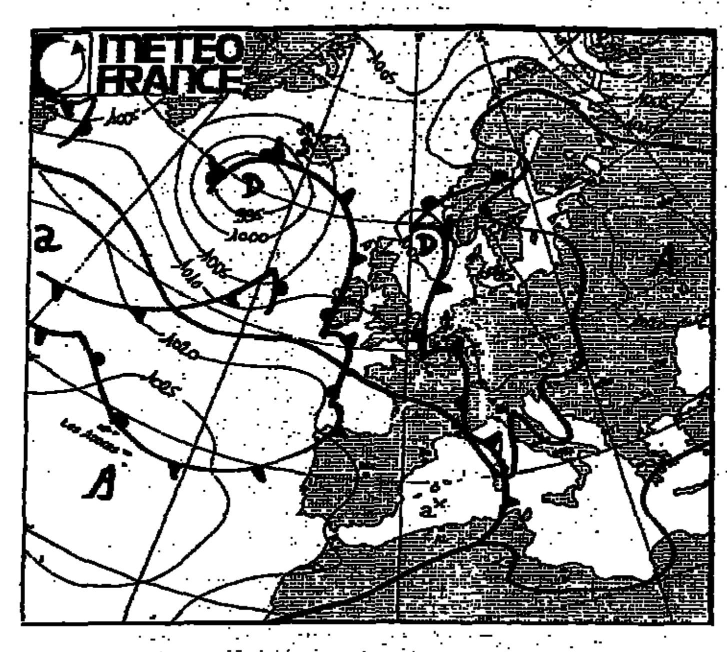
« La Chine à Paris, dans le triangle d'or des Olympiades », 15 heures, *métro Maison-Blanche, sortie avenue* d'Italie, face au no 31 (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

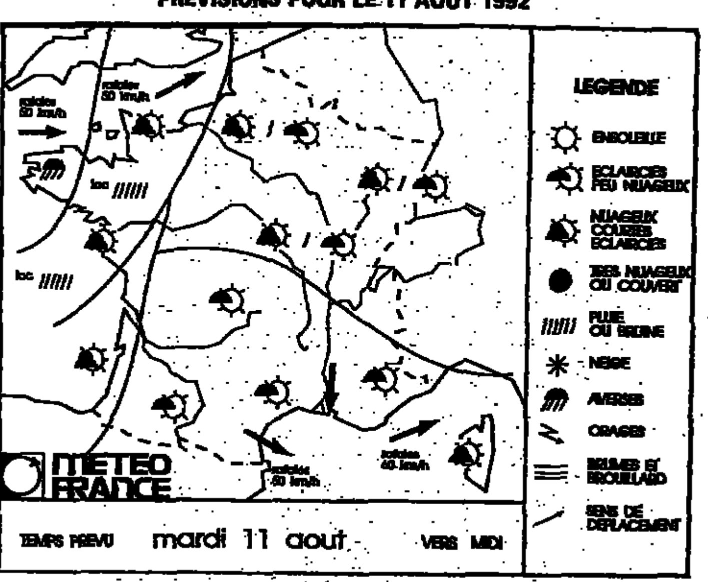
30, avenue Corentin-Cariou (salle Jean-Bertin), 15 heures : « La sélection des astronautes », avec J.-M. Fougère, M.-C. Monchalin et J.-P. Diar. Entrée libre (Cité des sciences et de l'industrie).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 11 AOUT 1992



Mardi : nuages au nord, soleil au sud. – Le matin, le ciel sera couvert sur la Bretagne avec de faibles pluies. Du nord-est du pays aux Alpes, le ciel sera nuageux avec de timides éclaircies. Sur le reste du pays, les quelques brumes présentes au lever du jour se dissiperont rapidement pour laisser place au soleil. Mistral et tramontane souffleront à 50 kilomètres/heure en rafales.

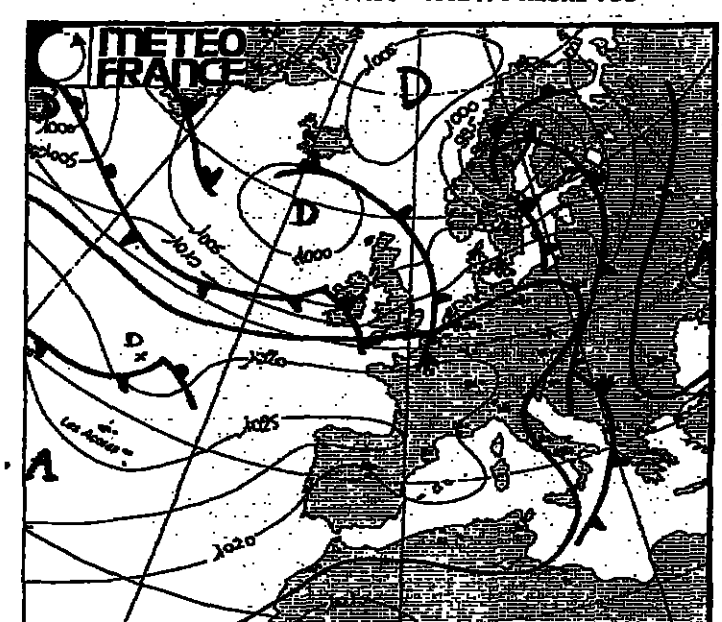
L'après-midi, les nuages et la pluie faible gagneront de la Normandie aux Pays de la Loire. Sur la Bretagne, les éclaircies reviendront, mais il y aura quelques averses. Le vent de sud-ouest soufflera à 50 kilomètres/heure par rafales en Manche.

Du Nord-Aquitaine au Poitou-Charentes, les nuages deviendront plus nombreux. A l'est d'une ligne Lyon-Paris-Rouen, les passages nuageux seront plus denses au fil des heures. Plus au sud, le soleil sera généraux.

Les températures minimales iront de 13 degrés à 15 degrés en général, jusqu'à 22 degrés au sud-est.

Les températures maximales avoisineront 25 degrés à 27 degrés au nord et 27 degrés à 31 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-8-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 09-8-1992 à 18 heures TUC et le 10-8-1992 à 6 heures TUC

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	29	21	N
BIARRITZ	26	14	D
BORDEAUX	19	14	N
BOURGES	24	15	N
BREST	19	10	N
CAEN	24	15	C
CHERBOURG	21	13	N
CLERMONT-FER.	29	14	N
DIJON	34	15	N
GRENOBLE	33	17	C
LILLE	28	17	C
LIMOGES	18	12	N
LYON	33	16	N
MARSEILLE	35	18	D
NANCY	34	17	P
NANTES	24	11	D
NICE	31	21	D
PARIS-MONTS.	27	16	C
PAU	18	11	D
PERPIGNAN	25	15	B
RENNES	24	12	D
ST-ETIENNE	32	13	N
STRASBOURG	34	20	C
TOULOUSE	21	13	D
TOURS	21	14	C
POINTE-A-PITRE	32	23	–

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	32	17	D
AMSTERDAM	30	18	P
ATHÈNES	34	26	D
BANGKOK	33	27	C
BARCELONE	28	16	D
BELGRADE	35	24	D
BERLIN	37	23	D
BRUXELLES	29	17	C
COPENHAGUE	28	18	D
DAKAR	31	26	D
DELHI	29	25	P
GENÈVE	32	17	N
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	32	21	D
JÉRUSALEM	31	16	D
LE CAIRE	36	–	–
LISBONNE	24	17	D
LONDRES	25	14	C
LOS ANGELES	26	19	D
LUXEMBOURG	32	16	C
MADRID	27	12	D
MARRAKECH	32	18	D
MEXICO	25	12	C
MILAN	38	23	N
MONTRÉAL	25	11	D
MOSCOU	24	19	N
NAIROBI	23	12	C
NEW-YORK	29	25	P
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	33	16	D
PÉKIN	29	24	C
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	33	25	D
SÉVILLE	31	17	D
SINGAPOUR	30	24	C
STOCKHOLM	21	15	C
SYDNEY	16	6	C
TOKYO	31	25	D
TUNIS	36	24	N
VARSOVIE	35	20	D
VENISE	31	23	N
VIENNE	35	21	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 août

TF 1

20.40 **Téléfilm : Warburg.** De Moshe Mizrahi, avec Sam Waterston, Dominique Sanda.
22.20 **Série : Imogène.** Imogène est de retour, de François Leterrier, avec Dominique Lavanant, Jean Benguigui.
23.40 **Magazine : Minuit sport.** Les grand moments des Jeux olympiques ; Funboard à Fuerte Ventura ; Beach-volley à Saint-Cast-Pornichet ; Longboard, étape du Championnat du monde à Biarritz.
0.45 **Journal et Météo.**
0.50 **Série : Intrigues.**
1.20 **Feuilleton : On ne vit qu'une fois.**
1.40 **Série : Les Amours de la Belle Epoque.** Petite Madame (1er épisode).

A 2

20.40 **Série : Seulement par amour.** Francesca, de Giovanni Rici, avec Anaïs Jeanneret, Sandrine Caron (2e partie).
22.15 **Documentaire : L'Amour en France.** De Daniel Karlin et Tony Lainé. 6. On n'est pas des gonzesses (rediff.).
23.20 **Journal et Météo.**
23.35 **Magazine : Les Arts au soleil.**
23.40 **Magazine : Les Enfants du rock, un été 1992.** L'année 1985.
0.40 **Magazine : Le Bar de la plage** (rediff.).

FR 3

20.45 **Cinéma : La Boum. ■** Film français de Claude Pinoteau (1980). Avec Claude Brasseur, Brigitte Fossey, Sophie Marceau.
22.35 **Journal et Météo.**
22.55 **Océaniques.** Magazine Les Arts. Bazille, de Philippe Pilard ; Le Centre Georges-Pompidou : seize ans de succès, de Michel Le Bayon et Alain Jaubert ; La maison de Casque d'or, de Sophie Seligmann ; Le Temps de voir : *la Pisseuse* de Picasso vue par Ernest Pignon-Ernest, de Pierre Coulibeuf.

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Premiers pas dans la Mafia. ■** Film américain d'Andrew Bergman (1989). Avec Marlon Brando, Matthew Broderick, Bruno Kirby.
22.10 **Flash d'informations.**
22.20 **Cinéma : Arthur Rubinstein, l'amour de la vie. ■■** Film français de François Reichenbach (1969).
23.50 **Cinéma : Dark Angel. □** Film américain de Graig R. Baxley (1990). Avec Dolph Lundgren, Betsy Brantley, Brian Benben (v.o.).

M 6

20.35 **Soirée spéciale : Elvis Presley.**
20.38 **Météo des plages.**
20.40 **Cinéma : Le Rock du bagne. ■** Film américain de Richard Thorpe (1957). Avec Elvis Presley, Judy Tyler, Mickey Shaughnessy.
22.25 **Magazine : Culture rock.** Spécial Elvis Presley.
23.25 **Téléfilm : Le Poids du destin.** De Ralf Gregan, avec Uwe Friedrichssen, Eva Astor. *D'après une nouvelle d'Oscar Wilde.*
1.00 **Six minutes d'informations.**
1.15 **Magazine : Jazz 6.** Présenté par Philippe Adler. Martial Solal et Jean-Louis Chautemps en duo.

ARTE

20.40 **Cinéma : L'Invitation. ■■** Film suisse de Claude Goretta (1973). Avec Michel Robin, Jean-Luc Bideau, Jean Champion.
22.20 **Téléfilm : Adieu à un pseudo-paradis.** De Tevfik Baser, avec Zuhal Olcay, Brigitte Janner. *Une jeune Turque incarcérée en Allemagne.*

FRANCE-CULTURE

20.55 **Vent d'Est ?** 6es Rencontres d'écrivains francophones : d'où venons-nous ?
21.55 **Poésie sur parole.** Serge Essenine (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturnes.** A travers chants. 1. L'alternance. Œuvres de Petrassi, Crécquillon, Penderecki, de Sermisy, Ohana.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Le Théâtre du Spendid et ses couacs (1) (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

19.08 **Soirée concert.** La soirée d'Arièle Butaux. A 21.00, Concert (donné le 17 octobre 1991 lors des Semaines musicales d'Ascona) : Concerto pour alto et cordes en sol majeur, de Telemann ; Concerto brandebourgeois n° 6 en si bémol majeur BWV 1051, de Bach ; Monologue pour alto et cordes, de Schnittke ; Quatuor à cordes en fa mineur op. 95, de Beethoven, par Les Solistes de Moscou, dir. Yuri Bashmet.
0.05 **Bleu nuit.** Par Henri Renaud. Ella Fitzgerald, Duke Ellington, John Lewis, Artie Shaw, Tommy Flanagan.

Mardi 11 août

TF 1

14.25 **Feuilleton : Côte Ouest.**
15.20 **Série : Le Gang des tractions.**
16.45 **Club Dorothée vacances.**
17.40 **Série : Loin de ce monde.**
18.10 **Série : Premiers baisers.**
18.40 **Jeu : Une famille en or.**
19.05 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.25 **Jeu : La Roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles les bêtes.**
20.00 **Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.**
20.45 **Cinéma : Mesrine. ■** Film français d'André Génovès (1984).
22.40 **Magazine : De souvenirs en souvenirs.** Invité : Sacha Distel.
23.40 **Documentaire : Embarquement porte n° 1.** De Jean-Pierre Hutin. Liège.
0.05 **Journal et Météo.**
0.10 **Série : Les Professionnels.**

A 2

13.40 **Série : Les Cinq Dernières Minutes.**
15.00 **Série : Coup de foudre.**
15.25 **Tiercé, en direct de Deauville.**
15.40 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.05 **Série : L'Equipée du Poney-Express.**
16.50 **Magazine : Giga.**
18.25 **Série : Magnum.**
19.50 **Météo, Journal, Journal des courses et Météo.**
20.45 **Cinéma : Et Dieu créa la femme. ■** Film français de Roger Vadim (1956).
22.20 **Sport : Athlétisme.** Réunion de Monaco, première compétition après les Jeux olympiques de Barcelone.
23.50 **Journal des courses, Journal et Météo.**
0.05 **Magazine : Les Arts au soleil.**

FR 3

14.50 **Série : Pas de répit sur planète Terre.**
15.40 **Série : La Grande Vallée.**
16.30 **Variétés : 40e à l'ombre.** En direct de Sainte-Maxime. Avec Enrico Macias.
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Dessin animé : Tom and Jerry Kids.**
20.15 **Divertissement : La Classe.**
20.45 **Série : Le Retour d'Arsène Lupin.** Le Triangle d'or, de Philippe Condroyer, d'après Maurice Leblanc.
21.45 **Magazine : Faut pas rêver.** Etats-Unis : Chicano Car ; France : la femme plastique ; Yémen : les bâtisseurs de Sanaa.
22.35 **Journal et Météo.**
22.55 **Téléfilm : Katie, portrait d'une créature de rêve.**

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : Elémentaire, mon cher... Lock Holmes. ■** Film américain de Thom Eberhardt (1989).
15.35 **Cinéma : 200 000 dollars en cavale. ■■** Film américain de Roger Spottiswoode (1982).
17.00 **Magazine : L'Œil du cyclone.**
17.35 **Série : Du côté de chez Alf.**
18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.35

18.30 **Dessin animé : Beetle Juice.**
18.55 **Le Top.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Dessin animé : Les Simpson.**
20.00 **Les Nuls... l'émission.**
20.35 **Cinéma : Green Card. ■■** Film américain de Peter Weir (1990).
22.15 **Flash d'informations.**
22.25 **Cinéma : Double jeu. ■■** Film américain de Sondra Locke (1989) (v.o.).
0.10 **Cinéma : Big Top Pee Wee. ■** Film américain de Randal Kleiser (1988) (v.o.).

M 6

13.55 **Série : Les Années FM.**
17.15 **Musique : Nouba.** Best of.
17.35 **Série : Brigade de nuit.**
18.30 **Série : L'Etalon noir.**
19.00 **Série : La Petite Maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Magazine : Ecolo 6.**
20.38 **Météo des plages.**
20.40 **Téléfilm : Adieu Alcatraz.** De Paul Wendkos.
22.30 ▶ **Cinéma : La Grande Chevauchée de Robin des Bois. □** Film italien de Giorgio Ferroni (1970).
0.15 **Documentaire : Les Chemins de la guerre.** Les Etats-Unis.

ARTE

17.00 **Documentaire : Sing Loud, Play Strong** (rediff.).
17.55 **Documentaire : Flamenco Road** (rediff.).
19.00 **Documentaire : Famine-fatigue ou le Pouvoir de l'image.**
19.55 **Documentaire : L'Allemagne des démunis.** D'Otto Wilfert et Hans-Jürgen Haug. *Enquête dans deux villes d'Allemagne, l'une à l'Est, l'autre à l'Ouest.*
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Soirée thématique.** Les Bertini, chronique d'une famille de Hambourg.
20.41 **Entretien avec Ralph Giordano.** L'auteur du roman *les Bertini* s'entretient avec Anne Linsel.
21.10 **Feuilleton : Les Bertini.** D'Egon Monk, avec Hannelore Hoger, Peter Fitz (1er épisode). *En 1881, un trompettiste sicilien s'installe à Hambourg.*
22.35 **Feuilleton : Les Bertini** (2e épisode). *Après la grande guerre, la montée du fascisme... et les débuts de la deuxième guerre mondiale.*

FRANCE-CULTURE

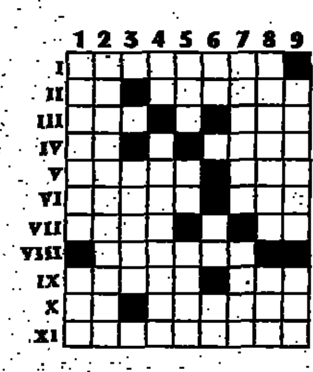
20.05 **Le Pays d'ici.** René Depestre, à Lézignan-Corbières (jusqu'au 14 août).
20.55 **Vent d'Est ?** 6es Rencontres d'écrivains francophones : qui sommes-nous aujourd'hui ?
21.55 **Poésie sur parole.** Vladimir Holan (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturnes.** A travers chants.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.08 **Soirée concert.** La soirée de Marc Texier. Œuvres de Brahms, Forqueray, Couperin. A 21.00 (concert donné le 10 mars à Vienne) : Fantaisie pour piano Hob XVII/4, Trio pour violon, violoncelle et piano Hob XV/31, Six Canzonettes anglaises pour baryton et piano Hob XXVI a/25 à 30, Trio pour violon, violoncelle et piano Hob XV/12, quatuor à cordes Hob III/78, de Haydn, par Andras Schiff, piano, Yuuko Shiokawa, violon, Boris Pergamenschikov, violoncelle, John Shirley Quirk, baryton et le Quatuor Takacs. A 22.45, Œuvres de Dowland, Johnson, Schubert, Purcell.
0.05 **Bleu nuit.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5842



HORIZONTALEMENT

I. Beaucoup de coudes pour un seul bras. – II. Un peu de grenat. Provoque un rétrécissement de l'orifice buccal. – III. Bienheureux. Lire en partie. – IV. Réserve d'énergie (épelé). Timbre rare. – V. Vivent dans la pourriture. Sigle inversé. – VI. Ne s'arrête pas à Paris. Orientation. – VII. A la bouche mauvaise. Pronom. – VIII. Bâtiment pour officier. – IX. Localité proche de Paris. Grave quand il est haut. – X. Infime partie de la fortune de César. Elle est pleine de trous. – XI. Divisions arbitraires.

VERTICALEMENT

1. Agite les particuliers quand il est général. Façon de couper. – 2. Une qui sait à quoi s'en tenir sur le prix des choses d'ici-bas. – 3. A traiter avec précaution quand il est fin. – 4. Pieuse abréviation. Frappe d'autant plus qu'elle est lourde. – 5. Article. Réfléchi. Font partie d'une académie. – 6. Division topographique. Reliefs des côtes. En attente. – 7. Peut qualifier un dialecte. Titre étranger. – 8. Ne précèdent pas. Baisse difficilement pavillon. – 9. Décrite. A moitié soûles.

Solution du problème n° 5841

Horizontalement

I. Décalitre. Fagot. – II. Otages. Opiomane. – III. Navet. Cuisinier. – IV. Obus. Orin. – V. Uélé. Aise. Essai. – VI. Apiculteur. St. – VII. Noël. Ur. Pitti. – VIII. Uranographe. Ré. – IX. CV. Iéna. Soi. Fer. – X. Ladre. Nain. Pô. – XI. In. At. Etirés. – XII. Etagères. Scènes. – XIII. Nageoires. Atèle. – XIV. Tin. Laitiers. La. – XV. Elite. Esche. Jeu.

Verticalement

1. Don Juan. Cliente. – 2. Eta. Epouvantail. – 3. Cavalier. Agni. – 4. Age. Eclairage. – 5. Léto. Née. Eole. – 6. Is. Ballon. Aria. – 7. Cuit. Ganterie. – 8. Rousseur. Sets. – 9. Epi. Eurasie. Sic. – 10. Iso. Ponts. Eh ! – 11. Foire. Phi. Icare. – 12. Amnistie. Prêts. – 13. Gains. Foëne. – 14. One. Astre. Selle. – 15. Termitière. Seau.

GUY BROUTY

LOTO — SAMEDI 8 AOUT 1992

19H55 : 6 9 23 34 47 49 — numéro complémentaire 37

6	3	3 643 615 F
5 + compl.	6	129 230 F
5	541	6 680 F
4	30 898	149 F
3	600 786	15 F

20H35 : 1 6 17 35 36 42 — numéro complémentaire 41

6	2	10 742 185 F
5 + compl.	4	241 035 F
5	439	7 885 F
4	24 318	180 F
3	613 187	17 F

Le Monde

En proie à de multiples difficultés

Le gouvernement algérien interdit trois journaux

Pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence, en janvier, le pouvoir algérien a suspendu, samedi 8 août, deux quotidiens francophones, *le Matin* et *la Nation*, ainsi qu'un quotidien de langue arabe, *El Djezair El Youm* (l'Algérie d'aujourd'hui).

Plusieurs publications avaient fait l'objet, ces derniers mois, de multiples tracasseries administratives ou judiciaires. Mais, compte non tenu des publications du Front islamique du salut (FIS), interdites dès la mise hors la loi du parti islamiste, en mars dernier, c'est la première fois que le pouvoir prend une mesure de suspension qui a toutes les apparences d'une interdiction définitive.

La décision gouvernementale a été annoncée samedi, peu avant *minuit, par un communiqué* du gouvernement demandant au procureur général près la cour d'Alger *« de prendre toutes mesures conservatoires à l'effet d'ordonner la suspension de la parution des quotidiens »* concernés. Quelques heures auparavant, le Haut Comité d'État, à l'issue de sa réunion hebdomadaire avec le gouvernement, avait annoncé la prochaine promulgation de *« dispositions législatives appropriées, notamment dans les secteurs de la justice, de l'information et de la sécurité publique »* en vue de raffermir l'autorité de l'État. Saisis aussitôt à l'imprimerie, *le Matin* et *la Nation* n'ont pas été mis en vente dimanche. Quotidien du soir, *El Djezair El Youm* n'a pu être confectionné. Ce même jour, la police a pénétré dans les locaux des journaux et en a expulsé leurs occupants.

Le Matin était un journal indépendant né d'une scission à l'intérieur de la rédaction d'*Alger Républicain*, quotidien du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, communiste). Tirant à quelque 80 000 exemplaires, vivement opposé aux thèses islamistes, et souvent fort critique à l'égard du pouvoir, *le Matin* était l'un des plus importants quotidiens du pays. Son directeur, M. Mohamed Benchicou, avait récemment fait l'objet d'une mise en garde à vue de quarante-huit heures suivie d'une inculpation pour *« diffusion d'informations erronées »* après avoir rapporté l'arrestation – démentie – d'un chef « militaire » islamiste (*le Monde* du 4 août).

Le pouvoir lui reproche, cette fois, la publication d'un article affirmant que l'Italie, rendue sceptique par le discours économique du premier ministre, M. Belaïd Abdessiam, avait suspendu ses crédits à l'Algérie. L'ambassade d'Italie à Alger a aussitôt démenti l'information, *tandis que* le gouvernement algérien faisait savoir que *le Matin*, *« en publiant une telle information et en la rattachant de façon injustifiée à des déclarations du chef du gouvernement* [avait] *porté atteinte aux intérêts supérieurs du pays »*.

Une publication proche de M. Hamrouche

Accessoirement, il est également reproché au *Matin* d'avoir révélé les adresses du ministre de la sécurité et du chef de la gendarmerie en laissant entendre qu'ils étaient les cibles d'un terroriste récemment tué par les forces de l'ordre à Hydra, quartier résidentiel de la capitale. *« En donnant une indication aussi précise de leurs adresses,* le Matin *s'est rendu coupable d'une atteinte à leur sécurité »*, estime le gouvernement sans, apparemment, se rendre compte que cette mise au point confirme le lieu de résidence des personnalités menacées.

La Nation, qui affichait un tirage de 12 000 exemplaires, était, lui, un quotidien proche de *M. Mouloud* Hamrouche, ancien premier ministre, dont il partageait l'opposition *résolue au gouvernement en place*. Le journal a annoncé – à tort – que le chef spirituel des Touaregs algériens, *M. Hadj Moussa Akhamokh*, membre du Conseil consultatif national (CCV), était sur le point d'être *arrêté pour ses liens* présumés avec un trafiquant du Sahara. Alors que le sud du pays est *fortement* troublé par l'action de bandes armées venues, d'après les autorités, du Mali et du Niger *voisins*, le gouvernement a vu dans cet écho une *« véritable manœuvre de déstabilisation »*.

Quant à *El Djezair El Youm*, il paie ses inclinations jamais démenties à l'égard des courants islamistes, ce qui l'amène, selon le communiqué du gouvernement, à publier *« des informations sans fondements et malveillantes (...) qui n'ont pour objectif que de semer délibérément le doute et la confusion dans l'opinion publique, de porter atteinte à l'unité nationale »*. Bref, en s'acharnant *à « jeter le discrédit »* et à *« nuire aux intérêts supérieurs de la nation »*, le quotidien *« s'est progressivement transformé en porte-parole de la subversion et de l'incitation, directe ou indirecte, à la haine et à la violence »*.

Lundi, les journalistes des journaux *suspendus devaient*, accompagnés de leurs confrères, se porter en délégation auprès des autorités. *Selon d'insistantes rumeurs*, amplifiées par l'émotion des dernières mesures, quatre ou cinq autres *journaux pourraient être suspendus* prochainement. En tout état de cause, ces interdictions témoignent, *au mieux, d'une sensible perte de* sang-froid de la part d'un gouvernement qui n'a même pas un mois d'âge. *Même si la situation* est difficile, on voit en effet mal comment l'interdiction de journaux *pourrait* davantage contribuer à la rétablir qu'à la délabrer un peu plus.

GEORGES MARION

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

19. – La tête sans corps de Tupac Amaru 2

ÉTRANGER

La situation en Bosnie-Herzégovine 3
Mexique : le parti au pouvoir affirme avoir remporté les élections dans cinq Etats 4
Israël : la loi interdisant tout contact avec l'OLP va être révisée 5
Irak : la mort du chef spirituel des *chiites* 5

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre 6
Les relations entre la gauche et les écologistes 6
Point de vue : « Plaidoyer pour les élus du peuple », par Patrick Devedjian 6

JEUX OLYMPIQUES

La cérémonie de clôture : enfer et rumba ; l'Espagne moissonne *vingt-deux médailles dont treize en* or ; un entretien avec le maire de Barcelone, M. José Maragall ; *Athlétisme* : le *record du monde* pour les relais américains ; portrait d'un coureur de fond : Dieter Bau*mann, le philosophe* ; les médiocres performances des athlètes français .... 7 à 10

CULTURE

Paris Quartier d'été : un contrat bien rempli 11
Jazz : la finale du Sud-Ouest 11

ÉCONOMIE

La Bourse de Tokyo atteint son plus bas niveau depuis six ans, Siemens acquiert les activités « éclairage » nord-américaines de GTE 12
Le Maroc à portée de l'Europe : Après dix années de politique « d'ajustement structurel », l'économie marocaine se porte mieux 13

L'ÉCONOMIE

L'internationalisation forcée des banques allemandes ● Investcorp, performance et rentabilité ● Taïwan-Chine : rapprochement tacite ● *Opinion* : *« Assurer les* risques politiques dans le tiers-monde .... 14 et 15

Services

Abonnements 6
Annonces classées 16
Carnet 18
Loto 19
Marchés financiers .... 16 et 17
Météorologie 19
Mots croisés 19
Radio-télévision 19
Spectacles 18

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 août 1992 a été tiré à *490 771 exemplaires*.

Demain dans « le Monde »

« Sciences/Médecine » : L'océan vu du ciel

Couplé à une campagne océanographique sans précédent, le satellite franco-américain Topex-Poséidon permettra peut-être de percer les secrets du climat.

Chronologie

Les évènements du mois de juillet en France et dans le monde.

Atlanta, terre promise

La crise économique a fini par atteindre la *prospère* Atlanta. Les émeutes de mai dernier ont ébranlé bien des certitudes dans la ville qui doit accueillir les Jeux olympiques de 1996.

Touchant particulièrement le Sud-Ouest

De violents orages ont fait trois morts et de nombreux dégâts

Une série de violents orages ont éclaté sur différentes régions françaises au cours du week-end des 8 et 9 août. On déplore trois morts et quelques blessés légers. En outre, les *dégâts matériels sont importants*.

Les orages ont particulièrement frappé les départements du Sud-*Ouest. Sur le lac d'Hourtin* (Gironde), un homme d'une trentaine d'années est porté disparu : le bateau sur lequel il participait à une régate a chaviré. Un peu partout, des toitures se sont envolées et des arbres ont été arrachés par le vent, tombant sur des tentes et des caravanes ou obstruant les routes. Par miracle, personne n'a été tué. On ne déplore que quelques blessés légers.

Grêle dans le Médoc

La foudre a tué un jeune touriste de Roubaix qui avait eu l'imprudence de tenir un piquet métallique de sa grande tente à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) pendant que les trois amis avec lesquels il partageait la tente essayaient de vider une poche d'eau qui s'était formée sur la toile. La foudre a aussi tué un campeur au Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais) et a blessé légèrement quelques personnes, dont une qui téléphonait, en Charente-Maritime.

Dans tout le Sud-Ouest, de violentes chutes de grêle ont haché menu des vignobles. L'une des régions viticoles les plus touchées est le Médoc, où les récoltes de plusieurs grands crus – le margaux, notamment – ont particulièrement souffert, sans qu'il soit encore possible d'évaluer les dégâts avec précision. Les grêlons, parfois gros comme des balles de ping-pong ou même des œufs, ont aussi cassé beaucoup de verrières, de vérandas, de toitures et de pare-brise.

Les pluies diluviennes (60 millimètres d'eau en quelques dizaines de minutes dans la région de Blaye, en Gironde) qui ont accompagné les orages, ont provoqué des inondations. Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'Yonne, l'Hérault, le Lot, le Maine-et-Loire, la Sarthe, l'Orne notamment, les orages ont également provoqué des dégâts.

Un peu partout, les pompiers ont dû dégager les routes, remplacer par des bâches les toitures envolées, vider des caves ou des rez-de-chaussée, etc. Dans nombre de communes enfin, les municipalités ont dû fournir des abris provisoires aux campeurs sinistrés ou annuler des manifestations sportives et des spectacles.

Un alpiniste tué par une avalanche dans le massif du Mont-Blanc

Le mauvais temps, qui a succédé à une période très chaude, a provoqué *des drames dans le massif du* Mont-Blanc. Les vents violents ont empêché pendant de longues heures les hélicoptères de secours d'aller chercher les cordées en difficulté, en particulier sur l'aiguille des Drus. Là, une énorme avalanche de pierres – visible de la vallée de Chamonix – libérées sans doute par les effets combinés de la sécheresse et de la chaleur, a dévalé les faces ouest et nord des Drus vers 14 heures, dimanche 9 août. Elle a fait, au moins, un mort et un blessé, mais on peut toujours craindre d'autres victimes.

Faute de pouvoir approcher des lieux du drame en hélicoptère, les gendarmes de haute montagne ont pris le train du Montenvers et marché pendant près de deux heures, pour atteindre le pied des Drus. Le médecin de l'équipe a pu donner les premiers soins au blessé. En dépit du vent, un hélicoptère a pu venir larguer un traîneau-civière et emporter le blessé à l'hôpital de Chamonix.

D'autres cordées de gendarmes de haute montagne ont aussi réussi à sauver trois autres personnes, à *l'Envers-du-Plan et* à la Petite-Verte, où ils ont secouru une Japonaise très gravement blessée et un alpiniste atteint de très profondes brûlures aux mains en arrêtant la chute de la Japonaise. Les deux blessés ont pu être redescendus à Chamonix dans la soirée du 9 août.

La gendarmerie de Chamonix avait pourtant multiplié, au début du week-end, les conseils de prudence, invitant les alpinistes à s'abstenir de toute sortie dans le massif du Mont-Blanc où 19 personnes ont été tuées depuis le 1er juillet.

Les trois Européens de l'espace sont revenus sur terre

Succès pour la station Mir et semi-échec pour la navette Atlantis

Détaché quelques heures plus tôt de la station russe Mir, le vaisseau Soyouz TM-14 a atterri, lundi 10 août à 3 h 05 (heure de Paris), dans les *steppes* du Kazakhstan, ramenant sur terre l'astronaute français Michel Tognini et ses deux collègues *russes* Alexandre Viktorenko et Alexandre Kaléri. Deux jours auparavant, samedi 8 août à 15 h 11 (heure de Paris), la navette américaine Atlantis avait touché la piste du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride) avec, à bord, *sept membres d'équipage, dont* le Suisse Claude Nicollier, de l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Italien Franco Malerba. Si la mission franco-russe Antarès a été un succès total, le séjour des deux Européens sur Atlantis a été marqué par de nombreuses difficultés techniques.

« Dans l'espace, c'est le calme complet, mais le décollage et surtout l'atterrissage sont très virils », a déclaré Michel Tognini, souriant, mais visiblement impressionné par le déroulement de son retour sur terre, en compagnie des Russes *Alexandre Viktorenko* et *Alexandre* Kaléri. Ces deux derniers, qui séjournaient en orbite depuis le *19 mars, ont été remplacés sur Mir* par Anatoly Soloviev et Sergueï Avdeïev, partis le 29 juillet en compagnie de l'astronaute français.

Avant même le retour des cosmonautes, les responsables ne cachaient pas leur satisfaction. *« Certes, il faut attendre la récupération des enregistrements faits dans l'espace et l'analyse des résultats obtenus, avant d'en tirer des conclusions. Mais dès à présent, tous les scientifiques présents ici sont très satisfaits, à la fois du fonctionnement des appareils et du comportement des cosmonautes »*, soulignait, dimanche 8 août, Claudie André-Deshays, responsable scientifique de la mission, qui se trouvait au Centre de contrôle des vols (TSOUP) de Kaliningrad, près de Moscou.

Dix expériences biologiques et technologiques

Pendant les douze jours de son séjour à bord de Mir, Michel Tognini a mené, avec ses quatre compagnons russes, dix expériences biomédicales et technologiques mises au point par les chercheurs de plusieurs grands organismes français de recherche (*le Monde* du 30 juillet). Trois d'entre elles portaient sur l'adaptation de l'organisme humain à l'apesanteur : Orthostatisme (étude du système cardiovasculaire), Viminal et Illusions (système neurosensoriel) et Immunologie (système immunologique). Deux, Biodose et Nausicaa, étaient consacrées à l'étude des effets du rayonnement *cosmique sur le matériel génétique* et aux problèmes de radioprotection.

D'autres expériences étudiaient le comportement hydrodynamique et thermique des fluides en microgravité (expérience Alice), l'influence *des flux d'ions lourds d'origine* cosmique sur les composants électroniques (Exeq), ou visaient à établir une cartographie de la microgravité dans le complexe spatial (microaccéléromètre), afin de localiser les meilleurs emplacements pour les équipements scientifiques.

Seule ombre au tableau, une expérience, qui devait permettre d'obtenir des cristaux supraconducteurs de grande taille, n'a pu être réalisée, des problèmes d'orientation de la station et de positionnement des panneaux solaires ne permettant pas de lui fournir une alimentation électrique suffisante. *« Mais ce n'est que partie remise. Les deux cosmonautes restés dans la station s'en chargeront et rapporteront les résultats lors de leur retour en janvier prochain*, a expliqué Alain Labarthe, chef du projet Antarès au CNES. *De toute manière, le retour de Michel ne signifie pas que la mission est terminée. L'expérience Alice se poursuivra jusqu'au 28 août. Nausicaa et Exeq dureront encore un an. »*

A Cap Canaveral, en revanche, l'ambiance était plus morose, samedi 8 août, après l'atterrissage d'Atlantis. La 49e mission d'une navette américaine fut, en effet, marquée par une série de difficultés. Si l'Agence spatiale européenne peut se féliciter d'avoir placé en orbite, malgré quelques défaillances, la plate-forme Eureca qu'une autre navette devrait récupérer en avril 1993 (*le Monde* du 4 et du 8 août), la NASA n'a pas réussi à larguer le « satellite à fil » italien (*le Monde* du 7 août).

Commission d'enquête

« Je ne veux pas vous cacher la vérité. Nous n'avons pas réalisé l'objectif principal du vol », a reconnu Nobie Stone, directeur scientifique pour cette mission à la NASA. Un groupe d'enquête a été chargé de déterminer les causes de cet échec. Le centre spatial de Huntsville (Alabama) a ordonné la saisie de certains documents pour comprendre comment le mécanisme compliqué de déroulement et d'enroulement du câble, construit par la firme Martin Marietta, a pu enregistrer trois pannes qui restent inexpliquées.

Alors que le CNES a signé un contrat pour quatre nouveaux vols franco-soviétiques d'ici l'an 2000 (*le Monde* du 30 juillet), la navette Atlantis devrait s'amarrer à la station russe Mir lors d'un vol prévu pour 1994. En octobre prochain, elle sera envoyée à l'usine Rockwell de Palmdale (Californie) où un collier d'amarrage spécial lui sera adapté. – *(AFP.)*

J.-P. D.

EN BREF

□ **Deux morts dans l'incendie d'un immeuble à Paris.** – Un incendie, *sans doute d'origine criminelle*, a éclaté vers 3 heures, dimanche 9 août, dans un immeuble vétuste du *86, rue du Faubourg-du-Temple* à Paris (11e). Il a fait deux morts et quatre blessés graves. Les flammes ont provoqué l'effondrement de la cage d'escalier en bois, puis celui du bâtiment lui-même. Les sapeurs-pompiers ont mobilisé près de 90 hommes, qui ont retrouvé vers 11 heures le corps calciné de l'un des occupants. La plupart des victimes ont été intoxiquées ou brûlées. L'une d'elles est décédée lundi. Un différend entre des occupants de cet ancien hôtel, abritant des travailleurs immigrés qui devaient être prochainement expulsés, pourrait être à l'origine de ce sinistre volontaire. – *(AFP.)*

□ **Manifestations paysannes : l'Etat condamné à payer les dégâts.** – Le tribunal administratif de Limoges vient de condamner l'Etat à rembourser les pertes subies par un transporteur irlandais lors d'une manifestation paysanne. Le 24 août 1990, en pleine « guerre du mouton », un commando de trois cents éleveurs corréziens avait intercepté un camion transportant 595 agneaux irlandais. Le véhicule avait été détourné sur Tulle et les animaux lâchés devant la préfecture après avoir été aspergés d'un produit toxique qui les rend impropres à la consommation. L'Etat, a rappelé le tribunal, *« est civilement responsable des dégâts et dommages »* qui peuvent résulter d'actions commises *« à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements, armés ou non armés, soit contre des personnes, soit contre des biens »*. L'Etat aura donc à rembourser le préjudice subi de 348 000 francs, plus les intérêts, plus 10 000 francs de dépenses occasionnées par le procès. – *(Corresp.)*

